

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)** 1
- **Les causes historiques du séparatisme arabe** 9
- **Russie et révolution dans la théorie marxiste.**
Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1) 15
- **Histoire de la Gauche communiste**
 - **La question du Front Unique (3)** 34
 - **Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique** 42
- **Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)** 48
- **Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste.**
 (Extraits du Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935) 58
- **À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique !**
Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits) 60

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)

Comme c'est arrivé de nombreuses fois dans l'histoire, le Moyen-Orient est à nouveau au centre de la politique mondiale. Dans le cadre d'une coalition mise sur pied par les Etats-Unis les aviations occidentales multiplient bombardements ou les vols de reconnaissance au-dessus de l'Irak et de la Syrie, tandis que leurs «Forces Spéciales» entraînent les combattants et combattent sur le terrain; en représailles, des commandos venus ou inspirés de là-bas perpétrent des attentats dans les rues des villes européennes. Russes, Turcs, Iraniens engagent des troupes en Syrie ou en Irak, tandis que d'autres puissances régionales se contentent de financer des milices. Comme il y a près d'un siècle, mais avec une violence beaucoup plus grande, des combats font rage autour de Mossoul et de Damas. En conséquence, des millions de personnes fuient les combats, provoquant de graves risques de déstabilisation dans la région et suscitant l'effroi jusque dans l'opulente Europe.

Les affrontements en cours au Moyen-Orient ne sont plus des conflits «locaux»; ils prennent un caractère **international** en impliquant directement ou indirectement des Etats du monde entier; c'est le signe à la fois de l'**importance stratégique** de cette région pour le capitalisme mondial et de l'**imbrication** des rapports et des conflits inter-impérialistes, qui déboucheront inévitablement sur un troisième **conflit mondial** si la révolution commu-

niste n'arrête pas avant la folle course meurtrière du capitalisme. Le prolétariat des grands pays capitalistes, européens et autres, encore englué dans les mécanismes de la paix sociale et paralysé par les forces de la collaboration des classes, regarde avec inquiétude ces événements mais sans avoir la force de réagir, si ce n'est en soutenant tacitement «son» impérialisme.

Il ne pourra cependant pas à la longue rester inerte face à l'ébranlement des équilibres politiques et sociaux provoqué par les contradictions toujours plus violentes du capitalisme mondial; ce sont elles qui le sortiront de sa léthargie, qui le pousseront à la lutte, à la révolte contre un système féroce et son ordre inhumain le condamnant à servir de chair à canon et à exploitation bestiale. *De te fabula narratur*: les souffrances des prolétaires et des masses déshéritées de Syrie et d'Irak, le calvaire des réfugiés de tous les pays, sont l'histoire du prolétariat; ce sont l'un des avenir qui réserve le capitalisme aux prolétaires du monde entier tant que ceux-ci ne retrouveront pas leurs positions et leurs armes de classe, tant qu'ils ne refuseront pas toutes les mortelles alliances avec des forces bourgeoises quelles qu'elles soient, démocratiques ou autoritaires, religieuses ou laïques, pour, entraînant derrière lui tous les exploités, se lancer à nouveau à l'attaque pour détruire le capitalisme.

LA MODERNE QUESTION D'ORIENT

«Chaque fois que la bourrasque révolutionnaire s'apaise un instant, on peut être assuré que revient sur le tapis une question sans cesse récurrente: l'éternelle "Question d'Orient".

(...) Et voici qu'au moment même où, dans leur myopie, les pygmées au pouvoir se vantent d'avoir heureusement soustrait l'Europe aux dangers de l'anarchie et de la révolution, le thème sempiternel, cette difficulté jamais réduite, refait surface: qu'allons-nous faire de la Turquie?» (1)

Lorsque Engels, au nom de Marx, écrivit ces lignes pour le New York Tribune, la «question d'Orient» était la question du sort du gigantesque Empire Ottoman qui s'étendait sur un territoire allant des Balkans (la «Turquie d'Europe») à l'Afrique du Nord en passant par ce qui est aujourd'hui le Moyen-Orient (la «Turquie d'Asie»).

Entré inexorablement en décadence, confronté à la pression croissante

du capitalisme, essentiellement européen, en expansion, l'Empire Ottoman restait figé dans ses structures politiques et sociales surannées; il avait de moins en moins la force de maintenir sa domination sur ce vaste et disparate ensemble où les différentes parties jouissaient de fait d'une autonomie plus ou moins grande qui n'était pas contrebalancée par son autorité religieuse théorique sur le monde musulman (le Sultan turc était aussi «Calife» des croyants). En 1908 éclata une «révolution», constituée par l'arrivée au pouvoir du mouvement des «Jeunes Turcs»; mais ce ne fut en réalité qu'une tentative superficielle de modernisation de l'Empire, caractérisée essentiellement par le rétablissement de la Constitution de 1876 (qui avait été abrogée deux ans plus tard par le Sultan) et une libéralisation étroitement surveillée de la vie politique, et marquée par le développement d'un nationalisme proprement turc (le «Turquisme») par opposition à l'idéologie ottomane traditionnelle: il n'y

eut aucun bouleversement dans les structures sociales et économiques de l'Empire.

S'il n'est pas utile de faire ici l'histoire de cette vieille «question d'Orient», pour comprendre la **moderne** question d'Orient (avec cette question pour les impérialismes: «Que faire au Moyen-Orient?») il est cependant nécessaire de rappeler que le partage de l'Empire Ottoman fut l'un des buts de guerre et la conséquence du premier conflit mondial.

Depuis des décennies les grandes forces impérialistes se disputaient sur le sort de cet «*Homme malade*»; les unes, surtout celles qui avaient investi dans le pays, qui avaient mis la main sur certains secteurs de l'Etat ou qui administraient la *Dette Publique Ottomane* (2), voulaient maintenir le statu-quo. C'était le cas de la Grande-Bretagne après qu'elle ait occupé l'Egypte en 1882 pour y «rétablir l'ordre» après une révolte de l'armée, ou de l'impérialisme français après avoir obtenu en 1861 de la «Porte» (nom traditionnellement donné au gouvernement turc, en référence à la

Le Moyen-Orient et l'impérialisme

porte monumentale du palais du Grand Vizir), la reconnaissance d'une zone d'influence sur la région du Mont Liban et en 1881 un protectorat sur la Tunisie.

Après la faillite de l'Etat Ottoman, incapable de payer sa dette envers ses créanciers européens, ces derniers avaient mis sur pied en 1881 l'«Administration de la Dette Publique Ottomane», agence chargée de réguler les Finances de l'Empire – en pratique de prendre le contrôle des revenus de l'Etat pour en diriger une partie vers le remboursement de la dette. Conformément à son rôle d'usurier international, la France était la première créancière de l'empire, ce qui se traduisait par le fait qu'elle était, avec la Grande-Bretagne, l'une des deux dirigeantes de cette administration de la dette ottomane.

Cette situation n'avait cessé de se renforcer tout au long de la fin du dix-neuvième siècle et jusqu'à la première guerre mondiale. En 1881 36,7 % de la dette souveraine était possédée par des capitalistes français, contre 26,6% par des britanniques; venaient ensuite les Hollandais (7%) les Belges (6,6%) les Allemands (4,3%) et les Italiens (2,4%). En 1913, la part de la France était montée à 49,5 % du total de la dette (qui avait presque doublé dans l'intervalle), suivie par celle de l'Allemagne avec 20% et celle de la Belgique à 11%, tandis que la part britannique était tombée à 7% (Hollande: 3%, Italie: 1%)(3).

La véritable mise en coupe réglée des ressources de l'Empire Ottoman instituée par les vautours anglais et français, s'était trouvée ainsi de plus en plus menacée par le dynamisme des investissements allemands dans le pays; la chose était encore plus évidente pour ce qui concerne les investissements dans le secteur privé; en 1888 le total des investissements étrangers s'y montait à 15 millions de Livres Sterling dont 56% étaient britanniques, 32% français et seulement 1% allemands. En 1914, à la veille de la guerre, le tableau était profondément modifié: alors que le montant total des investissements étrangers avait plus que quintuplé pour atteindre les 82 millions de Livres sterling, la part britannique avait proportionnellement reculé à 14% (correspondant à une pâle augmentation de 2,5% des investissements anglais), tandis que la part française s'élevait à 45 % du total (plus de 700% d'augmentation des investissements). Mais ce

sont les capitaux allemands qui avaient fait un prodigieux bond en avant en un quart de siècle: plus de 1700% d'augmentation, pour arriver à 34% du stock d'investissements étrangers (4) ...

D'autres forces impérialistes, aspirant à dépecer l'Empire, soutenaient les revendications indépendantistes de certaines régions, ou arrachaient au sultan la reconnaissance de leur protectorat sur d'autres. En 1911 l'Italie lui déclarait la guerre pour s'emparer de la Tripolitaine (actuelle Libye). Immédiatement après éclataient les guerres balkaniques (1912-1913) à l'instigation de la Russie (qui n'en retira cependant pas ce qu'elle voulait); perdues par l'Empire, elles aboutirent à la liquidation de la dite «Turquie d'Europe».

Ces guerres balkaniques furent comme le prodrome de la guerre mondiale. Dans ce conflit, la Turquie se rangea du côté de l'impérialisme allemand dont l'influence politique avait crû parallèlement à la multiplication de ses investissements au cours des années précédentes. Rosa Luxemburg a consacré quelques pages aux investissements de l'impérialisme allemand et d'autres en Turquie, notamment dans les voies ferrées. L'impérialisme anglais fut le premier à investir dans ce secteur dès 1850, bientôt rejoint par l'impérialisme français. A partir de 1888 l'impérialisme allemand entra dans la danse, par le puissant truchement de la Deutsche Bank, et sa pénétration en cessa de s'accroître au début du vingtième siècle. Rosa Luxemburg expliquait: *«D'une part les progrès de l'accumulation capitaliste et l'extension des "sphères d'influence" servent de prétexte à l'expansion politique et économique du capital allemand en Turquie; d'autre part la désagrégation rapide, la ruine et l'exploitation de l'économie paysanne par l'Etat favorisent l'établissement des échanges commerciaux et des chemins de fer, tandis que l'Etat turc devient de plus en plus dépendant financièrement et politiquement du capital européen»* (5).

La construction du chemin de fer qui devait aller jusqu'à Bagdad (le *Bagdadbahn*), était le plus spectaculaire de ces investissements et en même temps que le plus menaçant pour les intérêts britanniques. A une époque et dans un pays où les moyens de communication étaient li-

mités, la construction d'une voie ferrée avait un intérêt non seulement économique, mais aussi stratégique, de premier ordre.

Pour l'impérialisme allemand cette voie ferrée qui, après Bagdad, aurait dû déboucher sur le Golfe Persique (Bassorah), en plus de son intérêt commercial immédiat, avait comme objectif final d'éviter le transit des marchandises par le Canal de Suez sous contrôle britannique; en effet, en cas de guerre, la Grande-Bretagne pouvait bloquer le commerce de l'Allemagne avec l'Orient. Si les Britanniques firent échec à cet objectif ultime en s'imposant comme «protecteurs» du Koweït (protecteurs en réalité de leurs intérêts!), la construction du Bagdadbahn, commencée en 1903, fut un des leviers les plus importants de la pénétration de l'impérialisme allemand en Turquie et au delà; les capitalistes teutons, actionnaires majoritaires de cette entreprise (il y avait aussi au départ une participation française minoritaire) possédaient aussi par exemple des droits miniers le long du trajet et déjà le pétrole de Mésopotamie qui pourrait être évacué par lui commençait à susciter des convoitises. A ce propos un accord fut finalement trouvé, *«après des années d'intrigues»* (6), entre capitalistes allemands et anglais sous la forme de la fondation en octobre 1912 de la Turkish Petroleum Company pour exploiter les futurs gisements de pétrole: un quart de son capital appartenait à la Deutsche Bank, un quart à la britannique Royal Dutch Shell, le reste à la Banque Nationale de Turquie qui, comme son nom ne l'indiquait pas, était contrôlée par un financier anglais.

La construction de chemins de fer était un placement généralement fructueux et ce secteur constituait en 1914 près de 60% des investissements directs étrangers en Turquie; en outre il était à la fois un débouché pour les industriels européens et un outil précieux pour se constituer sur le territoire ottoman des «sphères d'influence» dont parlait Rosa Luxemburg; les rivalités économiques entre groupes capitalistes pour les construire étant arbitrées entre les Etats. Dans cette période d'avant-guerre, les projets de construction de voies ferrées au Moyen-Orient et ailleurs – on peut rappeler le projet de voie ferrée transbalkanique avec des capitaux français et italiens, considérée par les impérialistes allemands comme un

obstacle à leurs positions en Bulgarie et par le nouveau pouvoir des Jeunes Turcs comme une menace pour leur domination sur les Balkans – illustrent particulièrement bien les conflits d'intérêts entre les diverses puissances impérialistes pour se partager l'Empire Ottoman, derrière un respect de moins en moins apparent de la souveraineté de celui-ci, conflits qui soit menaçaient de déboucher sur des affrontements militaires, soit se concluaient par de laborieux compromis.

Par exemple le gouvernement impérial avait accordé en mars 1900 aux capitalistes russes une concession pour construire des chemins de fer dans la province arménienne, reconnaissant ainsi à la Russie une zone d'influence dans cette région; le nouveau gouvernement Jeune Turc qui y voyait une atteinte intolérable à la souveraineté turque, mit fin à cette concession. De longues et difficiles négociations, s'étendant sur plusieurs années s'engagèrent alors entre le gouvernement et divers conglomérats internationaux industrialo-financiers, et c'est finalement un groupe français qui obtint la concession,

LES «ACCORDS SYKES-PICOT»

Les conflits d'intérêts croissants entre les grands impérialismes poussaient depuis des années à une guerre mondiale; si ces affrontements dépassaient largement le cadre du Moyen-Orient, celui-ci fut une arène non négligeable de la première guerre mondiale et cette guerre eut des conséquences décisives pour la région, qui se font ressentir jusqu'à aujourd'hui.

Depuis 1913, un coup d'Etat effectué par le «courant nationaliste» des Jeunes Turcs (opposé au courant jusque-là au pouvoir) à la suite de la défaite balkanique, avait donné un nouveau gouvernement à la Turquie. L'entrée du pays dans le conflit aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche (déclaration officielle de guerre début novembre 1914) était motivée par l'antagonisme traditionnel avec la Russie; mais elle avait aussi pour but de s'émanciper de l'emprise économique et politique franco-anglaise. Dès la déclaration de guerre, les différentes concessions accordées au fil du temps à ces Etats furent supprimées par le gouvernement turc (les «capitulations» qui accordaient des droits particuliers aux ressortissants de ces Etats et les «échelles», comp-

après qu'un accord secret ait été signé en avril 1911 entre la France et la Russie au sujet des chemins de fer ottomans, en particulier en tenant «*compte des intérêts militaires qui s'y trouvent engagés*» (7).

Autre exemple: en 1906 l'impérialisme britannique menaça le gouvernement turc d'une intervention militaire au cas où se concrétiserait le projet d'un chemin de fer à destination du port d'Akaba sur la Mer Rouge, car il y voyait une menace directe sur sa domination en Egypte; à l'inverse un accord fut signé au début de 1914 entre l'Allemagne et la France pour construire et exploiter des voies ferrées en territoire ottoman, sur la base de la reconnaissance par la partie allemande d'une zone économique réservée à la France dans la région syrienne en contrepartie du retrait des actionnaires français du Bagdadbahn.

Mais comme le disait Lénine à propos des Etats, la paix entre impérialismes n'est qu'une trêve entre deux guerres et cet accord sera réduit à néant par l'éclatement de la guerre mondiale.

toirs sous administration française). Il lança en outre au nom du Califat des appels à la *guerre sainte* contre la Grande-Bretagne et la France; ces appels ne rencontrèrent guère d'échos mais ils inquiétèrent beaucoup Paris et Londres qui redoutaient une révolte des Musulmans de leurs colonies.

Pour les dirigeants français, le Moyen-Orient était alors une question secondaire dans la guerre qui avec ses alliés l'opposait principalement à l'Allemagne; mais les puissants intérêts économiques organisés dans les chambres de commerce de Lyon (industriels de la soie) et de Marseille qui militaient pour une intervention impérialiste active dans la région, finirent par être entendus. Après qu'il soit resté dans un premier temps fidèle à sa politique traditionnelle de maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman en raison de l'importance de ses intérêts qui en dépendaient (8), l'impérialisme français se résolut à entrer en négociation avec ses alliés en vue de son partage. Les accords secrets entre vautours impérialistes français et anglais, passés dans l'histoire sous le nom des «accords Sykes-Picot» (du nom des hauts fonc-

tionnaires britanniques et français qui les signèrent) furent révélés lorsque la révolution d'octobre mit à jour les archives diplomatiques russes: il y avait en effet un troisième larron dans ce pacte de brigands qu'il serait plus juste d'appeler accords Sykes-Picot-Sazonov (le ministre russe des Affaires étrangères): l'empire tsariste.

Les négociations, liées au rapport des forces militaires sur le terrain, aux intérêts existants et aux aspirations divergentes des compères, furent laborieuses. L'impérialisme français avait des vues sur une zone correspondant à une dite «grande Syrie» allant de la Palestine à Mossoul en Mésopotamie (dans l'actuel Irak) et à une zone sud de la Turquie actuelle, prétentions inacceptables pour la Russie et la Grande-Bretagne. Cette dernière voulait une zone correspondant à la Palestine, la Jordanie et l'Irak actuels avec un accès par voies ferrées à des ports en Méditerranée.

La Russie cherchait à s'emparer de Constantinople (Istanbul, dont elle aurait expulsé «les Ottomans») et de la Thrace (anciennement partie de la Turquie d'Europe), d'une partie de l'Anatolie, et en contrepartie elle affirmait son soutien à toutes les prétentions d'annexions françaises en Allemagne, ce qui était en fait le plus important pour Paris. Mais l'acceptation des prétentions russes, en faisant de la Russie une puissance méditerranéenne aurait entraîné un bouleversement radical de l'«équilibre européen» que la Grande-Bretagne et la France trouvaient lourd de dangers. Il fallait en outre laisser un lot du butin à l'impérialisme italien qui avait rejoint les alliés: il entendait obtenir les ports turcs de Smyrne (l'actuelle Izmir) et Mersin, ainsi qu'une participation au contrôle des «Lieux Saints». Chacun des «Etats chrétiens» prétendait en effet vouloir s'assurer le contrôle de la Palestine, ou au minimum participer à un contrôle international de ce territoire pour des raisons religieuses, mais en réalité davantage à cause de l'intérêt stratégique de la région que pour des raisons strictement économiques. Déjà dans les années 30 et 40 du dix-neuvième siècle, lorsque Mehmet Ali, le vice-roi d'Egypte soutenu par les Français dans sa rébellion contre l'Empire, menaçait de marcher sur la Syrie, la Grande-Bretagne avait caressé la perspective de créer en Palestine un Etat autonome, basé sur la colonisation juive.

Le Moyen-Orient et l'impérialisme

Finalement les gangsters impérialistes s'entendirent pour se partager la peau de l'Ours Ottoman pas encore tué, lors de l'accord de Saint-Petersburg du printemps 1916 (9): grosso modo la Grande-Bretagne obtenait ce qui allait devenir l'Irak (sauf la région de Mossoul laissée à la France), la Jordanie et le Koweït; la France recevait une large zone comprenant le futur Liban, une «zone d'influence» dans la future Syrie et la région de Mossoul, ces futures possessions françaises devant dans les plans britanniques servir de zone tampon par rapport à la Russie (10); cette dernière obtenait Istanbul et les détroits, réalisant ainsi son aspiration séculaire à avoir un accès libre aux «mers chaudes» (c'est-à-dire non bloquées par les glaces pendant une partie de l'année, ce qui est évidemment un obstacle de taille à la circulation des marchandises... et des navires de guerre) par le détroit des Dardanelles – qui voyait passer 50 % de ses exportations, ainsi qu'une partie de la Turquie riveraine de la Mer Noire. Quant à la Palestine comprenant Jérusalem et aux «Lieux Saints», elle devait être placés sous

administration internationale.

Pendant que ces sordides et difficiles discussions se déroulaient dans le secret des chancelleries des alliés européens (les Etats-Unis étant soigneusement tenus à l'écart), les impérialistes multipliaient les promesses d'émancipation, d'unité ou d'indépendance aux populations locales et à leurs chefs. Pour ébranler l'Empire Ottoman, l'impérialisme britannique avait d'abord projeté de créer un Califat rival de celui du Sultan turc, dont le chef aurait été le roi Hussein, Grand chérif de la Mecque, qui s'était rangé de son côté; puis il mit sur pied une force militaire arabe en faisant miroiter à son chef, l'émir Fayçal, un des fils de Hussein, la perspective de la constitution d'un Etat arabe unifié dont il aurait été le souverain. L'objectif était de pousser à une «révolte arabe» dirigée par la dynastie Hachémite de Hussein et ses fils contre l'Empire Ottoman, révolte étroitement limitée et canalisée pour ne pas compromettre ses visées impérialistes. Parallèlement il promettait au mouvement sioniste la création d'un «Foyer national juif» en Palestine (déclaration Balfour, novembre 1917).

LE PARTAGE D'APRÈS-GUERRE

A la fin de guerre, le partage qui avait été décidé dans les accords Spikes-Picot était largement devenu caduc. En raison de l'évolution du conflit qui leur avait permis de chasser les armées ottomanes et de s'emparer de la Palestine et de la Syrie, les Britanniques, avant même la fin de la guerre, ne se sentaient plus tenus de respecter ces accords, certains cercles influents voulant même éjecter les Français du Moyen-Orient ou au moins les cantonner dans une étroite zone autour du Mont Liban (11).

Ensuite, comme le régime tsariste avait été renversé par la révolution, il n'était plus question de respecter les accords qui avaient été signés avec lui. Les rapports de forces sur le terrain et le fait que chaque puissance impérialiste cherchait à accroître sa part du butin au détriment de ses alliés, toujours en faisant fi des aspirations des populations locales, entraînaient d'autres modifications.

C'est ainsi que la Grande-Bretagne, s'appuyant sur sa prééminence militaire (12) décida de garder la Palestine sous son influence (stratégiquement cela contribuait à assurer une continuité territoriale entre sa

domination de l'Egypte et celle de la «Mésopotamie», et donc ses possessions indiennes), et soudainement consciente que la région était probablement très riche en pétrole, obtint de l'impérialisme français qu'il renonce à Mossoul. Ce dernier accepta parce qu'il ne disposait pas de troupes pour y assurer sa domination; il reçut en «dédommagement», à l'issue de longues tractations, lors d'accords confidentiels à San Remo (avril 1920), la part allemande de la Turkish Petroleum Company qui devait exploiter les futurs gisements de pétrole; ces accords pétroliers furent négociés en secret pour éviter que les Américains, dont Français et Britanniques redoutaient les appétits en la matière, ne s'en mêlent.

Après que les troupes françaises aient chassé de Damas l'émir Fayçal qui y avait été installé par les Britanniques, le Président du Conseil Millebrand affirmait triomphalement que désormais la France contrôlait toute la Syrie «et pour toujours». Cependant, conscients que leur faiblesse militaire les empêchait en réalité de dominer complètement le pays, les Français se résignèrent à en dominer la plus gran-

de partie sous la forme d'un «mandat» de la toute nouvelle «Société des Nations» (ancêtre de l'ONU) voulue par les Américains. Ils s'attelèrent à le diviser pour mieux le contrôler: le Liban fut formé par la réunion d'une partie arabe (zone côtière, plaine de la Bekaa...) avec la région chrétienne du Mont Liban, tandis que dans le reste du pays l'impérialisme tricolore s'efforça de morceler le territoire en pseudo-Etats fantoches ou/et de jouer les populations les unes contre les autres, selon des critères ethniques et religieux. Les fruits empoisonnés de cette politique de division allaient se faire sentir dans les décennies suivantes, y compris après l'indépendance syrienne.

De leur côté, les impérialistes anglais constituèrent plusieurs Etats dans leur zone d'influence: en Mésopotamie, par l'union de trois anciennes provinces ottomanes (Mossoul, Bagdad et Bassorah) ils formèrent l'Irak dont ils nommèrent Fayçal roi, en basant leur domination sur les notables sunnites contre la majorité de la population chiite. En Palestine orientale, ils créèrent la «Transjordanie» avec comme roi un frère de Fayçal (aujourd'hui encore le roi de Jordanie est un descendant de ce dernier), tandis que le reste de la Palestine passait sous leur contrôle, dans la cadre d'un «mandat» ratifié par la SDN, et que l'Egypte occupée «provisoirement» depuis les années 80 du dix-neuvième siècle, était transformée officiellement en protectorat britannique.

En Arabie, pays formellement indépendant mais lié à la Grande-Bretagne, les rivalités, déguisées en affrontements religieux, entre la marionnette britannique, le Chérif de La Mecque (le roi Hussein), et le prince «wahhabite» Ibn Saoud, tournèrent à l'avantage de ce dernier. Chassant la dynastie Hachémite, il s'empara de La Mecque, fondant ainsi l'Arabie *Saoudite*. Pour consolider son régime, Saoud s'employa aussitôt à rechercher le soutien des Britanniques qui laissèrent tomber sans remords leur ancien protégé...

Salivant devant les perspectives de butin, les rapaces impérialistes avaient entre-temps projeté de dépecer l'Anatolie (la Turquie actuelle): lors du Traité de Sèvres (août 1920), une partie en fut attribuée à la France, une autre à l'Italie, une autre encore à la Grèce, tandis qu'étaient prévus la constitution d'Etats plus ou moins

indépendants Arménien et Kurde; de plus Constantinople et les Détroits devaient être placés sous administration internationale.

Mais les gangsters impérialistes européens ne disposaient pas de la force militaire nécessaire pour faire appliquer ce charcutage accepté par le Sultan – à part l'armée grecque. Un nouveau pouvoir turc, dirigé par Mus-

tapha Kemal, qui refusait de reconnaître ce traité, vainquit les armées grecques soutenues par la Grande-Bretagne; et finalement, le traité de Lausanne (juillet 1923) revint sur le traité de Sèvres et établit les frontières actuelles de la Turquie (13); quelques mois plus tard le Sultan était déposé, le Califat aboli et la République proclamée en Turquie.

LES LUTTES DES MASSES DÉSHÉRITÉES

Par ailleurs les dominations française et britannique sur la région entraînent des révoltes, celles-ci autrement plus spontanées et menaçantes que la prétendue «révolte arabe» suscitée par les Britanniques contre les Ottomans. Contrairement à ce que racontait la propagande des colonialistes, les populations locales ne manifestaient en effet aucun enthousiasme à la perspective du remplacement de la domination ottomane par une domination européenne de type colonial, plus intense et plus brutale.

Nous avons déjà eu l'occasion ailleurs de traiter des révoltes en Syrie contre l'impérialisme français, notamment de la grande «révolte Druze» de 1925-27; née comme insurrection locale, elle prit rapidement une ampleur nationale. Brisée par les troupes françaises qui n'hésitèrent pas à bombarder Damas, elle fut en réalité vaincue par les tendances conciliatrices de sa direction bourgeoise composée de gros commerçants, propriétaires terriens et chefs religieux (14).

En Egypte les Britanniques durent faire face dès 1919 à une vague de grèves et de manifestations contre leur domination du pays, qui fut accompagnée d'actions violentes: attaques contre les soldats anglais, actes de sabotage, etc. Les dirigeants britanniques de l'Egypte étaient particulièrement inquiets de la «tendance bolchevique» qu'ils voyaient dans le

mouvement. Après le rétablissement de l'ordre colonial en Egypte, des premières émeutes anti-britanniques et contre les colons juifs éclatèrent en Palestine en 1920; mais c'est en Irak que l'impérialisme anglais fut confronté en 1920 à la menace la plus grande: la violente insurrection de la population chiite, qu'il réprima sans pitié, notamment par des bombardements aériens de villages: il y eut plus de 8500 morts parmi les tribus insurgées et plus de 2000 morts parmi les troupes britanniques (15).

En avril 1936 éclata la grande révolte en Palestine. Après une sanglante action de représailles de colons Juifs contre des paysans arabes, des émeutes éclatèrent à Haïfa; selon l'exemple de la révolte syrienne contre les Français dans la décennie précédente, un Comité Suprême composé de notabilités avec à sa tête le Grand Mufti de Jérusalem, se mit en place pour canaliser et contrôler le mouvement; mais se transformant en grève générale, celui-ci tendit à échapper à tout contrôle. Les actions de sabotage et de guérillas se multiplièrent auxquelles les Britanniques répondirent par des actions de «contre-terrorisme» menées par des forces para-militaires qui étaient formées sur la base des milices juives (16). Lorsque la révolte se termina en 1939, la répression avait fait près de 5000 morts.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

L'impérialisme américain qui ne disposait historiquement d'aucun point d'appui dans la région, était d'abord resté spectateur du partage impérialiste du Moyen-Orient. Mais, craignant pour ses ressources en pétrole (on parlait déjà de l'épuisement prochain des gisements pétroliers américains), il ne pouvait rester à l'écart d'une région du monde où l'on soupçonnait la présence d'importants gisements d'or noir. Au nom de son

principe politique dit de la «porte ouverte», correspondant à ses intérêts de nouveau venu, il s'opposait à l'accaparement par les vieilles puissances impérialistes de sources de richesse (matières premières, etc.) auxquelles il estimait avoir droit

Devant ses pressions grandissantes, l'impérialisme britannique, redoutant que Français et Américains ne soutiennent les visées turques sur Mossoul, accepta finalement l'ouver-

ture de négociations sur la répartition de la future manne pétrolière. Ce fut l'accord confidentiel dit de «la ligne rouge» entre la britannique Shell, l'Anglo-Persian Oil Company (à capitaux majoritairement britanniques), la française CFP (ancêtre de Total) et le consortium des sociétés pétrolières américaines, qui devenaient actionnaires à part égales de l'*Irak Petroleum Company*.

Cet accord fut suivi de longues négociations, tournant au bras de fer entre Français et Anglais, pour choisir le tracé de l'oléoduc devant amener le pétrole en Méditerranée: les Français voulaient qu'il débouche sur un port qu'ils contrôlaient, tandis que pour les Anglais il devait se terminer à Haïfa; finalement, grâce à l'appui américain, il fut prévu que l'oléoduc se divise en deux branches, l'une vers Tripoli au Liban, l'autre vers Haïfa – qui donnait une valeur stratégique supplémentaire à la Palestine mandataire (17).

Bien entendu aucun intérêt des populations locales, y compris bourgeoises, n'était pris en compte dans ces négociations entre impérialistes et cet accord. Quelques années plus tard des compagnies pétrolières américaines de second rang s'établissaient en Arabie Saoudite, en quémandant (mais sans beaucoup de succès) l'appui de leur gouvernement face à la rivalité britannique.

Les Etats-Unis venaient de pénétrer au Moyen-Orient par la petite porte, ils n'en sortiraient plus...

Leur entrée en guerre les poussa à s'intéresser avec une intensité et une urgence sans précédent aux sources potentielles de pétrole en dehors de leur territoire, et tout particulièrement au Moyen-Orient. Une mission géologique américaine estima ainsi que l'Arabie Saoudite contenait d'énormes réserves; de façon générale, elle jugea que «*le centre de gravité de la production de pétrole dans le monde [était] en train de passer de la zone du Golfe du Mexique et des Caraïbes au Moyen-Orient, à la zone du Golfe Persique*».

Un responsable de la Marine américaine écrivit en 1943 dans un rapport au Président: «*l'acquisition de réserves de pétrole hors de nos frontières est devenue (...) une priorité vitale pour les Etats-Unis*»; le Président Roosevelt déclara donc, justifiant l'extension du programme de crédit à ce pays (accords dits «prêt-bail») que «*la défense de l'Arabie Saoudi-*

Le Moyen-Orient et l'impérialisme

te [était] vitale pour les Etats-Unis» (18).

En février 1945 une rencontre directe entre Ibn Saoud et Roosevelt, de retour de Yalta, scellaient le lien entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite qui allait durer au long des décennies suivantes, écartant au passage définitivement l'impérialisme anglais de la possession du pétrole saoudien; mais des accords confidentiels entre grandes sociétés pétrolières anglo-saxonnes allaient cependant

être négociés: le cartel dit des «7 soeurs» (les 5 plus grosses compagnies pétrolières américaines, contrôlées par les plus puissantes banques de New York, plus les britanniques Shell et BP, selon l'expression d'Enrico Mattei, dirigeant de l'industrie pétrolière italienne, tenue à l'écart du cartel) s'assura ainsi le contrôle de la production et de la distribution de la majorité du pétrole mondial (hors URSS), et surtout du pétrole moyen-oriental.

L'IMPÉRIALISME ET LES MATIÈRES PREMIÈRES

Dans son ouvrage sur l'Impérialisme, Lénine écrit: «Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination de groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains *toutes* les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. (...) Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées (...).

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles, car de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (...), par l'investissement de capitaux importants. Il en est de même pour la prospection de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation de telles ou telles matières premières, etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique, et même son territoire de façon générale (...) à mettre la main sur le plus de terres possibles, quelles qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcée pour la part des derniers

morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés» (19).

Il vaut la peine de citer une étude officielle française de 1947 sur «Les pétroles du Moyen-Orient», car ses conclusions illustrent l'analyse marxiste.

Enumérant les causes de l'intérêt qu'il y a à extraire du pétrole dans cette région, elle souligne, entre autres, que «le prix de vient de la production (...) est exceptionnellement avantageux. Il se trouve en effet que les puits à forer ne sont jamais très profonds (de l'ordre de 1000 mètres en général et souvent moins), que souvent la pression naturelle des gaz facilite l'exploitation (Iran, Irak) et que, surtout, on trouve sur place une abondante main d'oeuvre à niveau de vie très bas, permettant de réaliser des coûts de production nettement inférieurs à ceux américains. Ainsi le rôle du Moyen-Orient dans le monde du point de vue des pétroles découle directement de la comparaison des chiffres précédents: production encore relativement faible et possibilités énormes, consommation locale insignifiante et coût de production avantageux.

Si on ajoute à cela que le Moyen-Orient est composé d'Etats économiquement peu évolués et en tous cas incapables d'entreprendre eux-mêmes une exploitation rationnelle de ces richesses, on conçoit que la compétition internationale pour l'obtention de concessions pétrolières ait été sévère, d'autant plus que la situation stratégique exceptionnellement favorable de cette partie du monde, au croisement de toutes les grandes voies de passage, a conduit dans cette région toutes les grandes puissances: l'Angleterre, les Etats-Unis, la Russie, la France,

l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et le Japon y ont été intéressés à des époques diverses».

Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites!

Ce qui est décrit ici c'est bien évidemment l'accaparement impérialiste des «richesses» que les faibles Etats de la région ne peuvent, bien sûr, exploiter «rationnellement» – autrement dit au profit des impérialistes. Quand un gouvernement, en Iran, (celui de Mossaddegh) essaiera de prendre le contrôle de la production en nationalisant l'AIOC (Anglo-Iranian Oil Company), il sera renversé par un coup d'Etat organisé par la CIA en 1953... L'étude citée continue:

«La nécessité de s'assurer des réserves vacantes a poussé les Américains vers le Moyen-Orient, région déjà soumise à l'influence politique britannique. Plus que la rivalité des compagnies anglaises et américaines, la guerre et l'action russe en Iran, ont contribué à mettre en évidence la nécessité d'un accord entre les compagnies intéressées. Des négociations furent entreprises sans attendre la fin des hostilités. Elles aboutirent à un premier accord signé à Washington le 8 août 1944, qui visait à instituer un contrôle mondial de la production et de la répartition du pétrole (...)» (20). Comme disait Lénine, les groupements impérialistes cherchent toujours à écartier leurs rivaux. Cependant cet accord ne fut pas mis en pratique après la guerre en raison de la forte opposition aux Etats-Unis des compagnies qui en avaient été écartées; cela n'empêche pas, termine l'étude, que des «tractations aussi actives que discrètes» entre les compagnies américaines opérant en Arabie et l'AIOC britannique en Iran, aient permis de signer en 1946 «deux accords très importants» pour la production du pétrole dans ses deux pays et son écoulement sur le marché européen.

En 1940 la part du Moyen-Orient dans la production mondiale de pétrole était de 4,5%; en 1946 elle avait presque triplée, se hissant à 8,9% de la production mondiale; si l'on examine la part des divers pays dans la production moyen-orientale, on constate qu'en 1938 l'Iran en représentait 64%, l'Irak 27% et l'Arabie Saoudite... 0,7%! En 1946 nous avons respectivement 56,8%, 13,3% et 20,9%: la production de l'Arabie

Saoudite a augmenté de plus de dix fois, alors que celle de l'Irak n'a pas tout à fait doublé et que celle de l'Irak a stagné.

Si dans les décennies d'après-guerre la part du Moyen-Orient dans la production pétrolière s'accroîtra énormément, augmentant parallèlement l'importance straté-

gique d'une région qui produit une énergie aussi vitale pour le capitalisme mondial, les principaux producteurs en seront toujours les mêmes trois Etats – ce qui déterminera leurs rapports avec les puissances impérialistes dominantes.

(A suivre)

(1) *New York Tribune*, 7/4/1853. Cf K. Marx, Oeuvres, Tome IV, p. 1575. Ed. La Pléiade, 1994.

(2) Rosa Luxemburg cite un économiste allemand qui décrivait spirituellement l'asservissement économique de l'Empire Ottoman aux divers impérialismes: «Dès que le gouvernement veut créer un monopole, pour le papier de cigarettes ou les cartes à jouer, aussitôt la France et l'Autriche-Hongrie interviennent pour mettre un veto dans l'intérêt de leur commerce. S'il s'agit de pétrole, c'est la Russie qui soulèvera des objections et même les puissances les moins intéressées feront dépendre leur accord sur n'importe quelle question de quelqu'autre accord. L'histoire de la Turquie ressemble au dîner de Sancho Pança: dès que le ministre des Finances veut entreprendre quelque chose, un diplomate se lève, l'interrompt et oppose son veto». Cf R. L. «L'accumulation du capital», ed. Maspero 1967, Tome II, p. 114.

(3) Cf V. Negla Geyikdaji, «Foreign Investment in the Ottoman Empire», I.B. Tauris Publishers, London New-York 2011, p. 49. Une autre source estime à près de 60% la part française de la dette Ottomane en 1914.

(4) Ibidem., p. 74.

(5) Cf R. Luxemburg, op. cit.

(6) Cf M. Auzanneau, «Or Noir. La grande histoire du pétrole», Ed. La Découverte 2016, p. 125.

(7) Cf Jacques Thobie, «Intérêts et impérialisme français dans l'empire ottoman (1895-1914). Publications de la Sorbonne, 1977, p. 355-365.

(8) Un représentant des intérêts impérialistes français au Moyen-Orient affirmait encore en décembre 1914 que «toute diminution de l'Empire ottoman représente une diminution du champ d'action pour notre activité économique»; la France doit profiter de l'éradication future des intérêts allemands pour mettre la main sur les concessions de chemins de fer, etc.: «nous aimerions mieux contribuer à la culture d'un grand jar-

din ottoman que d'avoir à nous seuls un petit jardin syrien», *L'Asie Française* n°161, décembre 1914. Cité dans Vincent Cloarec, «La France et la question de Syrie. 1914-1918», CNRS éditions 1988, p. 110-111.

(9) Pour le détail de ces difficiles discussions diplomatiques auprès desquelles les querelles de chiffonniers paraissent honorables, le lecteur peut se reporter à «La France et la question de Syrie...», op. cit. et, pour une analyse centrée sur le côté britannique (et s'étendant au delà du seul Moyen-Orient), à David Fromkin, «A peace to end all peace», Holt Paperbacks, New York 1989. Ce titre: «une paix pour en finir avec toute paix», qui renvoie au slogan de la

guerre de 1914: «une guerre pour en finir avec toutes les guerres», exprime de façon spirituelle que les accords de paix tels qu'ils étaient élaborés ne pouvaient que déboucher sur les conflits incessants qui déchirent la région depuis cette date.

(10) «Du point de vue militaire, le principe d'insérer de toutes les façons possibles un coin de territoire français entre la zone britannique et le Caucase russe serait désirable», note du Ministère de la guerre britannique. Cf «A peace...», op. cit., p. 192.

(11) Cf Lord Curzon, un membre influent du «Comité de guerre» du gouvernement britannique, exprimant un avis alors largement partagé parmi les cercles britanniques dirigeants, déclarait ainsi en décembre 1918: «Je crains sérieusement que la grande puissance dont nous aurons le plus à craindre dans le futur sera la France». Pour toute cette période voir «A peace...», op. cit., p. 344-346.

(12) Dans son journal, le Premier Ministre britannique Lloyd Georges note avoir répliqué de façon méprisante aux récriminations des dirigeants Français contre l'attitude du gouvernement britannique: «Les Bri-

The wartime partition of the Turkish Empire :
The secret agreements of 1915-1917 in
«The Climax of French Imperial Expansion. 1914-1924», map nr. 3.



Selon les accords Sykes-Picot, révisés ensuite pour répondre aux aspirations italiennes et russes, les territoires de l'empire ottoman devaient être partagés en « zones d'administration directe » des impérialismes britannique, français, italien et russe, et en « zones d'influence » où, bien qu'elles ne soient pas directement administrées par l'impérialisme « influent », les autres impérialismes ne pouvaient économiquement ni politiquement y intervenir. Seule une petite fraction du territoire était laissée à l'administration de la Porte – elle-même pieds et poings liée à l'impérialisme.

Le Moyen-Orient et l'impérialisme

tanniques ont maintenant quelques 500 000 hommes sur le territoire turc. Les Britanniques ont capturé 3 ou 4 armées turques et ont essuyé des centaines de milliers de victimes dans la guerre avec la Turquie. [En Palestine, la France] n'a envoyé que quelques policiers nègres pour veiller à ce que nous ne volions pas le Saint-Sépulcre!». Cf «A peace...», op. cit., p. 173. Et de fait l'impérialisme français ne disposait en 1918 en Palestine et en Syrie comme force militaire que de 3000 Arméniens, 3000 Africains et 800 Français. Cf «The Climax of French Imperial Expansion», Stanford University Press 1981, p. 11.

(13) A l'exception du port d'Alexandrette et de sa région que Paris donna à Ankara à la veille de la deuxième guerre mondiale dans l'espoir de consolider ainsi une alliance anti-allemande avec la Turquie: les impérialistes français étaient d'autant plus généreux que cela ne leur appartenait pas! La question d'Alexandrette (*Iskenderun*) reste jusqu'à aujourd'hui l'objet d'un contentieux territorial entre la Syrie et la Turquie.

(14) voir «La Syrie dans la perspective marxiste. De la colonisation française à la guerre civile», «Brochure Le Proletaire» n° 35.

(15) Cf James Barr, «A line in the sand. Britain, France and the struggle that shaped the Middle East», Londres 2011, p.113.

Le colonel Lawrence qui avait été le mentor britannique de l'émir Fayçal et dont Hollywood fit un héros romantique de l'unité arabe sous le nom de «Lawrence d'Arabie», critiquait les bombardements de l'aviation anglaise. Mais il n'était pas mû par une quelconque scrupule humanitaire: comme son ministre Churchill, il préconisait l'emploi contre les rebelles du gaz moutarde qui avait fait les ravages que l'on sait lors de la guerre des tranchées, car «*Bombarder les maisons est une méthode peu satisfaisante pour avoir les femmes et les enfants (...). En attaquant au gaz, toute la population des districts récalcitrants pourrait être liquidée proprement*». On voit que Saddam Hussein n'a rien inventé! Cf «Or noir...», op. cit., p. 163.

(16) Le futur chef militaire israélien Moshe Dayan, qui était déjà à la fois membre de la *Haganah* (milice juive d'autodéfense) et policier supplétif des forces britanniques, fit partie de ses «Escadrons de la nuit» britanniques chargés de semer la terreur dans les villages arabes soupçonnés de soutenir les insurgés: le terrorisme

israélien est le fils du terrorisme impérialiste britannique. Cf «A line...» op. cit., p. 189

(17) Des responsables du Ministère de la Guerre français [aujourd'hui on dit Ministère de la *Défense*, mais à l'époque, on ne craignait pas d'appeler les choses par leur nom!] expliquaient en 1928 dans une note au Président du Conseil pourquoi l'oléoduc devait passer par la Syrie: «*si (...) l'Angleterre nous déclarait la guerre, nous pourrions bloquer, au moins pour un temps, leur fourniture de pétrole irakien et le cas échéant, rendre le terminus et une longueur significative de l'oléoduc passant par la Syrie impraticable*». De leur côté, les militaires britanniques avertissaient leur Premier ministre qu'il était d'une «*importance stratégique*» que la route de Haïfa (par la Palestine, donc) soit choisie, car sinon la Grande-Bretagne serait «*à la merci des Français*». Cf «A line...», op. cit., p. 157.

(18) Cf «Or noir...», op. cit., p. 253.

(19) Cf «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», chapitre VI, «Le partage du monde entre les grandes puissances».

(20) Cf «Les pétroles du Moyen-Orient», *Etudes et Conjoncture. Economie mondiale* n°12, 1947.

La Syrie dans la perspective marxiste De la colonisation française à la guerre civile

(Brochure "le prolétaire", Mars 2015, format A5, 68 pages, Prix : 2 €)

TABLE DES MATIÈRES

• INTRODUCTION

• PREMIÈRE PARTIE :

- La domination sanglante de l'impérialisme français («le prolétaire», N° 500, Mai-Septembre 2011)
- La domination française («le prolétaire», N° 501, Octobre 2011 / Janvier 2012; «le prolétaire», N° 502, Février - Avril 2012)
- La Syrie indépendante («le prolétaire», N° 504, Août - Octobre 2012; «le prolétaire», N° 506, Janvier - Février - Mars 2013)
- L'économie syrienne («le prolétaire», N° 507, Avril - Mai 2013)
- Quelques chiffres économiques

de la Syrie

• DEUXIÈME PARTIE :

- Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan! («le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014)
- A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie! («le prolétaire», N° 513, Octobre - Novembre 2014)
- Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre! (Prises de position sur www.pcint.org - 24.08.2013 /

publié dans «le prolétaire», N° 509, Oct.-Nov. - Déc. 2013

• La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres! (Prises de position sur www.pcint.org - 22.04.2011)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**La Syrie dans la
perspective
marxiste
De la colonisation
française
à la guerre civile**

35

Les causes historiques du séparatisme arabe

Cet article, publié sur le n° 4 (1958) de Programme Communiste était la synthèse de deux articles parus sur Il Programma Comunista qui était alors l'organe alors du parti: les n°10/1957 («la chimère de l'unification arabe par des ententes entre États») et le n°6/1958 («Les causes historiques du séparatisme arabe»). Il nous a semblé intéressant de le republier (en revoyant la traduction) car il donne un cadre général, bien qu'extrêmement succinct, de l'histoire du «monde arabe» en pointant les causes historiques de sa fragmentation.

Pour bien le comprendre il faut cependant resituer l'article lui-même dans le contexte historique. Un groupe de colonels dont le chef était Nasser avait renversé la monarchie égyptienne pro-anglaise, nationalisé le Canal de Suez et s'était fait le héraut du nationalisme arabe contre la domination coloniale et impérialiste. Après avoir essuyé en 1956 l'attaque des troupes françaises, anglaises et israéliennes, attaque stoppée par les pressions conjointes des impérialismes américain et russe désireux de ne pas laisser les vieilles puissances coloniales anglaise et française maintenir leur présence dans la région, le régime avait formé avec la Syrie une «République Arabe Unie», qui ne dura que peu de temps. C'était l'époque de la vague des luttes anticoloniales, phénomène éminemment révolutionnaire même si, en absence de forces communistes en lutte dans les pays capitalistes développés qui auraient permis au jeune prolétariat des pays dominés de se placer sur des positions indépendantes de classe, il ne pouvait dépasser l'horizon bourgeois. Le marxisme n'hésite pas à saluer et à appuyer les mouvements qui font réellement «avancer le cours de l'histoire» – sans jamais pour autant se confondre avec eux et abandonner sa perspective propre. La victoire du système capitaliste sur les modes de production antérieurs est en effet la condition pour que dialectiquement puisse se développer la lutte de classe moderne, la lutte anticapitaliste du prolétariat pour la révolution communiste internationale. C'est ainsi que la constitution d'un grand Etat unifiant les populations arabes, aurait constitué un formidable progrès historique en permettant un puissant développement productif et social sur les ruines des structures pré-capitalistes, fournissant par conséquent une arène gigantesque à la lutte du prolétariat de la région, tout en assénant un coup terrible à la domination impérialiste avec toutes les

inévitables retombées sur l'équilibre social interne de ces pays.

Cet événement n'a pas eu lieu. Les forces sociales et politiques – bourgeoises et petite-bourgeoises – qui auraient pu lancer et diriger la lutte révolutionnaire pour cet objectif ont fait défaut, suivant la voie moins risquée de la recherche de compromis avec l'impérialisme et l'ordre établi. Soixante ans se sont écoulés depuis, au cours desquels, de façon déformée et inégale suivant les pays, le développement capitaliste s'est frayé la voie dans le cadre des structures étatiques qu'il a trouvé, créant un prolétariat plus ou moins nombreux, mais aggravant encore le «séparatisme arabe». Le vieux rêve de l'unité arabe caressé par un mouvement bourgeois nationaliste arabe aujourd'hui disparu, s'est évanoui comme un mirage dans le désert. L'histoire ne repasse pas les plats: proposer une réédition du panarabisme serait aujourd'hui complètement utopique, pour ne pas dire parfaitement réactionnaire. D'ailleurs les forces apparues à la suite de l'ébranlement de l'ordre établi provoqué par la crise capitaliste internationale, et qui luttent les armes à la main contre les pouvoirs en place et le partage impérialiste de la région, ne prétendent nullement avoir une telle perspective. Leurs objectifs beaucoup plus limités, camouflés derrière la voile d'une lutte inter-religieuse (Sunnites contre Chiïtes, etc.) que les nationalistes arabes voulaient éviter, correspondent étroitement aux intérêts des fractions bourgeoises éjectées du pouvoir par les Américains en Irak ou tenues à distance du pouvoir par le régime Baathiste en Syrie. S'appuyant inévitablement sur certains Etats voisins, leur succès éventuel, loin de faire avancer l'histoire, ne ferait que perpétuer, voire accroître sous une autre forme, la balkanisation du Moyen-Orient. D'autre part, et ce qui est pour nous essentiel, leur caractère profondément réactionnaire sur le plan social interne et externe, démontrent que tout autant que les régimes établis, ils sont, en tant que forces intégralement bourgeoises, des adversaires impitoyables de la seule classe désormais capable d'apporter un progrès historique à la région et au monde: le prolétariat. Et cette dernière, lorsqu'elle entrera en lutte sur ses bases propres, n'aura plus comme perspective le vieil objectif bourgeois de l'union arabe, mais celui de l'union des prolétaires de tous les pays par-delà toutes les divisions de nationalité, de religion, de race ou de sexe.

* * *

La définition politique de la vague de mouvements d'indépendance qui, partie de l'Asie, a submergé le continent africain, demeure complexe et difficile. On ne peut nier sa portée historique considérable sans toutefois ignorer qu'elle ne présente pas en tous lieux et sous tous ses as-

pects, de profond caractère de subversion sociale qui, seul, mérite le nom de **révolution**. Tel est le cas notamment du mouvement par-arabe dirigé par l'Égypte, qui se pose indéniablement en adversaire résolu de l'impérialisme blanc, mais ne compte à son actif aucune modification sérieuse de

la structure économique et sociale de ce pays, qui conserve sous son niveau régime politique, les formes archaïques d'exploitation et d'oppression du temps du roi Farouk.

L'étude qui suit a pour objet d'exposer les raisons profondes de cet été de chose dont il faut rechercher les

Séparatisme arabe

causes, d'une part dans la puissance monstrueuse de l'impérialisme moderne, que le prolétariat divisé et désarmé ne combat pas, de l'autre dans les antécédents historiques du mouvement panarabe et dans les conditions économiques et naturelles spécifiques qui ont dominé l'évolution des Etats qui, au cours des siècles, se sont en vain attelés à la tâche de leur unification politique.

On ne saurait ignorer que ces questions intéressent au plus haut point l'avenir du mouvement prolétarien international. Plus les bases historiques des peuples qui se constituent en Etats nationaux sont puissantes, plus grandes sont leurs possibilités de lutte victorieuse contre l'impérialisme, plus radicale est la transformation économique qui en résulte et, par suite, plus massif est l'appui que les masses travailleuses de ces pays pourront apporter à la lutte internationale pour le socialisme. Quand ces bases sont débilées ou inexistantes, le combat contre l'opresseur blanc est plus difficile et plus incertain, et la transformation sociale qui en est le corollaire est bien moins profonde. Mais, comme dans ce cas l'intervention du prolétariat des métropoles contre l'impérialisme de sa propre bourgeoisie doit prendre, pour faciliter la libération de ces peuples de couleur, une plus grande ampleur, les rapports entre le mouve-

ment d'indépendance nationale des pays coloniaux ou para-coloniaux et la lutte de classe dans les pays capitalistes développés s'avèrent bien plus étroits.

Dans les pays qui ont accompli leur révolution nationale au cours de ces deux derniers lustres, ce résultat est un fait positif parce qu'il a inauguré une ère de production moderne et d'industrialisme qui doit fournir au prolétariat mondial de nouveaux et appréciables contingents pour l'offensive finale contre le capitalisme. Mais dans les pays où la lutte contre l'impérialisme ne peut aboutir qu'à la faveur d'une profonde vague sociale interne, à laquelle dans le rapport actuel des forces, l'impérialisme fait obstacle, cette irruption des masses, lorsqu'elle trouvera ses conditions propices, pourra constituer un catalyseur non moins décisif pour généraliser la reprise prolétarienne survenir au sein des métropoles capitalistes et unifier, sous le drapeau de la révolution communiste, «toutes les révoltes contre l'ordre existant».

Ainsi, dans les deux cas, le mouvement actuel des peuples de couleur exprime un phénomène historique progressif, soit parce qu'il apporte un appui décisif à la révolution prolétarienne **lorsqu'elle est commencée**, soit parce qu'il peut contribuer à la mettre en route et l'amplifier.

LE PROBLÈME DE L'UNITÉ ARABE: CHIMÈRE DE L'«UNIFICATION PAR EN HAUT»

(...)

Au stade où en sont les choses au Moyen-Orient, l'unification arabe reste une utopie impossible à réaliser tant qu'elle est confiée, comme c'est le cas, à la politique des Etats. La contradiction insoluble de la démagogie panarabiste consiste à lutter pour l'unité nationale des Arabes d'Egypte, d'Arabie Saoudite, de la Jordanie, d'Irak et de la Syrie, des diverses principautés du Golfe persique et de la Mer Rouge, tout en prétendant y arriver grâce à des ententes entre Etats; il est clair au contraire qu'une «nation arabe» constituée en un Etat unitaire n'est concevable que par la démolition des structures étatiques existantes et la fondation d'une nouvelle structure politique de type moderne

Toute révolution bourgeoise a pour tâche fondamentale d'abolir le particularisme étatique spécifique du

féodalisme. Alors que le processus de centralisation politique est déjà très avancé dans l'Asie centrale et orientale (Inde, Chine), il se présente au contraire sous un jour bien plus difficile dans ce que les Européens appellent le Moyen Orient où, en dépit de l'unité de race et de langue, ce processus est encore très lointain comme le démontrent les profondes fractures provoquées par la volte-face de la Jordanie.

L'unification arabe dont se remplit la bouche les agitateurs aux ordres du gouvernement du Caire, s'il restait confié aux gouvernements constitués, ne serait réalisable qu'à une seule condition: l'apparition d'un moderne Gengis-Khan ou d'un Tamerlan de race arabe, capable d'écraser par la force des armes les résistances particularistes au panarabisme. Mais cela supposerait l'existence d'une puissance économique et

donc militaire qui fait totalement défaut comme on l'a vu, dans la bataille du Sinaï avec la fuite éperdue de l'armée égyptienne. Conscient de sa faiblesse économique et militaire, Nasser a tenté au cours des derniers mois de constituer une fédération de l'Egypte avec la Syrie et la Jordanie, dans la cadre de l'alliance existant entre ces Etats et à laquelle participe aussi l'Arabie Saoudite. On sait que cette espèce d'OTAN arabe est allée jusqu'à unifier le commandement des Forces armées des Etats membres. Mais les événements de Jordanie ont suffisamment démontré que la Syrie et l'Egypte, qui sont les deux centres du mouvement panarabiste, ne peuvent compter que sur leurs propres forces; les monarchies saoudiennes et hachémites, tenant d'un côté à la conservation féodale et de l'autre à l'amitié avec les Etats-Unis, n'ont adhéré à l'initiative du Caire que pour neutraliser les courants pro-égyptiens, alimentés par les réfugiés palestiniens, comme en Jordanie, ou pour obtenir des royalties plus élevées comme en Arabie Saoudite (...).

L'ingérence des Etats-Unis comme des autres puissances impérialistes au Moyen-Orient s'appuie sur les scissions profondes qui divisent le «monde» arabe. La vérité que les Arabes sont divisés n'échappe à personne. Mais les causes de ces persistantes et profondes divisions sont-elles dues seulement à des «intrigues» de la diplomatie des puissances impérialistes comme le déclare unanimement la presse panarabiste à laquelle fait écho celle du national-communisme? Où est-ce l'inverse qui est vrai, à savoir que l'impérialisme a bon jeu à opposer les Arabes aux Arabes précisément parce que les scissions qui les opposent sont inscrites dans la situation du Moyen-Orient?

L'organisation de la «Nation arabe» en un Etat unitaire s'étendant de l'Irak au Maroc est certainement – dans le cadre bourgeois – une aspiration révolutionnaire; en l'absence de la révolution communiste prolétarienne dans les pays capitalistes avancés, l'unification arabe ne peut aller au-delà de la société bourgeoise. Mais le progrès industriel et la décomposition des couches pré-bourgeoises parmi les classes dirigeantes, sont des faits révolutionnaires tant qu'on se trouve encore dans le cadre de structures semi-féodales. Par contre l'idéologie et la politique du panarabisme, loin d'être révolutionnaires, quoi que

radotent les partis affiliés au Kremlin, sont du nombre des utopies conservatrices. Qu'il le dise ou non, le panarabisme à la Nasser rêve de procurer aux Arabes d'Afrique et d'Asie ce que la Confédération Nord-Américaine a procuré aux Américains, l'Union Soviétique aux Russes et l'Union Indienne aux Indiens; mais il ne comprend pas, pour des raisons de classe, qu'à l'origine de ces organismes étatiques, il y a toujours eu des grandes révolutions qui introduisirent, ou sont en train d'introduire, de nouveaux modes de production et de nouvelles formes d'organisation sociale. Or les panarabistes enragés du Caire ou de Damas, qui rêvent d'une édition moderne du Califat, sont révolutionnaires aussi longtemps que l'objet de leur haine se situe au-delà des frontières de leurs pays respectifs; mais ils ne le sont plus dès qu'il s'agit des affaires intérieures de leur pays.

L'unification politique du monde arabe n'est possible qu'en allant de pair avec un mouvement d'unification économique et sociale qui ne peut être qu'un mouvement révolutionnaire. Seule une révolution qui balaye les structures féodales, ou même préféodales (comment définir autrement les tribus nomades des Bédouins qui ont sauvé le trône branlant de Hussein?), peut donner le coup d'envoi à la suppression des divisions qui condamnent à l'impuissance la «Nation arabe». Que l'on songe à la formidable force d'inertie qu'opposent des sociétés comme celles d'Arabie Saoudite, du Yémen ou des principautés du Golfe Persique, «pétrifiées» dans des structures sociales archaïques. Que l'on pense à l'inverse à l'extraordinaire évolution politique d'un Etat non arabe du Moyen-Orient, l'Etat d'Israël, où est en acte une véritable «transplantation» de l'industrialisme moderne. Mais les panarabistes à la Nasser veulent cueillir le fruit de la révolution en s'efforçant d'en détruire le germe. Nul n'ignore que le Napoléon d'Egypte use du poing de fer et des geôles contre quiconque attente, ou semble attente, à la stabilité sociale interne de l'Egypte.

Pour conclure, il y a, selon la théorie, deux modes d'unification du monde arabe: la conquête militaire par un Etat dominant supprimant les divisions étatiques dans les territoires habités par des populations de race et de langue arabes; ou une révolution des classes inférieures qui, renversant l'ordre établi, jette les bases

de la fondation d'un Etat unitaire.

La première solution est impossible faute d'un Etat arabe suffisamment puissant du point de vue militaire et suffisamment influent du point de vue politique pour jouer le rôle que, dans d'autres circonstances historiques, ont joué la Prusse pour l'Allemagne et le Piémont pour l'Italie. D'autre part l'existence de grands blocs impérialistes dirigés par les Etats-Unis et la Russie laisse facilement prévoir qu'une guerre entre Etats arabes se transformerait, par l'adhésion, ouverte ou dissimulée, de ces derniers à l'un et l'autre bloc, en une guerre impliquant des Etats non-arabes. Qui pourrait encore en douter après la venue de la VIe flotte américaine dans les eaux libanaises?

La question de l'unification arabe est inextricablement liée à la lutte mondiale pour l'accaparement des ressources pétrolières, et à l'installation de bases militaires. L'impérialisme américain ne peut renoncer à la position de force dont il jouit et qui lui permet de traiter avec les Etats arabes pris chacun isolément, sinon en concurrence avec les autres. La proclamation de la doctrine Eisenhower n'a pas eu lieu par hasard; son objectif affiché est de maintenir le «statu quo» au Moyen Orient. Se déclarant hostile à toute mesure susceptible de «menacer l'indépendance et l'intégrité» des Etats arabes, le Département d'Etat a dépêché la VIe flotte dans les eaux de la Méditerranée orientale: ayant désormais hérité de la suprématie au Moyen-Orient, l'impérialisme américain cherchait surtout à barer la voie au mouvement panarabiste. Aussi longtemps que l'écrasante puissance militaire américaine veillera à la conservation d'un équilibre politique caractérisé par la division des Arabes en divers Etats souverains jaloux de leur indépendance et des privilèges économiques tirés de leurs rapports avec l'impérialisme; aussi longtemps que toute tentative d'unification (comme celle projetée entre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie) se heurtera à l'insurmontable opposition de l'impérialisme américain, le mouvement panarabiste stagnera dans l'impuis-

sance dont il fait preuve aujourd'hui.

Quant à la seconde solution, elle fait encore totalement défaut. Le mouvement nassérien, en dépit de la démagogie enflammée de ses chefs, ne peut en aucun cas se définir comme un mouvement de masse révolutionnaire. Il ne s'est accompagné d'aucun bouleversement social, se limitant à greffer sur la même structure sociale sur laquelle s'appuyait la monarchie, un régime politique qui n'en diffère que par des changements dans la politique étrangère (et même sur ce point il y aurait beaucoup de réserves à faire), changements à leur tour rendus possibles uniquement par les nouveaux rapports de force entre les grandes puissances mondiales. En d'autres termes, ce n'est pas une poussée révolutionnaire des masses égyptiennes qui est à l'origine de cette «nouvelle politique extérieure» que Nasser a inaugurée avec la nationalisation du Canal de Suez. Le colonel Nasser et ses partisans, auxquels fait écho la presse russo-communiste, présentent l'expropriation des actionnaires du Canal, comme un aspect de leur prétendue révolution sociale. En réalité cette dernière n'a pas même effleuré les couches profondes de la société égyptienne qui continuent à vivre dans les mailles de fer de rapports productifs archaïques, et n'a aucunement exprimé la volonté de renouveau de toute bourgeoisie digne de ce nom.

Seule la révolution sociale, quand ses prémisses seront mûres, pourra, en démolissant les vieilles structures, supprimer la série d'Etats grands ou petits qui tirent vie de celles-ci. C'est à cette perspective que les panarabistes du Caire ou de Damas tournent le dos, en fiant leur fortune politique aux accords entre Etats.

Mais il est permis de prévoir que de futures conditions historiques, déterminées par la reprise de la lutte révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes, en plaçant l'impérialisme sur la défensive, permettront du même coup aux Arabes de se libérer de la domination impérialiste d'un côté et de la survie du particularisme féodal de l'autre.

* * *

LA DERNIÈRE SCISSION

La scission provoquée par la crise jordanienne s'est pleinement manifestée ces derniers jours avec la pro-

clamation de la République Arabe Unie, fédérant l'Egypte et la Syrie. Immédiatement une Fédération arabe

Séparatisme arabe

a été en réponse proclamée entre l'Irak et la Jordanie. Pour qui suit la situation du Moyen-Orient, il n'y a là rien d'imprévu: ces nouvelles inventions constitutionnelles confirment que la scission arabe est plus âpre que jamais et que l'unification par l'intermédiaire des Etats existants est une vaine chimère. Pour s'effectuer, elle doit suivre des voies différentes, qui ne sont pas des modifications de l'ordre constitué existant, mais son renversement complet.

La question importante est de savoir quel est le mouvement politique qui soit capable d'assumer la terrible tâche de guider la révolution arabe. Mais pour le moment nous ne pouvons encore nous occuper de cela, étant donné qu'il est avant tout nécessaire d'étudier les causes historiques qui empêchent la réalisation de l'unification étatique des peuples d'Asie et d'Afrique de langue arabe. Nous ne prétendons pas épuiser en ces quelques lignes un travail aussi important et pas davantage d'en étendre le plan complet, mais seulement de traiter, et même pas d'une façon définitive, des grands problèmes qui s'y rattachent.

Avant tout, comment la question doit-elle être posée? Nous croyons qu'on ne peut le faire qu'en ces termes: quels sont les facteurs historiques qui empêchent la formation d'un Etat national arabe et favorisent la perpétuation du néfaste sous-nationalisme des Etats arabes artificiels actuels, et qui agissent en sens opposé aux tendances unificatrices qui découlent de la communauté de langue, d'origine raciale et des traditions qui distinguent les populations qui habitent l'Afrique du Nord, du Maroc à l'Egypte, et l'Asie occidentale, du Sinaï au Golfe Persique?

LE CYCLE PASSÉ

Le mahoméтанisme, codifié dans le Coran, fut l'idéologie de la révolution sociale des populations nomades du désert, adonnées à l'élevage du bétail en période normale aussi bien qu'à l'usage des razzias, qui se soulevèrent contre la puissante oligarchie mercantile dominatrice de La Mecque. Les éleveurs de bétail – les Bédouins – et les petits cultivateurs constituaient, à l'époque de la prédication de Mahomet, la très grande majorité des habitants de la péninsule arabe. Sur eux se dressait la domination de classe des marchands de

Quiconque croit répondre à une telle question en faisant dépendre de l'impérialisme capitaliste **toutes** les causes de la scission qui déchire le dit Monde arabe, donne une vision incomplète du phénomène. Et on comprend parfaitement cela, si l'on pense que la division et la «balkanisation» de la Nation arabe se vérifie bien avant la naissance de l'impérialisme. En effet, les antiques tribus qui, venues d'Arabie à la suite de la révolution religieuse et sociale de Mahomet, se ruèrent à l'assaut des pays voisins et conquièrent leurs emplacements actuels en Asie et en Afrique, ne réussirent pas, malgré leurs liens de sang et de culture, à constituer en pratique une nation. C'est seulement pour une brève période que le Califat réussit à imposer l'autorité d'un pouvoir central sur l'immense empire islamique. Il n'est donc pas exact de dire que la division des Arabes est la conséquence de la domination impérialiste, il est vrai, à l'inverse, que la domination impérialiste a pu poursuivre ses objectifs justement en exploitant les puissants facteurs historiques qui, depuis le Dixième siècle, empêchent l'unification des Arabes.

En d'autres termes, nous devons recourir, pour expliquer la cause immédiate de la sujétion des Arabes à l'impérialisme capitaliste, aux luttes intestines qui se manifestent dans l'existence de nombreux Etats de dimensions diverses, mais tous également impuissants à se soustraire à l'étau de l'exploitation et de l'oppression impérialistes. Mais expliquer la désunion uniquement par l'intervention impérialiste serait tomber dans une pure tautologie. En réalité, les causes de la division des Arabes sont intimement liées à l'épopée même de la conquête musulmane.

La Mecque qui monopolisaient le commerce maritime à travers la Mer Rouge et les transports caravaniers qui reliaient l'arrière-pays aux ports de la côte, et qui allaient jusqu'à opérer par voie de terre, le long du Sinaï, des courants commerciaux de l'Europe et de l'Asie. Dans leurs mains se concentraient toutes les richesses, y compris les denrées alimentaires, que les tribus nomades étaient contraintes d'acheter à des prix exorbitants, quand la sécheresse décimait leurs troupeaux. Exemple non fortuit dans l'histoire des révolutions, Mahomet

était un «transfuge» de la classe dominante passé dans le camp de la révolution, ayant été jusqu'à l'Hégire un riche marchand de la puissante tribu des Koreïscistes.

En raison des conditions historiques particulières de l'époque où elle se déroula, la révolution mahométane ne put être qu'une application, à l'échelle collective, du pillage bédouin, c'est-à-dire une forme inférieure de l'expropriation de la richesse. La «guerre sainte» islamique fut, à l'origine, une guerre sociale contre l'usure et l'oppression de la richesse. Mais la révolution, issue victorieusement de la guerre sociale, ne pouvait atteindre son but qu'à la condition de se transformer en un féodalisme agraire, comme cela se produisit lorsque les conquérants barbares eurent renversé l'empire romain. A cela s'opposaient les conditions naturelles du pays, en grande partie désertique. Dans l'histoire de l'Islam le désert joue un rôle de première importance, et cela prouve combien les conditions matérielles «déterminent les destinées» des peuples, comme certains se plaisent à dire.

La révolution qui avait allumé la guerre civile arabe ne put s'arrêter lorsque les armées islamiques eurent, sous la conduite du «Prophète», conquis et pacifié leur patrie d'origine: l'Arabie. Ne pouvant atteindre ses buts à l'intérieur, étant donné que la plupart des combattants révolutionnaires de la première heure et des nouveaux convertis s'étaient trouvés exclus du butin, il devint nécessaire de forcer les frontières des pays limitrophes. Ainsi la «guerre sainte» mahométane prit sous ses successeurs – les Califes – les formes d'une invasion barbare, qui fut tumultueuse et irrésistible parce que sur son chemin elle s'augmentait de tous les opprimés et de tous les exploités. Ceux-ci se convertissaient avec enthousiasme à la nouvelle religion qui, avec son idéologie enflammée, appelait à elle les humbles et les pauvres, et repoussait avec d'apocalyptiques malédictions les riches et les usuriers. La terrible éruption sociale envahit et submergea en peu de temps les deux grands empires qui en Orient perpétuaient traditionnellement contre les «barbares» la fonction déjà accomplie par Rome en Occident, l'empire byzantin et l'empire perse des Sassanides. Véritables «prisons des peuples» et sièges de la domination de classe la plus raffinée, ils s'opposè-

rent en vain à la conquête musulmane. Formidable exemple de la façon dont des Etats puissants et anciens, mais conservateurs, peuvent être pliés par d'autres Etats de formation récente ou même en voie de formation, mais rendus invincibles par la fureur révolutionnaire qui les pousse!

En peu d'années, de 632 (date de la mort de Mahomet) à 720, la conquête musulmane s'étendit à un immense territoire. Elle allait du Sind (région du sud-est du Pakistan actuel) jusqu'au-delà des Pyrénées. L'empire perse sassanide avait été détruit, l'empire byzantin énormément mutilé. L'Asie mineure, la Syrie, la Palestine, l'Egypte romaine, le Maghreb étaient perdus pour Byzance. La monarchie visigothe d'Espagne avait été balayée et disparaissait à jamais. L'empire pluri-séculaire sassanides, comprenant l'Irak et l'Iran actuels jusqu'à l'Amou-Daria, s'écroulaient avec fracas et ses antiques cités comme Bagdad, devenaient les centres de la nouvelle civilisation du Coran. Une immense révolution transformait le monde. En considérant cela, apparaît d'autant plus surprenante l'incapacité des Arabes, conquérants magnifiques, à se créer un Etat national.

Sous cet aspect, les Arabes représentent peut-être un cas unique parmi les peuples conquérants. Les mongols par exemple, réussirent à fonder des empires beaucoup plus vastes que l'empire musulman, mais ils occupèrent peu de temps les territoires conquis, finissant par se retirer dans la patrie d'origine ou étant ethniquement absorbés par les populations autochtones. Les Arabes au contraire réussirent à se superposer aux populations assujetties et même à transformer en propre partie les territoires conquis; mais ils échouèrent totalement dans la tentative de dépasser leur particularisme barbare et de se donner un gouvernement politique unitaire, un Etat national. Ceci devait retarder énormément, nous le voyons aujourd'hui, le développement de l'Afrique et du Moyen-Orient.

A vrai dire, il fut un temps où il sembla que la tendance unitaire allait prévaloir dans l'incandescent monde islamique; ce fut l'époque qui vit le Califat passer dans les mains de la dynastie des Omeyyades (600 - 750). Sous ceux-ci, l'Islam atteignit son maximum d'extension territoriale, puis commença l'inéluctable déclin. Les Omeyyades, divergeant quelque peu

de l'orthodoxie politique du Coran, tentèrent d'en liquider le séparatisme, profondément lié aux traditions d'un peuple qui avait erré pendant des siècles dans le désert, ne connaissant pas d'autres formes de vie sociale que la tribu nomade, rebelle à toute forme de contrainte qui ne fut pas celle exercée par la nature. Ce fut une expérience à peine ébauchée. Le grand dessein politique d'une monarchie nationale, absolue et héréditaire, s'appuyant sur une bureaucratie militaire et civile qui aurait assuré au pouvoir central un contrôle régulier sur l'immense empire, devait s'écouler misérablement. Les forces de l'atavisme anarchique bédouin devaient prévaloir sur les tendances centralisatrices et nationales. Le communisme primitif tribal, collectiviste à l'intérieur et anarchique vers l'extérieur, avait permis aux nomades du désert éleveurs de brebis et de chameaux, de renverser l'aristocratie mercantile de La Mecque. Il avait fourni l'aliment d'une foi fanatique et d'un courage extraordinaire à la révolution mahométane.

* * *

La désastreuse scission entre Chiites et Sunnites, c'est-à-dire entre la vieille garde du mahoméanisme qui avait accompagné le Prophète dans son émigration - l'Hégire - de La Mecque à Médine, et les innovateurs, devait faire crouler pour toujours les structures encore fragiles de l'Etat national arabe. La dynastie des Abbassides qui s'empara en 749 du Califat, en chassant les Omeyyades, fut bien vite réduite au rang de ces monarchies féodales que la trop grande puissance et le trop grand éloignement des vassaux, vide de toute autorité effective. Le Calife fut réduit au grade de chef de la religion islamique, presque privé de pouvoir temporel. Le démembrement de l'empire fut rapide et irrémédiable. Déjà, quelques années après leur renversement, les exilés Omeyyades qui avaient échappé aux vengeances du parti vainqueur, se réfugiaient en Espagne et y fondaient un Emirat indépendant. Ensuite le Maghreb et l'Egypte se rendirent pratiquement indépendants du gouvernement de Bagdad. Au début du siècle l'involution est complète. Le Califat est réduit à gouverner, et même pas directement, sur le seul Irak; l'Islam est divisé en de nombreuses dynasties, plus ou moins indépendantes, l'Etat natio-

Mais il eut une action négative quand, les armées étant sorties d'Arabie et ayant conquis un gigantesque empire, il s'agit de donner à celui-ci une assise politique qui en assurât la continuité.

D'aucuns pourront s'étonner que nous attribuions une certaine influence négative au communisme primitif bédouin. Mais pour les marxistes, le communisme primitif n'est pas une idole à laquelle il n'est permis d'adresser que des louanges. Il existe un communisme primitif qui marque la sortie de l'espèce humaine du stade animal de son existence, et, en tant que tel, représente une révolution d'une portée incommensurable, peut-être la plus grande de toutes les révolutions. En s'associant, l'anthropoïde devient homme. Quel plus grand hommage le marxisme peut-il rendre au communisme primitif? Tout ce qui existe et existera encore entre le communisme primitif et le communisme moderne, est, pour le marxisme, une infâme mais nécessaire parenthèse dans l'existence de l'espèce.

nal est moins qu'un songe.

L'absence d'un tel Etat, formé sur le modèle des monarchies nationales qui étaient en train de se constituer en Europe, eut des conséquences historiques d'une importance colossale. Il est facile de penser qu'un Etat national solidement construit aurait pu empêcher les victoires remportées par les croisades. N'est-ce pas dès cette époque que l'Europe acquiert une suprématie sur l'Afrique et s'oppose à elle? Si ensuite on considère que les coups infligés à la puissance arabe par les armées des Croisés jetèrent les prémises de la ruineuse invasion des Mongols et, plus tard, de la conquête des Ottomans, on a un tableau complet des répercussions négatives qu'eut le manque d'unification des Arabes sur l'histoire de trois continents.

En voulant sortir du domaine des conjectures et rester sur le terrain de l'histoire, il ressort de l'étude du cycle historique des Arabes, une conclusion évidente. Par l'incapacité de fonder un Etat national, les Arabes, de conquérants devinrent conquis et ils furent rejetés du progrès historique, c'est-à-dire condamnés à rester au fond du féodalisme, tandis que les Etats d'Europe se préparaient à en sortir pour toujours et à acquérir de

Séparatisme arabe

cette façon la suprématie mondiale.

Après cela nous pouvons facilement nous expliquer les causes historiques qui ont fait tomber les Arabes sous le joug de la domination de l'impérialisme. C'est-à-dire que nous savons que deux ordres de causes concourent à maintenir l'état actuel de désunion et d'impuissance des Arabes (qui est la condition majeure du maintien de l'exploitation capitaliste): les traditions séculaires conservatrices à l'intérieur, l'ingérence étrangère

à l'extérieur. Qu'est-ce que cela signifie du point de vue politique? Cela signifie que le monde arabe devra endosser le terrible devoir d'une double lutte: la révolution sociale et la révolution nationale, la révolte contre les classes réactionnaires qui transmettent des traditions désormais dépassées, et contre les occupants étrangers. Seule une victoire remportée sur ces deux camps peut assurer le triomphe de l'unité arabe, de l'Océan Atlantique au Golfe Persique.

LE JEU DE L'IMPÉRIALISME

En poursuivant dans la voie entreprise, la «balkanisation» des Arabes arrivera à ses extrêmes conséquences. Les Arabes se cantonneront toujours plus dans des Etats préfabriqués, c'est-à-dire fabriqués par l'impérialisme et par ses agents. Etats infestés d'une misère déprimante, découragés par une insurmontable impuissance, qui useront leur inutile existence dans des luttes intestines. A l'heure actuelle il existe on ne sait combien de blocs interarabes. Aux deux fédérations rivales qui se disputent les adhésions des autres Etats (les Syro-égyptiens ont réussi à obtenir le vote du Yémen, les Irako-jordaniens sont encore dans la phase de courtiser les sultans du Golfe Persique) menace de s'adjoindre et de s'opposer, la Fédération du Maghreb, appuyée par Mohamed V et par Bourguiba, qui devrait comprendre la Tunisie, le Maroc et l'Algérie quand celle-ci aura conquis son indépendance. Mais l'on sait déjà, par les discours antinassériens de Bourguiba, que la Fédération projetée est orientée en faveur de l'Occident et contre le panarabisme. Il faut de plus prendre en compte les Etats qui jouent un double-jeu, comme l'Arabie Saoudite, le Liban et la Libye, qui ont un sourire

pour la Ligue Arabe (pourquoi diable existe-t-elle encore?) et deux pour le Département d'Etat américain.

Mais l'impérialisme ne dort pas tranquille. Les cris alarmants à propos du «péril russe», les fables sur les «infiltrations russes» au Moyen-Orient et au Maghreb, servent à cacher la criante réalité. Ce que les bourgeoisies européennes craignent vraiment, et avec elles l'impérialisme américain, c'est un progrès effectif du mouvement d'unification arabe. A-t-on jamais pensé aux énormes conséquences que comporterait la formation d'un Etat unitaire arabe? Cela signifierait la fin de la domination coloniale dans toute l'Afrique, pas seulement l'Afrique arabe, mais aussi le reste du continent habité par les populations de race noire, et qui est parcouru par de profonds frissons de révolte. Les mythes que se fabrique la classe dominante tendent à inculquer dans les classes dominées le préjugé de l'inanité de la lutte contre l'ordre en vigueur. Eh bien, qui peut mesurer la gigantesque portée qu'aura l'écroulement du mythe de la supériorité de la race blanche?

Fragmentés en divers petits Etats, divisés par d'ignobles questions dynastiques, dévorés vivants par les brigands des monopoles capitalis-

tes étrangers, qui cèdent volontiers de larges tranches de profits pétroliers, englués dans les mortelles alliances militaires des impérialismes, les Etats arabes non seulement n'inspirent aucune crainte à l'impérialisme, mais ils servent de pions dans leur jeu diabolique. Mais qu'advient-il si les Arabes, leurs divisions suicidaires étant dépassées, réussissent à fonder un Etat national englobant les territoires africains et asiatiques habités par les populations arabes? Aurions-nous seulement le réveil de toute l'Afrique? Non, nous obtiendrions, nous qui militons dans le camp de la révolution communiste, bien autre chose encore. Nous obtiendrions d'assister à la mort définitive et sans appel de la vieille Europe, de cette Europe bourgeoise pourrie, corrompue et meurtrière, infectée de réaction et de fascisme plus ou moins camouflé, qui depuis quarante ans est le foyer inépuisable de la guerre impérialiste et de la contre-révolution.

C'est pour cela que nous sommes pour la révolution nationale arabe. C'est pour cela que nous sommes contre les gouvernements des Etats arabes, qui poursuivent ouvertement des finalités séparatistes et réactionnaires (les monarchies du Moyen-Orient) ou tendent à établir un réformisme superficiel et à collaborer avec l'Occident (Bourguiba, Mohamed V); nous ne pouvons pas, comme les communistes de Moscou, appuyer inconditionnellement le mouvement panarabe de Nasser, parce que dans celui-ci il y a trop de poids réactionnaire, vainement masqué par un habile jeu démagogique.

Chacun d'eux aime à poser en champion de l'Islam; mais leur islamisme est à celui des compagnons de Mahomet ce que le christianisme des catholiques est vis-à-vis de celui des antiques agitateurs des catacombes.

Russie et révolution dans la théorie marxiste

Première partie

Révolution européenne et aire «Grand-Slave» (1)

Ce texte est la version rédigée pour publication d'un exposé fait oralement par Amadeo Bordiga à la Réunion Générale du parti de Bologne des 31 octobre et premier novembre 1954 (1). Cet exposé s'intégrait dans tout le travail effectué par le parti pour élucider la question russe à la lumière du marxisme. C'était un travail nécessaire non seulement pour établir qu'il n'y avait aucun socialisme en URSS, mais aussi pour démontrer que la victoire de la contre-révolution et plus généralement tous les grandioses et terribles événements qui s'étaient déroulés dans ce pays, n'en-

traient nullement en contradiction avec le marxisme: au contraire seul le marxisme le plus rigoureux était capable de les expliquer; il était indispensable parce que parmi les faibles mouvements anti-staliniens, la tendance dominante était de rechercher dans de supposées insuffisances du marxisme et du programme communiste, la cause de la défaite. Or pour que demain puisse naître un véritable mouvement révolutionnaire communiste il fallait que soit au préalable confirmée de manière irréfutable la validité de l'un et l'autre.

1. LA «GRANDE» RÉVOLUTION

On pourrait peut-être dire que le mot **révolution** revient trop souvent dans les exposés marxistes; dans la polémique contre nous il était et il est facile de parler de mythe, de démagogie, de passion qui ne devrait rien avoir à faire avec la science...

Indiscutablement nous sommes révolutionnaires et même au sens strict nous nous référons toujours non seulement à **notre** révolution, mais à toutes les révolutions. Mais nous ne sommes pas les seuls à être **révolutionnaires** au sens où est révolutionnaire celui qui ne cesse pas de faire l'apologie d'une révolution qu'elle soit passée, en acte ou à venir.

Quand dans ce qui suit, nous allons chercher à établir les données objectives du passage de la révolution en Europe à la révolution en Russie (dans cet exposé donc, qui sera suivi d'un autre traitant de l'échec du passage de la révolution, alors la **nôtre**, de la Russie à l'Europe), il doit être bien clair que nous

parlons de **leur** révolution.

Quel que soit le pays ou le groupe de pays dont il s'agisse, nous l'appelons révolution *bourgeoise* ou *capitaliste*. Eux, nos adversaires classiques, l'appellent révolution libérale, démocratique, également quel que soit le pays, puisqu'ils assurent que tous les pays doivent la connaître si ce n'est pas déjà fait. Comme eux nous pourrions l'appeler, en fonction de son aspect négatif, révolution *antiféodale* ou *anti-despotique*. Mais quand on parle de cette révolution, on se réfère toujours à son modèle classique, la révolution française de la fin du XVIII^e siècle, la Révolution par définition dans la culture courante, dite selon l'expression la plus utilisée, la **Grande** Révolution.

Cette révolution ne fut cependant pas la première ni la plus caractéristique ou la plus complète sur le plan de la transformation sociale de l'économie: la France d'aujourd'hui fait partie des grands pays capitalistes mais elle n'est pas le plus avancé, tant

pour la structure sociale comme l'indiquent les statistiques de la composition sociale de la population et de la distribution des revenus, que pour la quantité de capital d'entreprise accumulé. Donc ni en **potentiel**, ni en **masse**. Physiquement, potentiel et masse sont les deux facteurs de l'**énergie**: la quantité d'énergie la plus grande du capitalisme mondial n'est pas fournie par la France même si nous basons la comparaison entre les différents pays sur les chiffres par habitant.

Pour le bourgeois et pour le non matérialiste cette révolution est la révolution type, non parce qu'elle aurait été historiquement la première, mais parce c'est elle qui, sur le plan de la pensée, exprima d'une manière achevée les nouvelles idéologies et qui sur le plan de l'organisation sociale définit la nouvelle doctrine juridique et l'enseigna au monde. En tant que marxistes, nous ne nions certainement pas l'importance historique de la formation d'une nouvelle théorie sociale, que nous ne considérons pas comme le produit d'un peuple ou de quelques pen-

Russie et révolution

seurs mais comme l'expression de forces de l'infrastructure à l'oeuvre au niveau international et sur une longue période de temps.

Pour l'étude de la Révolution russe, prévue et attendue par tout le monde tout au long d'un siècle, il nous apparaît donc essentiel de délimiter les périodes et les espaces où

s'est déroulée la révolution qui ouvrit la voie à l'expression de la société capitaliste moderne dans sa pleine expansion, en rappelant ce qui a été dit d'innombrables fois dans la littérature marxiste, si nombreuses que soient les occasions où nous nous sommes efforcés de rétablir les notions et les faits à ce sujet.

2. DEUX GRANDES INTERPRÉTATIONS

Le débat sur ce grand tournant historique et sur son appréciation a rempli une longue période de la vie des peuples européens tant qu'a duré la lutte physique contre la restauration des «anciens régimes». Il faudrait que ce débat continue éternellement, alors même que tout le monde voit bien que la probabilité historique du retour d'un régime pré-capitaliste est réduite à zéro. Il suffit de rappeler l'obstination à coller à nouveau les traits de la révolution classique à la chute des régimes totalitaires bourgeois en Italie, en Allemagne et ailleurs, déformant ainsi de façon irréparable l'explication du phénomène historique du totalitarisme capitaliste qui déferle dans un monde moderne, né au son des hymnes à la démocratie et à la liberté individuelle.

Deux grandes interprétations historiques se sont affrontées opposées non seulement à l'époque de la Sainte Alliance et de la réaction catholique, mais bien plus récemment dans des pays dirigés par des institutions autocratiques, aristocratiques et théocratiques comme c'était justement le cas en Russie, en Turquie, etc., tandis qu'une lutte matérielle et idéologique semblable se déroule actuellement dans des pays non européens.

L'interprétation anti-révolutionnaire s'appuyait sur la théorie selon laquelle la «révolution chrétienne» (pour eux, **révélation** chrétienne) aurait donné toutes les bases pour l'organisation de la vie de l'espèce humaine tant pour les rapports privés que pour le mécanisme public et étatique: la religion et son application pratique éthique suffiraient à résoudre les problèmes du droit et du pouvoir; ses adversaires appellèrent cela principe d'autorité et de droit divin.

Pour cette interprétation (correspondant à la défense d'un type de société humaine construit avec une doctrine historique propre, qui défend sa perpétuelle immanence plutôt

que de se demander si l'évolution historique a achevé ou non son cycle), la révolution, la prise de la Bastille, la décapitation de Capet sont des déviations, des crimes, des méfaits, des oeuvres des puissances infernales ou des manifestations de colère et le châtement des puissances divines.

Les champions de la liberté contre l'autorité, de la raison et de la critique, d'abord individuelle puis sociale ensuite, délivrés du respect de tout principe ou dogme ancien, proclamaient au contraire être arrivés à un tournant historique nouveau dans l'histoire de la **civilisation**, à une **rédemption** nouvelle dont les ressources se trouvaient non dans le ciel mais sur la terre, dans la société même des êtres pensants; ils affirmaient que la nouvelle organisation fondée sur l'égalité des citoyens et sur l'abolition des «ordres» jetait les bases de tout le développement historique à

3. L'INTERPRÉTATION DU MARXISME

De même que tout de suite après la lutte des trois Ordres - nobles, prêtres et bourgeois - s'est présenté dans l'histoire le Quatrième, la classe travailleuse moderne, de même est apparue une nouvelle interprétation, opposée au des deux interprétations classiques, l'interprétation prolétarienne et marxiste; mais celle-ci n'explique et ne justifie pas une seule Révolution, mais toutes les révolutions historiques.

Avant de poursuivre le schéma bien connu, qu'il n'est pas nécessaire de retracer une nouvelle fois dans sa totalité, de l'explication classiste et déterministe des révolutions qui correspondent à la substitution d'un mode de production à un autre, il nous faut avertir que notre théorie n'est pas celle d'une série infinie des révolutions, opposée à celle de l'Idéalisation de l'unique Sainte Révolution. Nous prévoyons et nous préparons en effet une Révolution

venir vers le bien général. Pour une telle conquête, la révolution avait été légitime, malgré tous ses excès et toutes ses infamies et il était légitime de réprimer violemment la contre-révolution qui cherchait à restaurer les privilèges du roi, du noble et du curé. En même temps les philosophes et les dirigeants politiques du libéralisme moderne proclamaient avoir rendu inutiles de nouvelles révolutions, une fois que le pouvoir et la direction sociale étaient entre les mains non d'individus ou de groupes, mais de **tous**, du **peuple**: démocratie qu'il vaudrait mieux appeler **pancratie**, étant donné que dans le terme classique gréco-romain **demokratia**, le peuple n'est qu'«une partie» de la société, formée des hommes **libres** à l'exclusion des esclaves, et la «civilisation chrétienne» avait *in primis* justement mis à bas la «démocratie» et rendu les hommes égaux devant Dieu, hommes que les libéraux dirent avoir rendus égaux devant la «loi».

Déjà au moins trois générations d'Européens, filles de la Grande Révolution, avaient dû se poser le problème suivant: la fermentation des contrastes idéologiques dans la mystérieuse Russie révèle-t-elle une lutte entre ces deux doctrines et ces deux forces, ou bien quelque chose d'autre? Mais de la venue de la Révolution, personne ne doutait.

qui, lorsqu'elle sera devenue mondiale, marquera la fin de toutes les Révolutions: non parce qu'aura été réalisé le Destin ou l'Idéal de l'Humanité mais parce que auront été établies des conditions matérielles telles que la fin des classes, de la propriété et de l'Etat.

Il existe une philosophie «naturelle» très moderne qui veut apporter une «troisième» position dans l'antique controverse entre les partisans d'un univers **fini** dans l'espace et dans le temps, et ceux d'un univers **infini**. Elle s'est donnée comme nom «cosmologie panthéiste» et elle théorise un univers «cyclo-créatif». Nous pourrions l'appeler la doctrine de la création permanente. Elle dresse une liste intéressante: croient l'univers fini dans l'espace et le temps, les judéo-chrétien-musulmans, Saint Thomas d'Aquin, Pie XII; Aristote, Ptolémée, Copernic le croient fini dans l'espace mais sans commence-

ment ni fin dans le temps. Gamow, un théoricien moderne de la physique, le croit infini dans l'espace mais fini dans le temps alors que Lemaître le croit fini dans le temps et dans l'espace; tous deux acceptent la transmutation d'énergie en matière et vice versa, mais leurs équations arrivent à une énergie nulle à la fin du cycle. Enfin sont partisans de l'infinité de l'univers dans l'espace comme dans le temps, certains précurseurs (vraiment puissants ceux-là): les atomistes grecs (Démocrite, Épicure), Giordano Bruno et enfin ces nouveaux théoriciens du «cyclo-créationnisme».

Pour ceux-ci, la pierre angulaire de l'univers est l'atome d'hydrogène – intéressant: presque la moitié de toute la matière est composée d'hydrogène (un proton), autant d'hélium (deux protons), et le reste représente un pour cent (de trois à 240 protons) – qui passe pour ainsi dire de la forme matière à la forme énergie (la bombe H!) dans la radiation des soleils et, inversement, dans les cataclysmes dans lesquels naissent les étoiles. Dans cette conception complexe tout le drame se déroule sur la scène de l'univers **apparent**, mais il y a aussi un univers non apparent qui serait, si nous comprenons bien, celui de l'énergie idéale, d'une **intelligence** cosmique. Ce «pan-dieu» cosmique créerait en permanence des particules de matières ou d'énergies (atomes d'hydrogène, de **deutérium** ou hy-

drogène **lourd**, comme on dit) et il y aurait des échanges incessants et éternels entre les deux cosmos.

Nous avons donné cet exemple comme un parallèle (en fait le marxisme a aussi une position sur la **philosophie naturelle**, dans son sens approprié; et une étude sur Épicure – thèse de doctorat du docteur Charles Marx – ou sur l'hermétisme Bruno, constituerait une splendide propédeutique) pour établir que notre doctrine des Révolutions n'est pas un «panthéisme révolutionnaire». **Dans l'espace** les révolutions peuvent être infinies, à cause de la complexité des organismes sociaux sur la Terre... et d'autant plus si, sous la suggestion de la comparaison cosmique, nous pensons, comme c'est la mode, aux Martiens et à tous les... **Planétiens** extraterrestres. **Dans le temps**, la série des révolutions – si nous ne nous trompons pas grossièrement – a un début et une fin: leur série se place entre le communisme primitif et le communisme de notre programme social.

Dans cette série, la Grande Révolution des bourgeois n'est pour nous qu'un des termes; nous ne rappellerons pas les classes en jeu, les forces et les rapports de production, choses fondamentales bien connues.

Comment donc cette série «finie» de Révolutions se présente-t-elle dans l'histoire de la Russie? Tel est notre thème d'aujourd'hui.

4. SÉRIE DES RÉVOLUTIONS

Donc même les ultra-conservateurs et les réactionnaires du dix-huitième siècle et du début du dix-neuvième, si l'on comprend la chose dialectiquement, étaient révolutionnaires exactement au même titre que le sont les bourgeois modernes. Comme eux, ils pensaient que la série des révolutions était finie: ils prenaient pour dernière révolution non pas celle de Cromwell ou de Robespierre, mais celle du Christ (ou celle du Prophète, du Bouddha, si vous préférez). Cette assertion n'est pas seulement exacte objectivement, mais elle l'est également subjectivement si ambigu que soit l'usage du terme révolution dans la littérature courante. Pour comprendre combien le christianisme, devenu une arme contre-révolutionnaire à l'époque de l'Inquisition et de la Restauration, a été une apologie révolution-

naire, il suffit de relire dans l'Évangile le vingt-quatrième dimanche après la Pentecôte.

Après avoir couvert de retentissantes invectives le régime des Scribes et des Pharisiens et pronostiqué sa destruction lors de sa visite au Temple de Jérusalem, Jésus passe avec ses disciples près des murailles colossales de ce dernier. Ses disciples admiratifs lui montrent la puissance de la construction, faite de masses taillées à la perfection et ajus-

tées sans ciment. Le Maître a pitié de cette admiration des siens pour la manifestation de la civilisation ennemie (semblable à la crainte révérencielle que l'opportunisme moderne inculque aux prolétaires envers les «valeurs» et les monuments de la société capitaliste). Il prononce ces mots terribles: *Vous voyez cet édifice? En vérité je vous le dis: il n'en restera pas pierre sur pierre.*

Les théologiens se disputent à propos du passage suivant où se trouve la description d'événements effroyables (un peuple se soulèvera contre un autre peuple, un royaume contre un autre royaume... mais ce ne sera pas encore la fin...), pour savoir si Jésus annonçait la fin du monde ou seulement la fin de l'édifice du Temple; ce dernier fut détruit en fait en 70 par l'incendie provoqué par un légionnaire de Rome qui y avait lancé une torche enflammée...

Mais la symbolique contenue dans la doctrine ne se réfère ni au sort contingent du monument, ni à la fin de l'humanité sur terre. Elle exprime dans un langage approprié à l'époque, la ruine prévue de l'ordre social d'Israël, désormais mûr pour céder la place à un nouveau mode de production. Et de fait les paroles que l'évangéliste Matthieu met dans la bouche de Jésus sont les mêmes que celles de Daniel, citées dans le passage dont nous parlons, devant les murs de Babylone: le régime préchrétien des Hébreux à son âge d'or était lui-même né d'une autre révolution, de la délivrance d'une autre domination; le Pharisien, ce monstre d'hypocrisie que Jésus maudit dans son anathème, était lui aussi issu d'une révolution historique; il n'était pas l'incarnation du mal éternel, mais le produit d'un processus historique. La méthode marxiste nous permet ainsi de lire les anciennes et même très anciennes écritures de façon autrement plus pénétrante que l'hypocrite conformisme clérical ou le stérile scepticisme bourgeois faisant l'apologie de ses prétendues vérités éternelles.

5. DES RÉVOLUTIONS QUI SE CHEVAUCHENT

Il n'est peut-être pas possible d'établir une série fixe de révolutions entre l'état naturel du premier animal-homme et la société communiste; Marx a traité ce thème à plusieurs reprises, mais il ne l'a jamais fait avec un schéma rigide, ni une

liste numérotée.

Avant de voir si un anneau de la chaîne peut être «sauté», il faut noter que la superposition, l'enchevêtrement de deux révolutions qui se présentent comme n'en faisant qu'une seule, est un fait parfaitement connu

Russie et révolution

dans l'énonciation des points fondamentaux du marxisme; à ce propos nous parlons souvent de révolutions **doubles** ou de révolutions non «pures». Alors que dans une révolution **simple** , il y a deux éventualités historiques, soit la chute de l'ancienne société, soit l'écrasement du mouvement en lutte pour fonder la nouvelle, dans la révolution **double** les développements sont plus complexes: victoire des deux révolutions (ce serait la révolution en permanence dont parlait la circulaire de la Ligue des Communistes aux travailleurs allemands de 1850 avec une formule que Trotsky fit sienne pour la Russie à partir de 1905); victoire de la première révolution et défaite de la seconde, ce dont nous en avons des exemples classiques dans l'histoire de France: février 1848, victoire de l'alliance entre républicains bourgeois et ouvriers sur la monarchie des Orléans, juin 1848, féroce répression bourgeoise de l'insurrection prolétarienne contre la république; défaite des deux révolutions, comme ce fut le cas en Allemagne en 1848-49, le régime autocratique et terrien restant victorieux en Prusse et dans les autres États; **victoire immédiate y compris de la seconde révolution, mais extinction et involution ultérieure de celle-ci, les résultats de la première restant acquis; processus que nous individualisons, comme nous l'avons exposé de nombreuses fois, dans la Russie d'aujourd'hui.**

On trouve dans des révolutions simples des exemples de ce processus de dépérissement d'une révolution par suite d'un recul graduel et refroidissement; nous en avons cité dans un exposé antérieur comme celui des républiques communales italiennes, première forme historique d'un pouvoir bourgeois. Il est licite de distinguer ce processus de la chute sous les coups de la répression armée, comme ce fut le cas par exemple pour la république bourgeoise de Rome en 1849 et la république ouvrière de Paris en 1871.

En ce qui concerne la Russie, il est hors de doute qu'il y eut un chevauchement de deux révolutions – et même de plus de deux révolutions, peut-être de toutes les révolutions historiques possibles si l'on songe qu'il fut possible de poser la question – par rien moins que Marx et Engels! – de souder le **mir** primitif avec la société socialiste.

On n'a pas le droit d'invalider la

théorie selon laquelle l'histoire progresse par révolutions et non par lentes évolutions, du fait que l'on accepte que deux révolutions typiques, dont pour chacune d'elles la doctrine générale prévoit de longues incubations, en viennent à se produire en même temps. Cette hypothèse n'a rien d'anti scientifique. Nous savons que de manière générale dans la nature les corps connaissent trois états: l'état solide, l'état liquide et l'état gazeux. Si on administre de l'énergie thermique à un corps solide, sa température (potentiel thermique) augmente graduellement. D'un coup on a brusquement la fusion, qui exige une quantité supplémentaire d'énergie calorifique. Si l'on continue à chauffer le corps passé à l'état liquide, on a à un autre point précis la vola-

tilisation, avec une nouvelle quantité de calories. Le processus inverse peut également se produire par perte d'énergie thermique (refroidissement). Mais assez souvent il se produit un «saut» par-dessus l'état liquide intermédiaire; c'est-à-dire que dans certaines conditions on a un solide qui se volatilise ou un gaz qui se solidifie. Les physiciens appellent ce phénomène **sublimation** ; il se produit, par exemple, pour les vapeurs de soufre qu'on peut fixer sous forme d'une poudre solide sans jamais passer par l'état liquide, et inversement dans d'autres cas.

La révolution a fait fondre le tsarisme russe, mais elle ne l'a pas sublimé, bien que pendant un certain temps la température de volatilisation ait été atteinte dans la chaleur des combats.

6. TROIS ASPECTS DE LA DOCTRINE MARXISTE

Il est impossible de comprendre ce que nous avons exposé maintes fois, et plus généralement ce qui est traité dans tous les textes du mouvement marxiste, si l'on ne sait pas distinguer correctement trois aspects de la doctrine authentique de la révolution prolétarienne, qui peuvent difficilement tenir debout séparément.

Un premier aspect est la description de la société capitaliste considérée à l'état de «modèle» sur lequel nous avons tant insisté en traitant de la question agraire et dans l'exposé récent à Asti (2). Dans ce modèle il y a trois classes: les prolétaires, les entrepreneurs et les propriétaires fonciers, sans aucun résidu d'autres classes; on ne peut s'y attendre qu'à une «révolution pure», c'est-à-dire où les prolétaires abattent les deux autres classes. L'élimination sociale des propriétaires fonciers par les entrepreneurs est une mesure bourgeoise possible, mais ce n'est pas une révolution. Si nous avons volontiers déclaré qu'il n'y a pas d'exemple concret de ce modèle pur dans l'histoire, nous admettons aussi qu'il n'y aura pas d'exemple de révolution ouvrière anticapitaliste «privée de toute impureté».

Dans ce premier aspect, celui du modèle économique, l'antithèse théorique avec le monde bourgeois, qui découle pour nous du heurt entre les intérêts et les forces de classes opposées, est déjà évidente. L'économie bourgeoise classique avait admis la méthode des modèles et elle

soutenait qu'au fur et à mesure que les sociétés impures réelles se rapprochaient du modèle pur de la société mercantile et d'entreprises, il s'établissait un équilibre stable, en ce sens le sens que les différentes quantités progressaient d'une façon continue, le modèle restant inchangé, avec tout au plus (Ricardo) la disparition de la rente foncière. L'économie vulgaire et moderne nie la validité scientifique des modèles.

L'économie marxiste en tant que théorie de la production capitaliste assume le modèle, en élabore les lois, pour en conclure que l'évolution ne présente pas de continuité régulière, mais inévitablement des sauts contradictoires et en définitive l'impossibilité d'arriver à un équilibre, qui aboutit à la fin du modèle qualitatif. Même en excluant donc les effets des survivances d'éléments impurs pré-capitalistes – qui pour Ricardo sont les seules causes de *décompensation* – elle conclut à l'écroulement de l'équilibre social, sans qu'il faille en chercher la cause dans des luttes entre résidus pré-bourgeois et forces productives capitalistes, ou élever au rang de forces motrices de l'histoire les phénomènes de propagande, de volonté, d'exaspération, d'agitation qui sont aussi des faits de l'histoire réelle.

À côté de ce premier aspect économique il y en a un deuxième, historique au sens général et, si l'on veut utiliser un mot communément employé, philosophique. C'est la doctri-

ne du matérialisme historique selon laquelle l'effet de base des intérêts économiques permet d'expliquer non seulement le sens de l'évolution d'un plein capitalisme, mais aussi celle de tout autre type de société, quel qu'en soit le lieu et le temps. Elle démontre que les époques qui ont précédé le capitalisme et les passages révolutionnaires qui ont précédé celui du féodalisme, trouvent leur explication avec le même mécanisme que celui déjà appliqué à la naissance du capitalisme et qui nous permet d'en prévoir la chute.

Le troisième aspect est celui historique au sens contingent; dans une situation donnée et dans un ensemble humain donné, dont on peut voir les interdépendances et les liaisons pratiques, il pose le problème du rôle de toutes les classes sociales plus ou moins présentes, de toutes les oppositions ou convergences de but qui en viennent à se former sur ce terrain, de façon à donner une présentation cohérente des grands événements et des transformations structurelles fondamentales. Le marxisme triomphe parce qu'il peut appliquer aux vicissitudes de ce terrain, où n'existent jamais la **pureté** ni même un degré limité d'impureté, les lois conformes à la théorie, c'est-à-dire les relations économiques propres aux modèles sociaux types, et la dérivation à partir de l'infrastructure matérielle de tous les phénomènes plus complexes. Or ce troisième et dernier terrain d'application de cette activité, qui n'est pas une pure description contemplative, mais participation à la vie et à la lutte, nécessite de recourir à l'utilisation de certains regroupements géographiques de pays et d'époques historiques ayant un caractère et une dynamique communs. Le troisième aspect du marxisme consiste précisément à démontrer que cela est possible, en opérant une sélection dans l'immense multiplicité des faits et des événements localisés. A chacun de ces grands regroupements géographico-historiques correspondra nécessairement une certaine praxis stable du parti. Ou l'on arrive à cela ou le marxisme n'est pas valable et le parti tel que nous l'entendons, c'est-à-dire comme force révolutionnaire, n'est pas possible.

Il ne doit pas rester **Pierre sur Pierre** des anciennes conceptions doctrinales. Mais on tomberait dans un vain individualisme bourgeois, dans un criticisme individuel anti-ma-

térialiste, dans une nouvelle idolâtrie de la conscience se gouvernant elle-même (sans comprendre que quarantevingt-dix-neuf fois sur cent elle est forcément donnée telle quelle de l'extérieur), si l'on professait la liberté totale en la matière, si l'on permettait au parti, à ses organes ou à ses groupes, au militant, à qui proclame «être marxiste», de partir à chaque fait nouveau dans de nouvelles directions.

Comme l'existence de règles de la praxis humaine valables pour tous les lieux et tous les temps (que ce soit une éthique transcendantale ou im-

7. AIRES ET PÉRIODES DE LA RÉVOLUTION EN EUROPE

Dans beaucoup de travaux antérieurs, nous avons utilisé le terme d'**aire**; il est peut-être insuffisant, mais nous n'en voyons pas de meilleur. Aire est un concept seulement géométrique utilisé pour mesurer la grandeur d'une superficie délimitée par un contour; il s'emploie difficilement comme concept géophysique et encore moins géo-anthropique. Nous ne pouvons cependant pas utiliser le terme de **nation** parce que nos champs peuvent comprendre plusieurs nations; nous ne pouvons pas utiliser le terme d'**Etat** parce que pour nous l'Etat n'est défini que pour une part par le territoire, l'autre étant celle des rapports de classe, sans compter que les champs considérés peuvent également concerner plusieurs Etats. Aujourd'hui, les diplomates utilisent le terme de **région** non pas dans le sens d'un Etat mais d'un groupe d'Etats, quand ils parlent d'accords «régionaux»; mais le terme est trop lié au sens de partie d'une nation. Le terme **pays** n'est pas adapté parce qu'on l'utilise tant pour des territoires qui peuvent être grands ou petits et mêmes tout petits. Quant au terme **zone** il est adapté à un usage géophysique mais assez peu à un usage géopolitique.

Nous continuerons à utiliser le terme d'**aire** que les Américains ont introduit pour désigner les parties du monde habité dans lesquelles sont en vigueur une économie, une monnaie, une influence politique, même si l'expression «champ historique» nous déplairait moins. Il s'agit en fait à chaque fois de relier un périmètre géographique déterminé à un intervalle chronologique déterminé.

Ces aires dans lesquelles il vient selon le marxisme de diviser le territoire habité par la race blanche,

manente, une loi morale divine ou un impératif catégorique) est impossible, il faut donc savoir choisir les limites de temps et d'espace entre lesquelles sont en vigueur les règles historiques pour la lutte d'une classe qui s'est hissée au niveau de parti, le prolétariat qui à l'appel du *Manifeste* a fait le premier grand pas: sa **constitution en parti politique** (en assumant un **credo** théorique) pour se constituer ensuite en **classe dominante** et détruire à la fin même sa nature de classe, et toute domination de classe.

où est apparue pour la première fois la forme de production capitaliste moderne, doivent être choisies en liaison avec les événements historiques fondamentaux: en économie, la naissance de l'industrie, la formation du marché national général tant des objets manufacturés que des denrées alimentaires, la participation intense au commerce international; socialement la chute de la noblesse terrienne, l'abolition de la servitude rurale et des corporations artisanales urbaines, l'urbanisation poussée des masses de salariés; politiquement la chute des régimes absolutistes, le droit électoral pour tous les citoyens, les parlements. Notre partition s'ouvre avec deux dates fameuses, celles où, comme le rappelle Engels, sont tombées les têtes royales: à Londres le 30 janvier 1649, à Paris, le 21 janvier 1793.

Plus d'un siècle sépare la première de la deuxième des révolutions anti-féodales. La révolution américaine est contemporaine de la révolution française, mais à la revendication analogue d'institutions démocratiques s'opposent des différences: en Amérique il s'agissait d'indépendance de colons blancs vis-à-vis d'un Etat européen, et qui était en plus le premier Etat bourgeois, et non du renversement d'une classe dominante nationale; au point que la France féodale hostile à la Grande Bretagne, sympathisa avec les rebelles d'Amérique et les aida par les armes – comme par la suite l'Angleterre capitaliste devait appuyer de toutes ses forces la contre-révolution féodale en France. Nous nous en tiendrons donc pour le moment aux «aires» intra-européennes. On sait que Marx a assimilé la guerre civile de 1866 entre Sudistes et Nordistes à une révo-

Russie et révolution

lution bourgeoise dans la mesure où l'utilisation d'esclaves de couleur défendue par les premiers faisait de la classe terrienne une force qui dominait la classe industrielle. Et, de même que la guerre d'Indépendance avait eu pour écho européen la grande Révolution française, il espérait que la guerre civile de 1866 déchaîne en Europe une nouvelle vague révolutionnaire: démocratique et nationale vers l'Orient, socialiste et de classe en Occident.

Cela n'arriva pas; mais il est clair que les aires révolutionnaires ne sont pas des compartiments étanches. Au contraire, si l'une d'elles entre en mouvement, même sur les postulats sociaux qui lui sont propres, elle déchaîne en général des mouvements révolutionnaires dans toutes les autres même si elles se trouvent à des degrés différents de développement. On veut priver de contenu le marxisme radical insurrectionnel en le quali-

fiant de quarante-huitardisme retardataire; il est certain que la vision de Marx est justement dominée par l'incendie de 1848 qui se propagea d'une capitale à l'autre, même si dans l'une dominait la monarchie féodale, dans l'autre la papauté et dans la troisième la république bourgeoise.

Si après plus d'un siècle un nouveau 1848 ne s'est pas produit, en dépit de la puissante secousse de 1918-20 qui embrasa l'Europe entière, c'est justement la raison pour laquelle nous en sommes à discuter l'interprétation (qui serait trop belle) selon laquelle si l'incendie est éteint en Occident il continue cependant, après plusieurs décennies, à brûler en Orient. Et nous sommes cependant convaincus qu'un jour d'une année non prochaine, il enflammera tout un continent, et même, sans l'ombre d'un doute, deux continents et plus en tant que compensation pour le retard.

définitivement par la guerre de 1870 et la Commune de Paris de 1871.

Pour Marx, qui écrit: **à partir de maintenant toutes les armées nationales sont confédérées contre le prolétariat**, l'époque des alliances (de combat) entre ouvriers et forces bourgeoises insurgées pour l'indépendance et la liberté, est désormais close; Lénine répétera qu'aucune guerre ne peut plus être appelée «révolutionnaire» comme celles menées dans la période «1789-1871» pour des buts libéraux et nationaux et qui étaient strictement liées à des luttes insurrectionnelles.

Il ne s'agit cependant pas là d'une thèse, d'une norme métaphysique et éternelle. C'est une thèse historique et une norme de parti, «d'aire», sinon elle aurait un sens non matérialiste mais idéaliste; elle n'a rien à voir non plus avec l'idéalisme «pacifiste», proche parent de l'idéalisme patriotique. L'aire sur laquelle porte la condamnation, la dénonciation historique irrévocable prononcée par Marx dans la seconde adresse de la Première Internationale ouvrière, est celle de l'Europe occidentale, c'est-à-dire de la partie du continent qui comprend désormais, en faisant abstraction des Etats de moindre importance, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, pays devenus d'économie capitaliste, régis par des formes démocratiques et parlementaires et où il n'est plus question de restauration féodale. Cette aire se termine à la frontière russe, bien que Lénine ait condamné aussi avec sa formule «1789-1871» la guerre du tsarisme en 1914, et considéré tout appui à ce dernier comme une trahison, la guerre étant globalement une guerre impérialiste. Mais il est sûr qu'à l'intérieur de l'aire slave Lénine n'aurait pas condamné une guerre de peuples et de nationalités opprimées contre le tsarisme; il aurait alors invité les ouvriers de l'industrie capitaliste à appuyer, les armes à la main, tout mouvement anti-autocratique et anti-féodal des autres classes, de la bourgeoisie russe elle-même en supposant qu'elle aurait osé le faire.

8. APERÇU DE LA SERIE DES AIRES

Une première aire est donc la britannique, la seule où la bourgeoisie manufacturière et agraire, avec la propriété bourgeoise, tient le pouvoir durant ledit intervalle d'un siècle et quart. Dans cette période, et jusqu'en 1848, ce n'est qu'en Angleterre que se forme un prolétariat salarié qui n'est poussé historiquement qu'à la lutte contre la bourgeoisie dominante, sans connaître la question de l'alliance antiféodale avec la bourgeoisie.

Différente est la situation dans l'aire française, où non seulement le féodalisme gouverne beaucoup plus longtemps mais où le développement industriel est nettement plus faible et la formation d'un véritable prolétariat retardée en conséquence. D'autre part la révolution bourgeoise tombe après une période brève mais multiforme qui va de 1789 à 1815; et après ces vingt-six années il en faudra attendre 33 autres pour la «refaire» à travers les luttes de 1830-31 et de 1848. Pendant cette période la classe prolétarienne française est présente mais elle doit se partager entre la tâche d'affronter les patrons industriels et celle de les aider à prendre le pouvoir au sein de l'État contre la réaction anti-démocratique. L'aire française a donc une physionomie propre jusqu'en 1848.

Mais, à côté de l'aire anglaise avec ses propres caractéristiques

(faussetment interprétées comme une perspective de conquête légale du pouvoir politique), il existe déjà pour le marxisme en 1848 une aire européenne centro-occidentale qui englobe les pays où s'est formée une industrie et où les revendications politiques de la révolution bourgeoise – avant tout celle de la formation d'États nationaux unitaires – se sont transmises à la suite mêmes des luttes qui ont été menées pour tenter d'étrangler la France. Dans ces pays, en Allemagne, en Autriche, en Italie pour ne pas parler d'autres de moindre importance, se pose le problème des révolutions doubles: renverser les monarchies féodales ou les dominations étrangères et fonder d'un régime libéral, puis greffer immédiatement sur cette conquête les revendications sociales du prolétariat.

Mais la défaite totale des révolutions, même libérales, en dehors de France, a fait que la phase de lutte commune entre bourgeois et ouvriers s'est prolongée au-delà de 1848, embrassant toute la période de la contre-révolution victorieuse en Allemagne et en Italie et celle où la France a connu le Second Empire.

Ce problème fut en partie dénoué par les guerres de systématisation nationale (que nous avons amplement traitées à Trieste en commentant l'appréciation faite par Marx à l'époque) (3) de 1859 et 1866, et enfin

9. L'AIRES GRAND-SLAVE

En résumé, nous avons donc: l'aire britannique où il n'est pas question de révolution double du prolétariat et de la bourgeoisie, et qui est la seule dans cette situation historique depuis 1649. L'aire continen-

tale européenne où se pose le problème des révolutions libérales-nationales auxquelles le prolétariat donnera son appui pendant une période qui se termine en 1871. La France se trouve dans cette aire bien qu'en 1789-1815 et en 1848-1852 elle ait été gouvernée par la bourgeoisie et que la république s'y soit instaurée. De 1871 à 1917 toute l'aire britannique et européenne comporte la pleine autonomie de l'action prolétarienne vers la conquête du pouvoir et le socialisme. Mais la Russie, où il y a encore la perspective d'abattre un régime féodal, reste en dehors de ces aires. Il en est de même, en un certain sens des pays des Slaves du sud et de la Grèce, tant qu'il n'y ait pas eu, en 1912, une révolution bourgeoise dans la Turquie des sultans et la victoire dans les guerres balkaniques des nationalités qu'elle gouvernait.

C'est à la que surgissent les problèmes historiques immenses de l'aire slave: la voie de sa libération du despotisme et de la servitude féodale, la voie de sa systématisation en nationalités autonomes, les rapports entre cette lutte et celle devenue désormais binaire et non plus ternaire de l'Occident, et donc les rapports entre le mouvement ouvrier d'Occident et de Russie agissant dans des aires si dissemblables. Surgit alors le problème le plus brûlant de tous: l'aire slave ne se serait jamais mise à l'unisson de l'aire européenne au cours de la phase postérieure à 1871, mais, restant toujours isolée, elle aurait **sauté** dans une phase successive, celle du pouvoir ouvrier, tandis que l'aire occidentale n'aurait pu ni su la suivre dans le renversement de la bourgeoisie: un tel cycle est impossible à faire cadrer avec la conception marxiste. Restent les problèmes tout aussi difficiles de l'aire asiatique, dont il faut enfin prendre en compte en se demandant si elle peut faire corps avec l'aire russe ou reculer à la situation **ternaire**: prolétariat, bourgeoisie et féodalisme, ou encore plus en arrière à une situation binaire sans le prolétariat, ou peut-être plus en arrière

encore pour certaines nations et régions données.

Si tout cela ne marche pas, ou ne peut pas répondre à une considération avec un minimum d'uniformité historique, alors c'est le marxisme qui vacille du haut de sa construction élevée si haut en un siècle au moins de luttes.

Avant d'affronter tout ce matériel historique si vaste et si explosif pour donner une réponse relative à cette aire de l'Orient européen dans ses liens d'abord avec le centre occidental – nous réservant la possibilité de traiter encore, lors de la réélaboration du contenu de notre réunion de Florence, le problème des races et des peuples de couleur (4) – il faut rappeler comment l'école marxiste considérait dans ses textes et documents historiques, le système de rapports dans les périodes 1848-1871 et suivantes; c'est-à-dire quand l'Internationale ouvrière avait encore la tâche de terminer la révolution libérale-capitaliste en Occident, et dans la phase suivante où elle n'avait plus d'autre tâche que d'aller au-delà d'une Europe bourgeoise, vers des buts socialistes qui furent poursuivis au moins jusqu'à la mort d'Engels, avant d'être obscurcis par les involutions sceptiques et révisionnistes avant d'être honteusement trahis au moment historique crucial où l'incendie de 1914 ravagea l'Europe et le monde.

Une fois ceci rappelé – et les matériaux sont de première importance du point de vue doctrinal et historique – il conviendra de voir comment à cette attente de la révolution russe en Europe jusqu'en 1905, correspondait durant cette phase l'attente de cette même révolution en Russie par les nombreux mouvements antitsaristes, puis dans la phase suivante (1895-1917) par un mouvement authentiquement marxiste, étroitement lié à l'Internationale, et riche de l'expérience grandiose de la lutte de 1905, au point qu'il devint l'axe central de la révolte contre l'écroulement opportuniste et social-patriote du socialisme européen.

palingénésie de heurts de races et de religions, elles devaient s'identifier avec les rivages de l'île. La nature maritime du pays le poussa au premier rang dans la voie du commerce d'outre-mer et elle accéléra l'industrialisation interne: ses rivaux furent vaincus les uns après les autres dans les guerres commerciales. Mais l'Etat anglais n'avait pas d'intérêt à se lancer dans des conquêtes en Europe, et, bien vite, il ne s'engagea plus dans des guerres sur le continent; les conflits entre Espagnols, Français, Allemands cessèrent de l'attirer; des puissances lointaines comme la Russie s'occupèrent d'autant moins de lui. Du point de vue britannique il n'y eut jamais identité entre Russie et contre-révolution.

Cette identité exista cependant pour tout le reste de l'Europe dans la mesure où dans l'espace continental le conflit entre modes de production devenait conflit territorial. Il n'y avait pas de marxistes à l'époque des guerres de coalition contre la France républicaine puis napoléonienne; mais le fait que dans ces guerres l'élément décisif était la Russie bien plus que l'Angleterre capitaliste, domine toute la conception historique marxiste dès ses premières années, et il est au centre de la pensée historique du jeune comme du vieux Marx. S'il était né un demi-siècle plus tôt, il aurait virtuellement combattu sous les drapeaux de Dumouriez dans la défense désespérée des Ardennes, Thermopyles de la France, et même sous les bannières de Napoléon et de ses généraux envahisseurs de l'Europe; il serait devenu fou de rage lors du passage tragique de la Berezina, il se serait anti-germaniquement arraché les cheveux à Leipzig, il aurait repris des couleurs après l'évasion de l'île d'Elbe, et se serait auto-enseveli à Waterloo, face à la sinistre perspective de trente ans de contre-révolution.

Tout cela était déjà vivant et vital au cours des luttes de 1848 et lors de leurs préparations, toutes éclairées par une orientation anti-russe. Le premier aspect de la doctrine, l'étude du capitalisme rempli de la seule antithèse prolétariat-bourgeoisie, était déjà en pleine élaboration. Déjà sur la base de la critique réalisant le dépassement de Hegel, de Feuerbach lui-même et de toute la philosophie moderne, se dessinait la construction incisive du matérialisme dialectique; mais la troisième tâche, le jugement d'ensemble sur le drame vécu par la

10. L'ÉTAT RUSSE ET L'EUROPE

La révolution industrielle bourgeoise a pour caractéristiques essentielles la formation de l'Etat national centralisé et le fait de procéder au milieu des luttes de ces États qui se disputent inévitablement des territoi-

res, des populations et des ressources productives. Sa rapide croissance en Angleterre fut facilitée par les conditions géographiques: les frontières de l'État furent définies des siècles à l'avance parce qu'après une

Russie et révolution

société de l'époque connaissait lui aussi un développement impétueux, en pleine cohérence avec la doctrine qui venait d'«éclater».

Le *Manifeste* – qui est bien la synthèse inégalée de l'histoire sociale de l'espèce humaine mais qui est surtout le cri de guerre du prolétariat dans sa volonté de se substituer à cette bourgeoisie qui n'était alors à son apogée qu'en Angleterre – passe en revue la France, l'Allemagne, la Pologne, l'Italie, la Hongrie, mais ne dit mot de la Russie; nous verrons comment les auteurs eux-mêmes le relevèrent en 1882 en préfaçant l'édition en langue russe. Il prescrit que dans ces pays les ouvriers appuient les luttes pour la liberté et l'indépendance – les communistes appuient tout mouvement révolutionnaire dirigé contre les conditions sociales existantes – mais il ne parle pas d'un appui à une révolution sociale en Russie; en effet il ne suppose pas qu'il y ait là-bas des prolétaires ni des communistes.

Mais, si Marx semblait ne pas posséder les éléments pour donner les termes d'une guerre civile en Russie, il n'est pas possible de nier que toute action de force militaire contre l'empire et l'armée tsaristes

fut soutenue avec enthousiasme comme un facteur révolutionnaire indiscutable pour la société européenne tout entière.

Il a été facile de donner à cette position, uniquement orientée vers le développement de la révolution internationale, vers la nécessité du renversement et de la destruction de tous les obstacles élevés sur son chemin, le caractère d'une haine anti-slave dictée par des raisons nationales ou raciales, et cela alors que Marx, juif, démolissait la geste du premier capitalisme israélite esclave de l'empire allemand (il le sera ensuite du capitalisme russe) et que, allemand, il se déclarait virtuellement collaborateur de l'ennemi dans les guerres anti-napoléoniennes, interdisant qu'on les définisse en doctrine comme des guerres d'«indépendance» parce qu'elles étaient des guerres contre-révolutionnaires.

Parmi les premières manifestations de Marx il y eut sa collaboration à la *Gazette Rhénane* dès avant 1848, et pendant cette année-là, à la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Nous trouvons un exposé fidèle de ses positions dans la magistrale «Histoire de la Social-Démocratie allemande» de Franz Mehring.

11. MARX ET LE SLAVISME

«*La Neue Rheinische Zeitung* démontrait cette théorie par des preuves historiques approfondies. Elle relevait encore que les Slaves n'avaient nulle part sérieusement participé au mouvement révolutionnaire de 1848.

«Une seule tentative révolutionnaire, courageuse et démocratique, même si elle est étouffée, efface, dans la mémoire des peuples, des siècles entiers d'infamie et de lâcheté, et réhabilite immédiatement une nation, si méprisée soit-elle, c'est ce dont les Allemands se sont rendu compte l'an passé. Mais tandis que les Français, les Allemands, les Italiens, les Polonais, les Hongrois hissaient le drapeau de la révolution, les Slaves se rangeaient comme un seul homme sous la bannière de la contre-révolution. En tête venaient les Slaves du Sud qui, depuis de longues années déjà, avaient défendu leurs propres convoitises contre-révolutionnaires contre les Magyars; puis les Tchèques et, derrière eux, armés pour la guerre et prêts à apparaître sur le terrain de bataille au moment

décisif, les Russes».

Et le journal concluait ces articles éloquentes par les phrases suivantes:

«Nous savons maintenant où se regroupent les ennemis de la révolution: en Russie et dans les pays slaves de l'Autriche; et nulle phrase, nulle promesse d'un vague avenir démocratique de ces pays ne nous empêchera de traiter nos ennemis en ennemis». Et, citant un texte de Bakounine, l'article continuait: «Et quand Bakounine s'écrie: **«En vérité, le Slave ne doit pas perdre, il doit gagner! En vérité, il doit vivre! Et**

nous vivrons. Tant que l'on nous conteste la plus petite partie de nos droits, tant qu'on obligera un seul membre de notre corps collectif à rester détaché ou arraché, nous lutterons à mort, impitoyablement jusqu'à ce que la communauté slave se dresse enfin grande, libre et indépendante dans le monde», quand le panslavisme révolutionnaire prend ces paroles au sérieux et qu'il écarte entièrement la révolution dès qu'il s'agit de la chimérique nationalité slave, nous aussi savons ce qu'il nous reste à faire». Et la *N.R.Z.*, c'est-à-dire Marx, concluait: «Ce sera alors la lutte à mort, impitoyable, contre les Slaves traîtres à la révolution; la guerre d'extermination et le terrorisme sans merci – non dans l'intérêt de l'Allemagne mais pour la Révolution!» (5).

Et ici Mehring ajoute: ce sont ces phrases qui ont fait proférer à un professeur allemand le mensonge formidable selon lequel Marx demandait l'anéantissement des peuples russe, tchèque et croate.

Plus loin nous verrons encore quel était le jugement de Marx sur le panslavisme et comment le même reproche se reproduisit bien plus tard lors du heurt de 1872 avec Bakounine et comment Marx voyait favorablement une guerre future des Allemands contre les Slaves (thèse tant exploitée en 1914!). Mais nous voulons noter ici une phrase avec laquelle Mehring résume justement les positions, que nous appellerions de politique étrangère, de la *N.R.Z.* et de Marx en 1848, après avoir rappelé qu'elle était dictée non par la cause d'une patrie quelconque, mais uniquement par la cause de la révolution:

«La *N.R.Z.* savait que la révolution européenne ne va pas de l'Orient vers l'Occident, mais de l'Occident vers l'Orient».

Et nous, 106 ans plus tard, qu'est-ce que nous savons?

12. LA QUESTION D'ORIENT

Pendant les années 1853, 1854 et 1855, Karl Marx, réfugié à Londres après la défaite de la révolution allemande et européenne, envoi au journal américain *New York Tribune* une série de lettres-articles qui ont pour thème la question prédominante de la politique européenne de l'époque: la question d'Orient (6).

Il ne s'agissait pas de textes de

parti ni de collaboration à la presse du parti, et encore moins d'une œuvre théorique sur les principes mêmes du parti, alors réduit à quelques rares éléments dispersés de la **Ligue des Communistes** qui avait été active dans les années de lutte 1848-49. Le journal était un journal d'information de tendance idéologique démocratique radicale. Mais ceux qui

ont vu dans ces articles un banal travail **journalistique** – que Marx, toujours en butte avec les siens à une misère noire, aurait effectué uniquement pour des raisons, comme on dit, alimentaires, se trompent.

Il faut rendre justice au socialiste de droite Claudio Treves, alors directeur de l'*Avanti!* et responsable de l'édition italienne des oeuvres de Marx, quand avec sa sensibilité doctrinale – beaucoup plus vive en dépit de son réformisme déclaré, que celle des prétendus extrémistes d'aujourd'hui – il signalait aux lecteurs le profond contenu dialectique et socialiste de cette œuvre.

Il est compréhensible qu'étant donné la sphère des lecteurs du journal, il arrivait parfois au correspondant européen de ne pas s'en tenir aux formules strictes de notre critique théorique spécifique; mais l'efficacité puissante avec laquelle les faits sont exposés et reliés les uns aux autres, comme la ligne continue qui court d'un bout à l'autre de ces tex-

tes, valent, pour qui ne les lit pas comme on cherche distraitemment la dernière nouvelle du jour, autant que la démonstration la plus explicite de la méthode matérialiste orthodoxe.

Toute cette série d'écrits, qui ne sont assurément pas ceux d'un témoin indifférent ou impartial, ont au centre ou comme épine dorsale, une seule revendication, la revendication anti-russe: la Russie historique doit être repoussée, affaiblie et battue. Une rengaine journalistique quelconque? Non un *leitmotiv* ouvertement révolutionnaire. Dans la région où se pose la question du Proche Orient, trois monstrueux pouvoirs médiévaux se font face: l'Autriche, la Turquie, la Russie. C'est uniquement sur ce dernier, dirait-on, que se fixent les yeux de Marx et d'Engels. C'est ce que montre une première citation, tirée de la lettre du 12 avril 1853, qui décrit la force conquérante et impériale de l'État des tsars, et qui a pour titre dans l'édition *Avanti!*:

d'idées démocratiques et de la soif de liberté innée à l'homme. Depuis cette époque il n'y eut en fait que deux puissances sur le continent européen: la Russie et l'absolutisme d'une part, la révolution et la démocratie de l'autre. Pour le moment la Révolution semble écrasée, mais elle est vivante et plus redoutée que jamais.

Preuve en est la terreur éprouvée par la réaction à la nouvelle du dernier soulèvement de Milan. Mais une fois maîtresse de la Turquie, la Russie verra sa force augmentée de moitié et elle l'emportera sur tout le reste de l'Europe réunie. Pareil événement serait une catastrophe sans nom pour la cause révolutionnaire. Maintenir l'indépendance turque ou faire échec aux visées annexionnistes de la Russie au cas où l'Empire ottoman viendrait à se désagréger, voilà qui est de la plus extrême importance. Ici les intérêts de la démocratie révolutionnaire et ceux de l'Angleterre vont de pair. Ni l'une ni l'autre ne peuvent permettre au tsar de faire de Constantinople l'une de ses capitales, et si l'affaire est poussée au pire, nous verrons que l'une résistera aussi énergiquement que l'autre».

C'est nous qui avons mis les mots en gras pour souligner le concept central de l'antagonisme Russie-révolution, et pour signaler la puissance de la recherche sur le futur, le doigt sur les plaies de conflits vieux de plus d'un siècle comme par exemple Dantzig et Trieste, sur les rives du nord et du sud de cette Europe en convulsions.

13. LE VÉRITABLE POINT LITIGIEUX EN TURQUIE

«Mais est-il vraisemblable que cette puissance, devenue gigantesque et immense, s'en tiendra là dans sa course vers l'hégémonie mondiale? Quand bien même elle le voulait sa situation l'en empêchera l'en empêcherait. Par l'annexion de la Grèce, de la Turquie, elle s'assure d'excellents ports de mer, et les Grecs lui fourniront d'adroits marins pour sa flotte. La conquête de Constantinople la met à ceux pas de la Méditerranée; grâce à Durazzo et à la côte d'Albanie, d'Antivari à Arta, elle est au centre même de l'Adriatique, à portée de vue des îles ioniennes appartenant à l'Angleterre et à 36 heures de vapeur de Malte. Et comme elle ensermera l'Autriche de trois côtés, au nord, à l'est et au sud, elle comptera les Habsbourg parmi ses vassaux. Autre chose encore serait possible, voire probable; la frontière occidentale de l'empire, fortement incurvée, et sans lignes naturellement nettement accusées, aurait besoin d'une rectification; et l'on s'apercevrait que la frontière naturelle de la Russie va de Dantzig ou peut-être de Stettin à Trieste. Et aussi certainement qu'une conquête fait suite à une autre et qu'une annexion entraîne une autre, la conquête de la Turquie ne serait que le prélude de

l'annexion de la Hongrie, de la Prusse, de la Galicie, jusqu'à ce que soit réalisé cet empire slave, que certains philosophes panslavistes fanatiques rêvent déjà.

La Russie est assurément une nation conquérante, et elle le fut durant un siècle, jusqu'à ce que le grand mouvement de 1789 vint lui opposer un formidable antagoniste d'une énergie inépuisable. Nous voulons parler de la révolution européenne, de la force explosive

14. QUE VIENNE LA GUERRE !

Tous ces textes prévoient la guerre, applaudissent la guerre, invoquent la guerre. C'est la guerre pour Constantinople, qui se représente continuellement; la guerre entre la Russie et la Turquie pour les détroits qui commandent les communications entre la mer Noire et la Méditerranée, qui empêchent l'immense puissance militaire terrestre russe de devenir une puissance maritime et l'incandescent mode de production mercantile d'incendier la barrière entre les deux mondes. Mais la guerre que veut Marx exige l'assistance à la Turquie qui laissée à elle-même succomberait; les puissances qui doivent empêcher l'avancée de la Russie sont l'Angleterre et la France, gagnées à la

révolution bourgeoise.

Nous avons déjà dit que dans cette phase l'Angleterre est appelée à agir dans la mesure où ses intérêts coïncident avec ceux de la «démocratie révolutionnaire».

La série des lettres de Marx montre l'inconstance des deux grands partis bourgeois anglais, qui n'ont pas toujours été aussi décidés dans leur opposition au pouvoir du tsar. Ils hésiteront encore dans l'avenir alors que Marx n'hésitera jamais; lors de la guerre russo-turque suivante, il exultera à la nouvelle de la grande victoire de Plevna en 1877, tandis qu'il déplorera qu'au congrès de Berlin de 1878, les gouvernements occidentaux se soient inclinés devant les

Russie et révolution

volontés du tsar. Il faut noter, comme cela a été rappelé à propos des récentes «révélation» anti-russes de Churchill (qui en réalité n'ont rien révélé du tout), que traditionnellement les Anglais ont toujours vu de travers les avances faites à la Russie. La reine Victoria elle-même répondit en 1878 par une lettre à la faible politique du ministre lord Baconsfield: «*Si l'Angleterre doit baiser les pieds de la Russie, la reine ne veut pas participer à l'humiliation de son propre pays et renoncera plutôt à la couronne... La reine estime qu'elle ne peut continuer à régner sur un pays qui s'abaisse jusqu'à baiser les pieds de ces grands barbares...*». Tradition bourgeoise et mépris de la Russie vont de pair. La reine bourgeoise et le «*red terror doctor*» auraient donc quelque chose en commun? Il suffit de procéder sans bigoterie.

Nous voudrions encastrer ici un point historique fondamental. La première grande guerre impérialiste éclata comme Marx et Engels l'avaient prévu en 1870, **entre les Allemands et les races slaves et latines unies**. Et l'Angleterre se trouva aux côtés de la Russie encore tsariste. Mais deux ans auparavant, en 1912, la «même» guerre avait failli éclater sur la base de l'affrontement anglo-russe à cause des rivalités impérialistes dans le Proche et l'Extrême-Orient.

La lettre citée au début était d'avril 1853; ce n'est qu'en juillet que, sous le commandement du général Paskevitch, l'armée russe devait se déverser sur la basse vallée du Danube et qu'en Mer Noire, l'escadre turque était détruite par les Russes. Londres et Paris rompaient leurs relations diplomatiques avec Saint-Petersbourg, l'Autriche elle-même envoyait des troupes dans les Balkans: mais c'est seulement en février 1854 que le tsar proclamait la guerre sainte contre la France et l'Angleterre «ennemies de la chrétienté».

Dans une lettre du 23 mai 1854, intitulée «*Les événements dans la Baltique et dans la Mer Noire et le système des opérations anglo-françaises*». Marx trace les perspectives de la guerre: outre les opérations en Crimée déjà en cours et auxquelles participent des Turcs, des Anglais, des Français, avec des régiments piémontais envoyés par l'habile intriguant Benso di Cavour, il prévoit la possibilité d'une guerre générale en Europe, cette Europe grosse du foetus révolutionnaire mais qui, au

cours de notre attente séculaire, tarde toujours à accoucher, avortant misérablement à travers des cycles dramatiques

Malheur si, une nouvelle fois, dans la seconde moitié du siècle actuel, la Toujours Attendue ne savait pas sortir par le fer, le feu et le sang, terriblement vivante, de cet matrice, grosse encore une fois .

«*Résumons brièvement la situation militaire: l'Angleterre et la France surtout poussées "inévitavelmente, quoique à leur corps défendant", à engager la plus grande partie de leurs forces à l'Est et dans la Baltique, c'est-à-dire sur les deux ailes avancées d'une position militaire dont la France est le centre le plus rapproché. La Russie sacrifie ses côtes, sa flotte et une partie de ses troupes pour amener les puissances occidentales à s'engager à fond*

15. SÉBASTOPOL A L'ORDRE DU JOUR

Mais cette période était aussi stérile que l'actuelle; la guerre de Crimée finit en épisode local, comme aujourd'hui la guerre de Corée, sans incendier le monde: une bonne bagarre entre les cordes d'un petit **ring** à l'échelle géographique. Alors que les Russes perdaient des points en Crimée, ils en marquaient contre les Turcs sur le front du Caucase, où les flottes franco-anglaises ne pouvaient aller – les avions n'existaient pas encore! La honte de la capitulation de Sébastopol après un long siège, il y exactement cent ans, fut en partie vengée par la chute de la citadelle de Kars dans le Caucase le 24 novembre 1855; cela rendit possible, après un ultimatum présenté par l'intermédiaire de l'Autriche, la signature de la paix au congrès de Paris (30 mars 1856) qui stipula la fameuse interdiction aux navires de guerres de traverser les Dardanelles.

La lenteur de cette guerre exaspérait Marx qui n'en pouvait plus d'attendre la chute de Sébastopol, devenue par sa défense désespérée le symbole de la puissance militaire russe. Il écrit le 14 octobre 1854:

«*Enfin la possibilité semble d'offrir aux Français et aux Anglais de porter un coup sérieux à la puissance et à l'influence de la Russie, et tous, en Angleterre, nous suivons avec une recrudescence d'intérêt le mouvement contre Sébastopol. Naturellement les journaux anglais et français célèbrent à qui mieux*

*dans ce mouvement anti-stratégique. Dès que ceci sera fait, dès que le nombre suffisant de troupes françaises aura été expédié vers des pays lointains, l'Autriche et la Prusse se déclareront en faveur de la Russie et, avec des forces supérieures, marcheront sur Paris. Si ce plan réussit, Louis Napoléon ne pourra pas résister au choc. Mais il est une puissance qui peut se mettre en mouvement à tout événement arrivant à l'improviste et qui peut même mettre en mouvement Louis Bonaparte et ses lâches valets comme elle a déjà fait marcher plus d'un souverain. Cette puissance est capable de résister à toutes ces invasions; elle l'a déjà montré une fois à l'Europe unie. Et cette puissance, la **révolution**, soyez-en certains, ne fera pas défaut le jour où on aura besoin de son action».*

mieux cette entreprise, et, à les en croire, on n'aurait jamais rien vu de plus grandiose dans l'histoire militaire. Mais ces rodomontades ne sauraient en imposer à quiconque s'en réfère aux faits, se rappelle les retards incompréhensibles et les prétextes absurdes qui ont accompagné le début de l'expédition, ainsi que tout ce qui a précédé ou suivi. La fin de l'entreprise sera peut-être glorieuse; le début en tout cas, fut excessivement lamentable»

Marx était-il donc plus militariste que les généraux anglais et français? C'est ce que se demanderont ceux qui s'obstinent à confondre la position des communistes face à la guerre avec un lâche pacifisme. Aujourd'hui, tout le prolétariat mondial est abruti par une campagne bassement pacifiste; mais, en même temps, le centre russe de cette supercherie internationale ne cesse d'exalter des gloires militaires comme celles dont parle Marx. Mais attendez un peu! La question est simple: dans la période historique 1789-1871, le marxisme approuvait **certaines** guerres, parmi lesquelles la guerre de Crimée. Puis, dans la période 1914, il passe à une **désapprobation** et au sabotage de la guerre **dans les deux camps**. Mais même quand il les **approuvait** et les encourageait, il le **faisait pour un côté seulement!** L'approbation de la guerre **des deux côtés** en même temps ne trouvera jamais place

dans le marxisme; elle n'est admissible que pour le plus grossier nationalisme et chauvinisme bourgeois. Dans la guerre de Sébastopol on ne voyait la **gloire** – concept comestible pour le commun des lecteurs que du côté des assaillants et, boussole révolutionnaire à la main, c'était une grande et belle chose qu'ils écrasent les assiégés.

Eh bien, il y a quelques jours à peine, les radios ont annoncé qu'à l'occasion du centenaire du siège, le gouvernement actuel de la Russie – qui affiche ostentatoirement une idéologie marxiste – a conféré de façon solennelle une **très haute décoration** à la ville de Sébastopol pour célébrer sa **glorieuse résistance!**

Une telle engance pourrait au moins arrêter de vouloir déménager dans une nouvelle tombe les restes de Marx puisque les symboles sont toujours imbéciles pour Marx et qui le comprend; et ils le sont encore plus quand ils s'opposent entre eux,

16. EUROPE ET ASIE

La puissance russe est donc pour Marx un danger menaçant, et le mouvement panslaviste a pour lui la signification même de contre-révolution. Il n'y a pas la moindre ombre de préjugé national ou racial dans cette thèse historique indiscutable, liée à des champs précis de temps et d'espace. Le jugement positif de tout fait et de toute donnée concrète de force historique est fondamental pour les marxistes.

Nous allons voir maintenant comment Marx juge la décision du nouveau tsar Alexandre II dans ses propositions de saper dans ses fondements la puissance rivale de l'empire autrichien. Après Sébastopol, son prédécesseur Nicolas Premier mourut davantage de désespoir que de congestion pulmonaire et, le 2 mars 1855, Alexandre monta sur le trône (pour régner jusqu'au 13 mars 1881, jour où une bombe anonyme, pas atomique, le **désintégra** lui et son carrosse); après le succès de Kars il lança une phase de réformes à l'intérieur et d'expansion à l'extérieur, avec un retour en force dans les Balkans en tant que libérateur des chrétiens du joug musulman.

Mais dans le même temps c'est sous Alexandre II que la Russie se tourna de façon décidée vers l'Orient, en occupant les riches Khanats de l'Asie Centrale jusqu'aux

quand ils sont accrochés par la même main à la poitrine des voleurs comme à celle des volés, idéalisant bourreaux et victimes (7).

Les mêmes honneurs ont été d'ailleurs rendus à la garnison de Port-Arthur pour sa longue défense de 1905 contre les Japonais, à l'époque où Lénine, comme Marx pour Sébastopol, bouillait d'impatience que la défaite russe déchaîne la révolution – ce qui fut le cas – et où il faisait de cette reddition la manifestation de l'affaiblissement du tsarisme.

Il ne s'agit pas là seulement de gestes, mais de preuves définitives que la tâche historique du gouvernement russe actuel est celle d'une révolution bourgeoise dont l'un des traits fondamentaux est l'exaltation des «valeurs» nationales. Voir Hitler qui, en toute logique historique, élevait un monument à Arminius, ou de Gaulle (le tout dernier appelé à Moscou) qui se référerait au héros Vercingétorix.

frontières de la Perse et de l'Afghanistan, où de nouveaux facteurs d'opposition avec les intérêts impérialistes anglais commençaient à se dessiner (et cela sera d'autant plus vrai qu'on ira vers l'économie moderne du pétrole).

Marx se garde bien d'appliquer à ces différentes directions prises par la pression expansionniste de la Russie une même belle petite formule toute faite. Le passage que nous allons citer est particulièrement intéressant si nous le comparons avec la **situation d'aujourd'hui**. Lorsque nous qualifions le gouvernement actuel de Moscou de capitaliste, nous ne lui faisons pas injure, de même que nous ne lui contestons pas l'aspect révolutionnaire de ses tâches quand, par son énorme activité économique, commerciale, de construction de moyens de communication et l'apport de nouveaux types d'organisation humaine dans les immenses steppes endormies, il fait comme disait Mehring, aller la révolution **de l'Occident vers l'Orient**. Les proclamations idéologiques sont des phrases creuses et féroce ment contre-révolutionnaires en ce qui concerne l'Occident, mais, comme pour la tendance à l'expansion de la «puissance dilatée» du dix-neuvième siècle, cela dépend **des circonstances et non de sa propre volonté**. Il

est vain de vouloir changer ce fait en traînant devant les tribunaux des «bandits» politiques, ou en transformant certains personnages d'accusateurs en accusés, à la façon d'un Iagoda ou d'un Beria, sans parler d'autres qui ne sont pas morts à temps pour demeurer au tableau des gloires nationales:

«Le panslavisme comme théorie politique a eu son expression la plus lumineuse et la plus philosophique dans les écrits du comte Gourovski. Mais, tandis que ce publiciste distingué et cultivé, considérait la Russie comme le seul pivot naturel autour duquel les destinées de ce rameau prolifique et vigoureux de la famille humaine peuvent trouver un ample développement historique, il ne concevait pas le panslavisme comme une ligue contre l'Europe et la civilisation européenne. De son point de vue, le but légitime pour la force expansive des énergies slaves était l'Asie. Par rapport à la désolation stagnante de ce vieux continent, la Russie est une force civilisatrice; et son contact ne pourrait être que bénéfique. Cette généralisation puissante et imposante n'a cependant pas été acceptée par tous les esprits inférieurs qui ont adopté l'idée fondamentale de Gourovski. Le panslavisme a assumé une grande variété d'aspects; et maintenant, à la fin, on le trouve utilisé sous une forme nouvelle, et avec un grand effet apparent: comme menace de guerre. En tant que tel il donne certainement crédit à la hardiesse et à la décision du nouveau tsar. Nous nous proposons de montrer jusqu'à quel point cette menace a engendré la peur en Autriche» (7 mai 1855).

Notons aussi que ce passage (nous ne pouvons pas fournir de plus amples citations qui sont peut-être fatigantes quand elles sont lues pendant l'exposé, mais qui, dans le compte rendu écrit, ne manqueront pas d'attirer l'attention studieuse des camarades) qui s'attarde sur l'instabilité de l'Autriche, prévoit la dissolution de cette dernière, et cela à une époque où la force militaire de Vienne était encore intacte et même décisive en Europe, selon les calculs mêmes de Marx, en dépit du peu de sympathies qu'il nourrissait pour la prépondérance de la pression moscovite et son plan de direction suprême des minorités slaves et balkaniques. Ici encore la méthode suivie a

Russie et révolution

permis de faire des prévisions sûres sur les événements, mais surtout des

prévisions sur le sens des forces qui se manifestent à travers eux.

17. LE MEETING DE MARTIN'S HALL

Laissons le texte de 1853-56 et passons à une époque de dix années postérieure, celle de la fondation de la Première Internationale. Entretemps ont commencé les guerres clarificatrices et de systématisation nationale dont nous avons longuement exposé l'analyse marxiste lors de la réunion de Trieste. 1859: France et Italie contre Autriche qui reçoit un premier coup violent. 1866: Allemagne et Italie contre Autriche, et deuxième choc. 1870: Allemagne contre France, chute de Napoléon III. Tout au long de ces événements la Russie restera en dehors des conflits, mais en permanence prête à intervenir, ses armées massées aux frontières. Marx la considérera toujours comme une réserve de la réaction, bien que s'ouvre la voie vers l'indépendance nationale et la formation d'un État unitaire en Allemagne et en Italie.

En 1864 seule avait déjà eu lieu la première de ce «groupe historique» de guerres qui mettent en place les conditions du passage d'une période de stratégie révolutionnaire à la suivante. Mais il y avait eu une deuxième guerre-insurrection, qui avait rompu la grisaille sinistre de la phase contre-révolutionnaire, celle de Pologne, avec une issue différente de celle des guerres-insurrections italiennes: la Pologne, avec ses instances nationales et démocratique, avait été écrasée par la puissance russe.

En nous appuyant sur la correspondance de Marx et Engels ainsi que sur d'autres sources, nous avons alors longuement illustré l'ardent engagement en faveur de l'insurrection polonaise non seulement dans les lettres et dans les écrits politiques, mais surtout dans l'activité «officielle» du parti, qui culmina dans le meeting de fondation de l'Internationale des travailleurs et dans la puissante **Adresse** que Marx reçut mandat de rédiger. Nous avons vu que dans tout ce matériel l'exécration pour la Russie ne connaît pas de cesse et que le document de principe finit sur la figure du «monstre». La manifestation avait été organisée en solidarité avec les rebelles polonais; grâce à Marx, le thème de la lutte prolétarienne anticapitaliste et la fière critique du régime économique et po-

litique moderne des puissances démocratiques occidentales avaient été mis au premier plan. Voici la fin bien connue de l'Adresse du meeting du 28 septembre 1864:

«L'approbation impudente, la sympathie hypocrite ou l'indifférence étroite avec lesquelles les classes dominantes d'Europe ont vu la forteresse du Caucase devenir la proie de la Russie et la Pologne héroïque être assassinée par cette même Russie; les attaques non repoussées de cette puissance barbare, dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont les mains sont dans tous les cabinets européens, ont enseigné aux classes ouvrières que c'est leur devoir de s'emparer elles-mêmes des mystères de la politique internationale, de surveiller les actes diplomatiques de leurs gouvernements respectifs, de s'opposer à eux si c'est nécessaire avec tous les moyens en leur pouvoir et que, au cas où elles seraient incapables de les prévenir, c'est leur devoir de s'unir pour dénoncer publiquement cette activité et revendiquer les simples lois de la morale et du droit qui doivent régler les rapports entre les personnes privées comme lois suprêmes dans les rapports entre les nations.

La lutte pour une telle politique étrangère constitue une partie de la lutte générale pour l'émancipation des classes travailleuses.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!».

Comme nous l'avons déjà rappelé plusieurs fois, ce texte dut subir lui aussi l'emploi d'une terminologie qui n'était pas entièrement satisfaisante pour le rédacteur; à ce meeting il y

avait non seulement des ouvriers mais aussi des intellectuels «révolutionnaires» de différentes nationalités, et il n'était pas facile d'enlever de telles têtes des idéologies plus ou moins humanitaires et romantiques. Mais sous la forme il reste la substance historique: l'appui à la Pologne n'est pas pour Marx un expédient pour éviter de rompre immédiatement avec ces forces, mais une véritable urgence de la tâche du prolétariat, les armes à la main. Nous avons montré que c'est là la clé de toute la méthode: mépris total pour les pleurnicheries des divers radicaux **fanatiques** de paix et de liberté, respect pour les insurgés en lutte avec la police et l'armée oppressive, indépendamment de leur confession et de leur étiquette politique, et lien étroit avec eux.

Marx pouvait donc écrire à Engels le 4 novembre 1864 ces phrases significatives: «J'ai été obligé d'inclure des passages sur le devoir et le droit, ainsi que sur la vérité, la **morale** et la **justice**, qui cependant sont placés de façon à ne pas pouvoir ruiner l'ensemble... Les mêmes personnes tiendront, ces jours-ci, des meetings avec Bright et Cobden pour le droit de vote [lisez: cette connerie]. Il faudra du temps pour que le réveil du mouvement prolétarien autorise les audaces de langage d'antan. (...) Ce qu'il faut, c'est être **fortiter in re, suaviter in modo**», ferme sur le fond, souple dans la forme.

Combien sont nombreux aujourd'hui les crétins très fermes en paroles mais honteusement souples dans la réalité!

En suivant notre fil, ce qui nous intéressait ici c'était de montrer qu'en 1864 comme en 1854, les canons étaient toujours pointés vers la «puissance barbare» de Saint-Petersbourg.

18. BAKOUNINE, LE TSAR, LE PANSLAVISME

Nous pouvons avancer d'une autre décennie et arriver en 1873, après que le cycle des «guerres révolutionnaires» soit définitivement clos; nous allons constater que la dénonciation de la moindre faiblesse envers la Russie est encore pour le marxisme la meilleure boussole pour trouver le nord révolutionnaire.

Il s'agit de la longue publication polémique qui suivit les scissions entre marxistes et bakouninistes dans la crise historique de la Première Inter-

nationale qui, elle-même, suivit le renversement terrible de la Commune de Paris, au début de la nouvelle période de contre-révolution.

Comme en 1848, Marx lance de violentes attaques contre Bakounine, les plus graves étant celles qui se réfèrent à son action politique en Russie dans ses rapports avec le tsar réformateur Alexandre qui, en 1861, avait aboli la servitude de la glèbe. Alors que d'autres révolutionnaires dénonçaient le contenu réactionnaire

de la réforme, Bakounine est accusé d'avoir, dans ses Manifestes et brochures de 1862, approuvé le tsar ou au moins déclaré qu'Alexandre pourrait prendre la tête d'une nouvelle Russie populaire s'il faisait une politique «anti-allemande» et conduisait la guerre contre l'Autriche et l'Allemagne; il est aussi accusé d'avoir envisagé la perspective d'un accord entre le tsar et le peuple paysan qui aurait évité la révolution invoquée dès cette époque par le mouvement populiste. Marx, qui, comme nous le savons, était des plus caustiques, sans se laisser arrêter par l'objection facile qu'il avait travaillé avec Bakounine quand celui-ci «jouait à l'internationaliste après 1868», en vient à commenter ces textes avec les dures paroles suivantes: «En 1862, il y a donc 11 ans, à l'âge de 51 ans, Bakounine, le grand anarchiste bien connu, professait le culte de l'État et le patriotisme panslaviste».

Ce n'est pas ici le moment de raviver les longues polémiques sur la justesse de telles accusations; l'important est de relever comment le pôle négatif révolutionnaire, au cours de longues phases, continue à être individualisé dans l'État dynastique de Saint-Petersbourg. Et comme nous avons dans ces pamphlets enflammés un premier texte de Marx sur la situation sociale de ce pays, il convient de l'extraire:

«Le 3 mars 1861, Alexandre II avait sous les applaudissements de joie de toute l'Europe libérale, proclamé l'abolition du servage. Les efforts de Tchernychevski et du parti révolutionnaire pour faire adopter le maintien de la possession commune du sol avaient réussi mais d'une façon si peu satisfaisante que Tchernychevski, dès avant la proclamation de l'abolition du servage, déclarait tristement: « Si j'avais su que la question soulevée par moi allait trouver une telle solution, j'aurais préféré subir une défaite plutôt qu'une telle victoire. J'aurais préféré qu'ils agissent selon leur premier projet sans prendre en considération, d'une quelconque façon, nos revendications ».

En fait l'acte d'émancipation ne fut qu'un tour de passe-passe. On enlevait en grande partie la terre à ses véritables possesseurs et l'on proclamait le système du rachat du sol de la part des paysans. Tchernycheski et son parti trou-

vaient dans cet acte de tromperie tsariste un nouvel argument irréfutable contre les réformes impériales. Le libéralisme, combattant sous la bannière de Herzen, beuglait à tue-tête: «Tu as vaincu Galiléen!». Et le Galiléen, dans leur bouche, c'était Alexandre II. Ce parti libéral, dont l'organe principal était le Kolokol de Herzen, ne sut à partir de ce moment-là, que chanter des louanges du tsar, le libérateur et, pour détourner l'attention publique des protestations et des réclamations que soulevaient cet acte impopulaire, demanda au tsar de continuer son œuvre émancipatrice et de commencer une croisade pour la libération des peuples slaves opprimés, afin de réaliser le panslavisme».

En d'autres termes, Marx assimilait la position de Bakounine à celle des libéraux russes pour qui la réforme agraire avait suffi, sans même la promulgation d'un régime constitutionnel, pour qu'ils acceptent la perspective d'une Russie gardant le Tsar

à sa tête et allant dans la voie d'une politique bourgeoise libérale. Avec une condition aussi vague, ils auraient pu admettre que les baïonnettes russes n'étaient plus la principale réserve de la contre-révolution en Europe, mais une force de la civilisation libérale, pourvu qu'elles soient tournées contre les empires allemands. Marx a toujours détesté de telles opinions même s'il appelait de ses vœux la destruction de ces deux empires; et même après les guerres du milieu du XIXe siècle il conserva sa ligne directrice: là où se trouve la puissance russe, là est l'ennemi numéro un de la révolution.

L'opinion opposée, celle d'une mission civilisatrice des armées russes en Europe, qui est orientée dans une direction diamétralement opposée à la grande ligne historique du marxisme, montrera en 1914 qu'elle était bien appropriée aux libéraux bourgeois, aux socialistes révisionnistes du marxisme (révisionnisme ou volontariste) et à un certain nombre d'anarchistes.

19. LA RUSSIE DE L'INTÉRIEUR

Ce n'est que vers 1875 que Marx et Engels avec lui nous donnent dans des textes publics des études sur la question russe, non plus sous l'aspect que nous avons exposé jusqu'ici, celui du jeu des guerres-révolutions de formation de l'Europe démocratico-capitaliste, mais sous celui du jeu des forces sociales à l'intérieur de cet immense et mystérieux pays.

Jusqu'à-là, nous avons vu que monarchie, État, armée russe étaient traités comme une force opérant de façon unitaire, ce qui n'autorisait cependant pas à déformer les positions de Marx en lui attribuant stupidement une haine contre le peuple slave. Continuant toujours l'étude de l'analyse de la Russie dans les textes marxistes classiques, avançons maintenant en passant à l'examen de l'analyse des forces internes, après que nous ayons relevé les jugements tranchants sur l'action à l'extérieur.

Nous en avons rencontré une première ébauche dans la dernière citation contre Bakounine, où se trouve une prise de position contre le libéralisme bourgeois russe (à base plus intellectuelle que sociale) et en faveur du mouvement révolutionnaire et terroriste de la plèbe paysanne, si insuffisant qu'il soit par rapport

aux luttes du prolétariat salarié moderne. Comme nous le verrons dans l'étude d'Engels sur **La question sociale en Russie**, la question du mouvement social en Russie acquit bien vite une importance primordiale, non seulement parce que le mode de production capitaliste commençait à pénétrer de façon impérieuse à l'intérieur de ses frontières, mais aussi pour définir exactement selon notre doctrine la lutte à la campagne, ce qui était rendu particulièrement complexe en raison de la présence de classes et d'institutions dont on ne pouvait ramener le schéma à celui de l'agriculture féodale de l'Europe des siècles précédents. Il existait aussi en effet des formes plus anciennes que la forme féodale, qui présentaient les caractères d'un communisme primitif; et la question se posait de savoir comment elles évolueraient et comment cette évolution pouvait se relier au résultat révolutionnaire constitué par l'écroulement du tsarisme, d'une importance formidable y compris du point de vue international.

Nous avons dit que cette question était restée en dehors du cadre du **Manifeste** de 1848. Mais elle était déjà urgente quand notre texte fondamental fut traduit en russe par Vera

Zassoulitch. Un point de repère important, qui ouvre la voie à la deuxième partie de notre recherche sur l'analyse marxiste classique de la question russe, est constitué par la préface de Marx et d'Engels à cette traduction; elle est datée du 21 janvier 1882, une époque où la lutte interne était en plein développement, où la terreur révolutionnaire avait répondu à la terreur autocratique, et où l'élaboration doctrinale des problèmes historiques avait puissamment commencé.

Le passage décisif qui encadre la grande question est celui qui va suivre. Ce fut la dernière préface signée par Marx; par la suite c'est Engels qui traita directement la chose en republiant en 1894 (dernier texte sur le sujet pour lui aussi) une de ses notes de 1875, en s'appuyant sur une lettre historique de Marx de 1877, textes que nous devons citer et commenter longuement. Dans tout l'exposé les questions sociales de premier plan sont examinées, mais un **leitmotiv** revient jusqu'à la fin: la révolution ne peut pas triompher en Europe si la puissance russe ne tombe pas.

«*Passons à la Russie. A l'époque de la révolution de 1848-49, non seulement les monarques, mais les bourgeois européens eux-mêmes, voyaient dans l'intervention russe leur salut face au prolétariat qui commençait à prendre conscience de ses propres forces. Ils proclamaient le tsar chef de la réaction européenne. Aujourd'hui, celui-ci s'enferme dans sa Gatchina, prisonnier de guerre de la révolution, et la Russie s'est mise à*

l'avant-garde du mouvement révolutionnaire en Europe.

*La tâche du Manifeste Communiste était de proclamer l'écrasement imminent et inévitable de la propriété **bourgeoise** actuelle. Mais, en Russie, à côté de l'organisation capitaliste qui se développe fébrilement, et à côté de la **propriété bourgeoise de la terre** qui est seulement aujourd'hui en train de se former, nous trouvons plus de la moitié du sol qui est **propriété commune** des paysans.*

*Le problème se pose: la communauté rurale russe, cette forme déjà **en grande partie dissoute** de la propriété commune originelle, pourra-t-elle assurer le passage immédiat à une **forme communiste supérieure** de la propriété de la terre, ou devra-t-elle d'abord traverser le même processus de dissolution que nous présente l'évolution historique en Occident?*

*La seule réponse aujourd'hui possible est: si la **révolution russe** donne le signal d'une **révolution des travailleurs en Occident**, de telle sorte que toutes deux se complètent l'une l'autre, alors la propriété commune russe actuelle pourra servir de point de départ à une évolution communiste».*

Avant de passer du premier aspect du grand thème historique, celui de l'antagonisme entre **Russie autocratique** et **Europe démocratique**, au second, celui du rapport entre révolution russe et révolution prolétarienne européenne, et entre question agraire russe et cycle du capitalisme en Russie, il nous faut cependant faire une digression.

formes particulièrement flasques, sans contour net ni solidité, et les coups qui lui sont portés s'y enfoncent sans le blesser; ce facteur ne contribue pas peu à la situation d'égaré complet de l'action de la classe ouvrière, que l'on rencontre partout.

Il y a urgence à empêcher que de bons et utiles éléments tombent dans des positions rigides, dans des dualismes sans vie dont nous avons fait la critique dans l'introduction au rapport de Trieste, quand nous avons expliqué comment un tel simplisme systématique avait été largement utilisé pour diffamer la position nette prise par la gauche communiste italienne et internationale dès l'immédiat premier après-guerre; alors qu'il est très important de montrer que cette attitude critique et d'opposition résolue a trouvé des confirmations incontestables, non dans la popularité, mais dans les événements historiques eux-mêmes.

Nous croyons donc qu'il est utile de mettre en évidence la façon dont le matériel concernant le problème grandiose de la «double révolution», c'est-à-dire le problème de la greffe du mouvement prolétarien sur la révolution démocratique (et nationale) bourgeoise, peut être ordonné (en admettant qu'un ordre précis puisse convenir à une telle engeance plutôt qu'un brouillard épais où tout contour net disparaît) par ceux qui veulent valider la défiance et le défaitisme de classe et qui prétendent que la révolution purement ouvrière a **raté tous les autobus** de l'histoire: cette révolution n'aura jamais lieu, elle n'était qu'un simple mirage de l'époque romantique qui vit se soulever la classe héroïque par antonomase: **la bourgeoisie** à laquelle, dans le **Manifeste**, nous avons érigé un monument, en nous illusionnant de pouvoir lui préparer un tombeau autrement plus grandiose, nous ses **croque-morts** qui avons fait faillite.

Notre «avocat du diable» (c'est ainsi qu'appelle, dans le langage commun, le prélat qui, dans les procès de béatification, est chargé de défendre la thèse contraire à une décision qui paraît certaine, de réfuter les faits, les miracles aptes à prouver la sainteté du sujet) a donc la parole. Serions-nous partisans de la liberté de parole? Oui, mais quand le contradictoire est une ordure c'est nous qui lui dictons ce qu'il a à dire.

L'histoire ne connaît pas d'exem-

20. PLAN D'UNE CONTRE-THÈSE DÉFAITISTE

Nous savons que la question de la solidarité, **dans le champ historique en question**, entre classe ouvrière moderne et guerre de systématisation nationale et libérale et, de plus, le lien et l'analogie avec le rapport éminemment actuel entre révolution anticapitaliste et mouvements des peuples de couleur, tant contre leurs régimes internes que contre l'impérialisme étranger, ne laissent pas de préoccuper de nombreux camarades.

Il n'est en effet pas facile de bien systématiser la très grande différence entre la position marxiste sur cette question et les si nombreuses déviations de l'opportunisme régnant qui, dans ses différentes manifestations,

ne laisse aucune place à l'alignement de classe ouvert du prolétariat face au capitalisme pleinement développé, à l'indépendance intégrale de la théorie du parti, de son organisation, de ses instances historiques et politiques dans le mouvement, que notre courant a toujours vaillamment défendue dans le combat réel.

Pour clarifier des positions de cette nature nous avons recouru de nombreuses fois à la méthode qui consiste à définir nous-mêmes les contre-thèses avec lesquelles on nous combat et qui sont au fond toujours les mêmes depuis que le marxisme s'est formé et s'est imposé. Aujourd'hui l'adversaire a pris des

ple d'une révolution de la classe ouvrière qui n'ait pas **pris son élan** ni trouvé son appui dans une révolution bourgeoise, c'est-à-dire une révolution déchaînée pour des revendications bourgeoises: indépendance nationale, liberté politique, égalité juridique des citoyens. Ainsi commence-t-il, et il poursuit:

La civilisation du monde moderne apparaît avec la venue au pouvoir de la bourgeoisie; c'est ce qui arrive de manière générale *avec le procès dit «Révolution»*, c'est-à-dire avec la guerre civile, le renversement violent d'un régime, l'insurrection armée, la terreur contre le régime abattu, la dictature révolutionnaire.

Seule la nécessité de réaliser les instances qui rendent possible la civilisation libérale moderne a la force de mettre en mouvement les masses pour la bataille sociale armée. Aucun événement historique de ce genre, **dû à l'initiative des seuls travailleurs salariés** et suscité par l'opposition entre leurs intérêts et ceux des entrepreneurs, ne se produira plus, une fois que toutes les revendications de la révolution libérale ont été conquises et que la période de lutte convulsive profonde est passée; l'opposi-

tion d'intérêts lequel s'exprimera sous d'autres formes et se réglera par d'autres voies (voir dans des études syndicales et économiques étasuniennes les plus modernes les échos de ces exceptions complètement dépassées).

La bourgeoisie et la force de ses propres instances peuvent **mobiliser** les classes moyennes, intellectuelles, les artisans, les paysans, les employés, etc.; le prolétariat des entreprises, révolutionnaire, certes, mais comme **classe mobilisable** et non **mobilisatrice**, ne peut pas en faire autant contre la bourgeoisie. Ainsi poursuit celui auquel nous pourrions donner cent noms.

Une fois la civilisation capitaliste moderne instituée partout, même avec d'autres cycles de guerres locales ou générales, et une fois épuisés les mouvements prolétariens que ces étapes auront suscités, **toutes les occasions historiques** d'un pouvoir autonome du prolétariat, d'une société économique non basée sur la propriété, l'entreprise et le marché, **seront passées**, et le cycle de cette grande illusion doctrinale, fille du dix-neuvième siècle, sera clos. Ainsi continue-t-il.

21. LES PREUVES DU DIABLE

Notre sceptique, cynique, icterique, adversaire se penche sur son dossier et il débite sa documentation.

Témoin Angleterre. Le prolétariat de ce pays n'a pas fait de révolution après la révolution bourgeoise au cours de laquelle il n'eut aucun rôle historique, et on ne le vit pas prêter la main à la décapitation du roi. Bien que ce soit à partir de ses conditions de vie qu'a été établie la théorie classique de l'inévitabilité de la révolution de classe, il n'a pas eu et il n'a pas de parti révolutionnaire. Quand en 1848 les marxistes célèbrent le mouvement chartiste, ils ne peuvent pas ne pas reconnaître qu'il s'agit d'une rébellion pour une révolution bourgeoise complète, conséquente, pour une «charte» plus bourgeoise.

Témoin France. Le prolétariat de ce pays s'est plusieurs fois battu avec une vigueur exceptionnelle. Mais il s'est toujours élancé à partir de la révolution bourgeoise et quand il a rompu avec la bourgeoisie et que celle-ci l'a battu, il est resté longtemps à terre, les reins brisés. 1793: Babeuf lutte pour une égalité exaspérée; il tombe héroïquement, mais

dans le vide: même du point de vue marxiste il avait tort. 1830: il se passe la même chose à peine les ouvriers de Paris osent prétendre vouloir autre chose que le remplacement de la monarchie réactionnaire par une monarchie bourgeoise. 1848-49: idem, avec la bourgeoisie aux mains ensanglantées jusqu'aux coudes quand les ouvriers veulent autre chose que la république bourgeoise. Ils assistent lâchement au coup d'État de Louis Napoléon; c'est lui, et non eux, qui mobilise la plèbe. 1871: ils s'insurgent pour sauver l'honneur national, mais à peine leur avant-garde constitue-t-elle un gouvernement de dictature de classe qu'ils sont une nouvelle fois balayés; ils tombent en héros et ne relèvent plus la tête. La France n'aura pas de parti révolutionnaire, encore moins marxiste, puissant: en 1914, le prolétariat se soumettra aux exigences chauvinistes hyperbourgeoises.

Témoin Allemagne. La classe ouvrière naissante entra d'une certaine façon en scène en 1848-49 aux côtés de la bourgeoisie dont elle ne partagea pas une victoire glorieuse mais

une vaine impuissance. Elle s'organisa ensuite de façon imposante avec pour résultat de transformer l'Allemagne en un pays capitaliste, sans jamais se soulever pour des objectifs propres qui aillent au-delà du suffrage universel ou de la chute des lois d'exception. En 1914 le socialisme allemand fut le frère ennemi du socialisme français. Après la défaite Berlin tenta, avec Karl et Rosa, sa Commune et le résultat fut le même: héroïsme, écrasement par la république social-démocrate. Le prolétariat était absent quand Hitler vint, il était absent lors de sa chute, tout au plus est-il au service de bourgeoisies ennemies.

Témoin Italie. Condamnation par contumace pour cause de péchés trop nombreux consistant à singer le *Risorgimento* bourgeois dans lesquels il est tombé de la façon la plus crasse (malgré son comportement gêné dans le premier après-guerre) avec la libération **partisane**. La cause est entendue.

Témoin Amérique. Capitalisme à cent pour cent, révolution et parti révolutionnaire à zéro à toutes les époques. Et en fait il n'y a pas eu de révolution bourgeoise et antiféodale pour échauffer le sang des travailleurs, ce que ne put faire non plus la guerre civile de 1866 au cours de laquelle, au fond, deux moitiés de bourgeoisie s'entre-déchirèrent.

Témoin Russie (mouvements divers dans la salle, cris de récusation, de faux témoignage). Ce prolétariat devait enfourcher le plus puissant destrier de révolution anti-médiévale qui n'avait jamais été entraîné durant des siècles d'histoire. La bourgeoisie qui «devait se mettre en selle» n'était qu'une cavalière d'opérette. Ce fut alors la classe ouvrière, qui s'y était préparée durant de longues attentes, qui fit la grande et terrible chevauchée, passant obligatoirement par des guerres révolutionnaires et des exécutions de monarques, par la dictature et la terreur, avec les Marat et les Robespierre. Le mythe avait dit qu'ensuite le destrier de la révolution, lançant des flammes par les naseaux, aurait dû sauter par-dessus le terrible obstacle, et dans un élan magnifique suscité par l'histoire, commencer la révolution ouvrière; mais à son bond **tout l'Occident prolétarien devait se lever pour charger à mort le capitalisme**. Et aujourd'hui ce dernier est toujours debout. Il ne vous reste que deux conclusions, nous crie le diabolique contradictoire

Russie et révolution

que nous avons invoqué:

Premièrement: la révolution de Marx a vaincu en Russie par la seule voie admise par l'histoire; reconnaissiez en elle votre économie, votre société, la fille de la véritable, de la Sainte Révolution.

Deuxièmement: la seconde des deux révolutions gît à terre. Le saint n'est pas saint. La Russie est pleinement capitaliste: elle n'aura plus besoin de révolutions bourgeoises. Conformément à la conclusion de l'histoire, une révolution n'y éclatera plus jamais. Le procureur fourchu

22. CONSIGNE D'ENGELS SUR LES CHOSES RUSSES

Vous avez écouté en la personne de l'*advocatus diaboli* un prince du tribunal historique. Il serait vain d'espérer lui répondre par un énoncé rigide et mystique des canons de la foi. Couper le cordon ombilical qui relie la révolution prolétarienne à la révolution bourgeoise, pour que la première vive par elle-même, n'est pas une opération qui s'accomplit dans la «conscience» du militant de parti: c'est l'histoire qui l'accomplit; et il dépend des lieux et des temps que la mère, au lieu de mourir et de laisser vivre sa fille, réussisse à faire comme Saturne: manger ses propres enfants pour ne pas leur laisser la place. Saturne fut d'ailleurs couillonné par sa femme Rhéa qui lui fit avaler de gros cailloux nappés de sauce tomate...

Notre adversaire, à qui nous avons concédé une clarté à laquelle il ne pouvait arriver par ses seules forces, et à laquelle il ne veut jamais arriver, veut refaire le coup de Saturne, couper en temps opportun le cordon et faire le nœud à sa façon en chantant le *miserere* sur le cadavre exsangue de l'embryon de révolution communiste. Nous lui répondrons comme il se doit; un jour nous ferons le nœud à notre façon, mais la solution ne consistera pas à couper n'importe où, n'importe comment et à n'importe quel moment, à l'aveuglette. L'aire russe est un cas désormais crucial de ce dur conflit. Nous, qui ne prétendons pas travailler avec un matériel original, ni construire de la base au sommet un traité de bibliothèque, mais qui faisons œuvre de parti en livrant bataille dans toutes les directions, nous avons commencé la confrontation en remettant en ordre tout ce que contient l'arsenal du parti dans la phase Marx-Engels; dans l'utilisation de ce matériel, nous som-

me terminé. Le public murmure que notre cause est perdue.

Eh bien! pas du tout: **à l'issue de notre reconstruction historique**, nous rejeterons la première conclusion, parce qu'en Russie il n'y a **ni pouvoir prolétarien ni socialisme**. Mais nous rejeterons également la deuxième. Le marxisme n'étant pas une régurgitation quarante-huitarde, mais une énergie révolutionnaire propre, la mort du capitalisme bourgeois sera, là-bas comme partout, une **mort violente**, révolutionnaire, par le fer et par le feu.

mes arrivés à la réserve finale de munitions puissantes et bien conservées: le texte de Friedrich Engels «La question sociale en Russie».

C'est un texte qui date de 1875; il fut préparé en commun et en total accord avec Marx, comme le démontre une lettre célèbre rédigée peu après par ce dernier en réponse à des demandes russes. Engels le republia en 1894, et il éprouva le besoin d'y ajouter un appendice de la plus grande importance. Les réponses du marxisme aux questions sur le futur se présentent toujours sous forme d'**alternative**. Elles contiennent un **si**. **Si** vous, chiens de bourgeois, allez en enfer, ce sera par le truchement de la dictature et de la terreur, et non pas de la légalité et de la paix. Les certitudes sont des certitudes négatives: si le prolétariat est assez couillon pour vouloir construire le socialisme par voie pacifique et constitutionnelle, alors il se fera avoir. Et cela est vrai pour tous les exemples y compris pour celui-ci qui est pour nous fameux: la Russie abrégera son chemin vers le communisme **si** la révolution prolétarienne se produit en Europe.

Cela veut-il dire que nous ne croyons pas avec une foi inébranlable dans le caractère **certain** de la révolution prolétarienne? Toujours la même façon de poser la question! Dans cent passages nous affirmons qu'elle est certaine, sur la base d'une

hypothèse commune à l'adversaire: que le développement des forces productives dans les formes et dans l'enveloppe capitalistes continue, et alors elle éclatera. Mais toute prévision est conditionnelle. Tous les oracles antiques pouvaient se lire de deux façons, mais nous, nous ne prétendons jamais faire des oracles. La prophétie n'est pas pour les crétins. Et par crétin nous n'entendons pas celui qui a reçu peu de cervelle en héritage mais celui qui est prisonnier du déterminisme des intérêts de classe, y compris d'une classe dont il n'est **pas** membre. Dévoilons donc, ô Œdipe, cette nouvelle vérité cachée!

En 1875, une marche rapide de la Russie au socialisme était jugée possible sur la base d'une hypothèse historique précise: chute du despotisme tsariste et chute du capitalisme occidental, chutes non «déphasées», mais contemporaines.

Aux deux données traditionnelles: fonction contre-révolutionnaire de l'État autocratique russe en Europe que ce soit vis-à-vis des révolutions libérales que des révolutions socialistes, et imminence d'une révolution libérale contre le tsarisme, s'ajoutait un troisième thème qu'Engels se mit à étudier: possibilité de souder en Russie les survivances du communisme primitif à l'avènement du socialisme prolétarien moderne.

En 1875 la soudure apparaît encore possible, accompagnée de ce «**SI**» répété. En 1894 cette alternative positive opposée apparaît moins probable, en raison du développement du capitalisme en Russie (appelé même **enfer** capitaliste). Engels l'affirme.

Aujourd'hui, en 1954, cette possibilité a disparu parce que la «condition nécessaire» a disparu. L'État tsariste a été détruit et désintégré totalement. Les États capitalistes sont solidement au pouvoir dans tout l'Occident.

Si nous avons **abrégi**, ou complètement **sauté** la phase capitaliste, l'oracle marxiste aurait été clairement mis en défaut. Nous n'avons rien abrégé du tout. C'est l'Europe et non la Russie qui en est la faute.

23. UN MAL DE CHIEN

Dans sa préface de 1894, Frédéric Engels veut quasiment justifier la faiblesse de l'apport du marxisme classique aux questions russes:

«Le dernier article «La question sociale en Russie», publié égale-

ment en brochure en 1875, ne pouvait pas être publié sans un appendice plus ou moins ample. La question de l'avenir des **communes agricoles russes** préoccupe toujours plus les Russes qui se soucient de l'avenir

économique de leur pays. Parmi les socialistes russes, la lettre de Marx que j'ai citée a eu les interprétations les plus variées. Encore récemment des Russes vivant en Russie ou à l'étranger m'ont plusieurs fois demandé d'exprimer mon opinion à ce sujet. J'ai longtemps refusé parce que je sais trop bien à quel point mes notions sur les particularités de la situation économique de la Russie sont n'aura en aucun cas besoin d'être insuffisantes; comment puis-je achever le troisième livre du *Capital* et, en outre, étudier la littérature vraiment immense dans laquelle la vieille Russie, comme Marx aimait à le dire, dresse son inventaire avant sa mort? Or, maintenant la republication de «La question sociale en Russie» est ardemment désirée et cette circonstance m'oblige, pour compléter ce vieil article, d'accomplir des recherches pour tirer quelques conclusions de l'investigation historique comparée de la situation économique actuelle de la Russie. Elles ne sont pas **sans réserve**, favorables à un grand avenir de la commune russe, et réclament qu'on examine cela autrement parce que la dissolution de la société capitaliste qui s'approche en Occident mettra aussi la Russie dans la situation de pouvoir notablement **raccourcir** son passage **inévitabile** au capitalisme». Londres, 3 janvier 1894.

Le résultat que l'auteur annonce ici se trouve développé à fond dans l'appendice de 1894; pour le moment nous suivrons le texte dans la rédaction de 1875. Après avoir retiré de la brochure sa polémique d'alors avec le Russe Tkatchev, de tendance bakouniniste, Engels prend évidemment comme point de départ la première des thèses marxistes sur la fonction politique de la Russie en Europe. Qu'on nous permette de citer encore une fois: «Le développement des événements en Russie est de la plus grande importance pour la classe ouvrière allemande. L'empire russe tel qu'il existe constitue, comme les années 1848 et 1849 l'ont montré de façon évidente, le dernier rempart de la réaction dans l'Europe occidentale. Parce que l'Allemagne négligea de pousser à une insurrection en Pologne et de faire la **guerre** au tsar en 1848 (comme la *Neue Rheinische Zeitung* l'avait demandé depuis le début), ce même tsar put, en 1849, abattre la révolution hongroise qui était parvenue jus-

qu'aux portes de Vienne, s'ériger en juge suprême entre l'Autriche, la Prusse et les petits États allemands à Varsovie en 1850, et rétablir le vieux Bundestag (aujourd'hui c'est l'Amérique l'a rétabli! Notre théorie est que nous sortons d'un siècle qui n'a rien changé). Et il y a quelques jours, au début de mai 1875, le tsar russe a reçu à Berlin, exactement comme il y a vingt-cinq ans environ, l'hommage de ses vassaux et il a prouvé qu'il était toujours l'arbitre de l'Europe».

Le théorème décisif est alors rappelé: «**Aucune révolution ne vaincra définitivement en Europe occidentale tant qu'existera à côté d'elle l'État russe actuel. Mais son voisin le plus proche est l'Allemagne et c'est l'Allemagne qui subira le premier choc des armées de la réaction russe. La chute de l'État russe, la dissolution de l'empire russe, est une des premières conditions de la victoire du prolétariat allemand.**».

L'adverbe **définitivement** a été mis par Engels en pensant à la victoire temporaire de la Commune de Paris. Derrière la Troisième République, il y avait les Prussiens de Bismarck et derrière les Prussiens, les cosaques d'Alexandre. Une fois l'État russe tombé en 1917, la Commune de Berlin surgit à la fin de 1918; le bourreau d'alors, que nous connaissons mais qu'Engels ne pouvait pas connaître, est la traîtresse social-démocratie dégénérée. Aujourd'hui, le coupeur de jarrets est la vague de l'opportunisme stalinien. Le capital gouverne l'Europe, le prolétariat abattu est son esclave. Nous avons laissé refroidir le cadavre chaud du tsar exécuté.

Et voici encore d'autres paroles

24. TABLEAU SOCIAL DE LA RUSSIE

«En effet la masse du peuple russe, les paysans, a vécu de façon apathique depuis des siècles, de génération en génération, dans une sorte de marais sans histoire; et le seul changement qui interrompit cette vide existence consistait en des émeutes sans succès et en nouvelles oppressions de la part de la noblesse et du gouvernement.

Le gouvernement russe, en 1861, a mis lui-même fin à cette absence d'histoire par l'abolition du servage de la glèbe qu'il était impossible de différer plus longtemps, et la suppression de la corvée; une mesure qui fut appliquée avec tant d'astuce

formidables qui anticipent de 42 années: «*Mais cette ruine [de l'État russe] n'aura en aucun cas besoin d'être provoquée de l'extérieur, bien qu'une guerre extérieure puisse beaucoup l'accélérer. Au sein même de l'empire russe existent des facteurs qui travaillent vigoureusement à sa ruine.*».

Avec cette observation nous lançons drapeau déployé contre la thèse selon laquelle le matérialisme historique et la lutte de classe cessent d'être valides dès qu'on passe les frontières de la Moscovie. Engels passe en revue ces ennemis internes. Il commence avec les Polonais qui sont dans les affaires d'une révolution nationale et bourgeoise. Le lien entre révolte en Pologne et révolution en Europe, y compris révolution prolétarienne (thèse si chère à Marx) est affirmé de façon expressive. 1812: Napoléon trahit d'abord la Pologne en signant la paix avec le tsar battu, et il se consacre (ô génie!) aux dieux infernaux de la contre-révolution. 1830 et 1846: la monarchie «bourgeoise» de France en fait autant, et elle tombera en 1848. 1856 (paix après la Crimée) et 1863 (insurrection de Varsovie): le second Empire trahit lui aussi les Polonais, il s'écroulera à Sedan. 1875: l'auteur fustige les radicaux bourgeois français de l'époque qui instaurent alors, l'alliance historique avec la Russie pour la **revanche**; elle durera jusqu'en 1914 et elle demeure, notez le cas, un prurit implacable qui n'est pas encore calmé.

Mais il nous faut arriver au cœur du problème: les forces et les classes internes de Russie qui se dressent contre le pouvoir des tsars.

qu'elle conduisit non seulement la majorité des paysans mais aussi des nobles à une ruine certaine. Les conditions mêmes dans laquelle se trouve aujourd'hui le paysan russe l'entraînent dans le mouvement, un mouvement qui se trouve certainement tout à fait à son début, mais qui, étant donné l'aggravation des conditions de la masse agricole, est irrésistiblement propulsé au-delà. Le sourd mécontentement des paysans est désormais un fait dont aussi bien le gouvernement que tous les partis d'opposition doivent prendre en compte».

Arrive donc sur la scène un per-

sonnage dont par la suite il va beaucoup être question: le paysan russe. Il se présente comme la plus grande force d'opposition au tsarisme. Une fois de plus il y eut à ce sujet des tentatives pour exalter les différences entre les révolutions qui avaient eu lieu en Europe et celle qui devait avoir lieu en Russie. Pourtant en France comme ailleurs, la révolution antiféodale a vu la population des campagnes entrer en lutte pour s'affranchir de la servitude de la glèbe; mais les centres de cette révolution ont été les villes et les grandes capitales; la force motrice, le cerveau et le bras de cette révolution furent la bourgeoisie urbaine, le classique Tiers Etat: patrons de manufacture, bourgeois, marchands, boutiquiers et avec eux les fonctionnaires, intellectuels, étudiants, les professions libérales; derrière ces catégories mais bien vite en première ligne, viendront les travailleurs salariés des faubourgs où commencent à s'installer les grandes entreprises modernes.

Les objections dont on nous rebat les oreilles à propos de la Russie n'ont rien de nouveau; ce sont toujours celles de Tkatchev à Engels: chez nous *il n'y a pas de prolétariat urbain*, ... nous n'avons pas non

plus de **bourgeoisie**... Nos travailleurs sont des agriculteurs et en tant que tels ce ne sont pas des **prolétaires** mais des **propriétaires**... Ils devront lutter uniquement contre la **force politique**, l'Etat... :dans la mesure où chez nous, la **force du capital** est encore en germe...

Toutes ces considérations devaient conduire, comme ce fut le cas de nombreux écrivains politiques russes, à prétendre que le moment d'une lutte de classe prolétarienne n'était pas encore venu et que ce sont les paysans qui devaient faire la révolution constitutionnelle et libérale; celle-ci serait différente des révolutions d'Occident parce qu'elle partirait des campagnes et non des villes industrielles. Parce qu'en outre, comme cela a déjà été noté, il y a une grande absente: la classe «artisanale» des villes avec ses puissantes corporations, la classe qui en Italie, en Flandres, en France et en Allemagne disputa aux nobles le pouvoir et l'administration publique des communes et du domaine agraire qui en dépendait, la classe qui, libérée par la révolution des liens corporatifs, se divisa entre le secteur capitaliste et le secteur salarié, allant dans les deux cas de façon décidée vers les positions subversives de l'époque.

sien Haxthausen, et claironnée dans le monde entier comme quelque chose de tout à fait extraordinaire quoique Haxthausen aurait pu en trouver de nombreux vestiges dans sa patrie d'origine, la Westphalie et, qu'en tant que fonctionnaire d'État, il avait l'obligation de les connaître à fond. Par lui, Herzen, quoique propriétaire foncier russe (et un des premiers libéraux anti-tsaristes), apprit que ses paysans possédaient leur terre en commun et il en tira un motif pour représenter les paysans comme les porteurs véritables du socialisme, des communistes nés, face aux ouvriers de l'Occident européen pourri et décrépi dont le destin était d'assimiler le socialisme artificiellement et au prix de grands efforts».

Engels a bien raison de se moquer de ce socialisme de gagnant du loto. Mais nous voudrions noter encore une fois qu'ici nous ne sommes pas en présence de science pure mais de théorie militante de parti. Dans le vif de l'ardente polémique entre propriété privée et revendications collectivistes qui remplissait l'Europe dans ces décennies, sans abandonner, même un moment, le nouveau terrain anti-utopiste où Marx a placé la bataille pour le communisme, tout élément démontrant que la nature, la vérité éternelle ou l'impératif de la sagesse suprême ne résident pas dans la propriété privée, mais qu'il y a vie, histoire et réalité **sans** la figure méphitique du propriétaire de l'époque moderne, était un élément précieux et vital. L'idée mirobolante d'un saut par-dessus le cadavre du tsar et du capitalisme avorté, du **mir** du village au communisme international, ne vaut pas grand-chose du point de vue scientifique, mais a une valeur gigantesque du point de vue de la propagande: on n'a pas eu tort à toutes les époques de la lancer comme une fusée incendiaire; mais à condition de ne pas jeter aux orties toute notre doctrine de l'évolution historique, de contrôler sans illusions, comme nous l'enseigne entre autres Lénine dans chacune de ses paroles, cette course folle des paysans vers la révolution que l'histoire soulève par vagues.

Et chaque fois que nous aurons affirmé de façon réaliste qu'il est nécessaire de passer par le capitalisme et que dans certains cas il est donc utile d'y arriver le plus vite possible, il sera bon, il sera hygiénique, tonifiant et surtout prophylactique

25. RÉVOLUTION DE PAYSANS ?

Au contraire Tkatchev, et il n'est pas le premier, en traçant les grandes lignes de cette révolution des paysans, ne se limite pas à lui fixer les objectifs libéraux des révolutions bourgeoises occidentales; il lui donne un contenu social, socialiste.

«Il est clair que la situation des paysans russes après leur émancipation est devenue intolérable, insupportable à la longue» écrit Engels à un certain point, *«et que, ne serait-ce que pour ce seul motif, une révolution se prépare. La question est seulement celle-ci quel peut être, quel sera le résultat de cette révolution? Monsieur Tkatchev dit que ce sera une révolution sociale. Pure tautologie! Toute révolution véritable est une révolution sociale parce qu'elle porte au pouvoir une nouvelle classe sociale et lui permet de modeler la société à sa propre image. Mais il veut dire que ce sera une révolution socialiste, qui introduira en Russie, avant que nous y arrivions en Occident, la forme sociale à laquelle le socialisme européen occidental as-*

pire (vite, une belle carte d'adhésion au Kominform pour monsieur Tkatchev pour l'année nouvelle!), *et cela dans le cadre de rapports sociaux où tant le prolétariat que la bourgeoisie n'existent que sporadiquement, et aux plus bas degrés de développement. Le tout parce que les Russes seraient, pour ainsi dire, le peuple élu du socialisme, et qu'ils possèdent l'artel et la propriété commune de la terre».*

Nous sommes arrivés au moment où il est nécessaire d'analyser cette forme sociale du communisme de village, le **mir**; il nous faut donc, avec Engels, en discuter.

Pour cela nous allons momentanément abandonner notre schéma des classes sociales de Russie à l'époque d'Engels, et nous tourner vers des stades beaucoup plus anciens. Mais auparavant, voyons dans le texte à partir de quand cette question a été abordée.

«La propriété communiste des paysans russes fut découverte en 1845 par le conseiller secret prus-

d'ajouter, (avec la certitude tranquille du technicien qui a dirigé avec succès vers un égout rationnel les liquides fécaux): la société n'a jamais vu et ne verra jamais rien de plus écœurant et de plus infect que lui.

(A suivre)

(1) Ce texte est paru sur les n°21 à 24 de 1954 et 1 à 8 de 1955 de *Il Programma Comunista*, alors l'organe du parti. Une première traduction en français fut publiée par Camatte dans le recueil: «Bordiga. Russie et révolution dans la théorie marxiste», Editions Spartacus 1978; une autre a été publiée plus récemment par la revue (Dis)continuité n°20 (septembre 2004). Pour effectuer cette nouvelle traduction, nous avons utilisé les *Il Programma Comunista* originaux (consultables et téléchargeables sur notre site internet), le recueil du même nom publié en 1990 par les «Edizioni Il Programma Comunista»

ayant la particularité de vouloir «améliorer» Bordiga en introduisant subrepticement des rectifications dans le texte...

(2) Cet exposé d'Amadeo Bordiga à la réunion d'Asti du parti les 26 et 27 juin 1954, parut sur *Il Programma Comunista* sous le titre «Volcan de la production et marais du marché».

(3) L'exposé de Bordiga à la réunion de Trieste des 29 et 30 août 1953, a été publié sous le titre «Facteurs de race et de nations dans la théorie marxiste». La traduction française a été publiée aux Editions Prométhée.

(4) La réunion de Florence en question, «Impérialisme et luttes coloniales», s'est tenue en décembre 1953. Il n'en a jamais été publié de texte complet.

(5) L'article (écrit par Engels) est paru sur la NRZ du 16/2/1849.

(6) Un premier recueil d'articles de Marx parus sur le quotidien new-yorkais fut publié en 1897 sous le titre «La question d'Orient» par Eleanor Marx-Aveling (fille de Marx) et son époux. L'édition italienne

qu'utilise Bordiga est la traduction de ce recueil. Riazanov rassembla plus tard un nombre beaucoup plus grand d'articles et sur la base de la correspondance des deux frères d'armes, il put établir qu'un bon nombre d'entre eux, attribués à Marx, avaient été en fait écrits par Engels, en particulier ceux traitant plus particulièrement des questions militaires: c'est le cas de certains articles cités par Bordiga. Les articles sélectionnés par Riazanov (il ne s'agit pas de la totalité) ont été publiés en Français aux Editions Costes (Oeuvres complètes de Marx. Oeuvres politiques, Tomes III et IV, 1929). Près de 90 ans plus tard, seul un tout petit nombre de ces textes a été réédité (Maximilien Rubel, La Pléiade, K. Marx, Oeuvres Tome IV, 1994).

(7) Les Staliniens avaient alors lancé une souscription internationale pour l'édification d'un monument funéraire monumental au cimetière de Highgate (Londres) afin de remplacer la vieille tombe où se trouvaient les restes de Marx.

Bilan d'une révolution

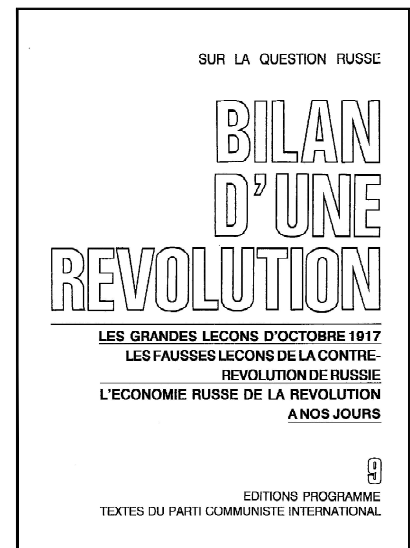
(Brochure A5, 192 pages, Prix: 10 €)

AU SOMMAIRE:

- **Introduction**
- **Les grandes leçons d'Octobre 1917**
- **Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie:**
 - Seul le marxisme tire les leçons de l'Histoire
 - La «leçon» bourgeoise
 - L'économie marchande, berceau du capitalisme
 - La révolution capitaliste n'est qu'une demi-révolution
 - L'incompatibilité de la production sociale et de l'appropriation privée, secret du cours tragique de la domination bourgeoise
 - Vaines tentatives bourgeoises d'harmonisation
 - La contradiction fondamentale du

- capitalisme appelle la solution révolutionnaire
- La mission historique du prolétariat
- La «leçon» social-démocrate
- La «leçon» anarchiste
- La «leçon» du socialisme d'entreprise
- La «leçon» trotskyste
- **L'économie russe de la révolution à nos jours:**
 - Programme économique initial des bolcheviks et socialisme
 - Les mesures économiques après l'insurrection
 - Le communisme de guerre
 - La «Nouvelle Politique économique»
 - Faillite de la N.E.P.
 - Le débat économique et la lutte principale dans le Parti bolchevi-

- que de 1923 à 1928
- La crise de 1927-28 et la liquidation de la N.E.P.
- La Russie capitaliste No 2



Histoire de la Gauche Communiste

La question du Front Unique (3)

(Les chapitres précédents de cette étude sont parus sur les n°102 et 103 de Programme Communiste)

LA CONFÉRENCE DES TROIS INTERNATIONALES

La Conférence se déroula à Berlin, les 2, 4 et 5 avril 1922; il s'agissait d'une réunion préliminaire qui devait préparer un «Congrès ouvrier mondial». La proposition en avait été faite par l'«Union des Partis Socialistes» (UPS), dite Internationale de Vienne (ou, sur un mode ironique: «Internationale deux et demi»), le 15 janvier 1922 et accepté par la Deuxième Internationale et l'Internationale Communiste (IC) Mais en fait dès le 12 décembre 1921 la centrale du KPD avait adopté une résolution demandant l'organisation d'une session publique du Comité Exécutif de l'IC à Berlin ou à Vienne ayant à son ordre du jour l'action commune avec les autres Internationales.

L'UPS regroupait les partis qui s'étaient séparés de la IIe Internationale, trop engagée aux yeux de larges couches de travailleurs dans la collaboration ouverte entre les classes, le soutien sans faille au capitalisme qu'elle prétendait seulement réformer, et l'hostilité déclarée à la révolution; mais cette position plus à gauche en apparence de l'UPS ne devait pas faire illusion; selon la formule des bolcheviks les partis qui la composaient étaient **révolutionnaires en paroles, mais opposés à la révolution dans les faits**: ils en avaient déjà fait la démonstration dans leur activité politique. Les principaux membres de l'UPS étaient le Parti Social-Démocrate Autrichien, l'USPD (Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne)(1), le Parti Socialiste français et le Parti Socialiste Suisse. L'USPD et le PS français étaient constitués des tendances minoritaires de droite des vieux partis socialistes qui avaient combattu l'adhésion à l'Internationale Communis-

te. La IIe Internationale avait envoyé des représentants du SPD (Allemagne), du Labour Party (Grande-Bretagne), du Parti Socialiste belge et des Socialistes Mencheviks russes et géorgiens. La délégation de l'IC était dirigée par Radek et Boukharine; Bordiga, représentant le PC d'I, ne put être présent qu'à la dernière journée à cause de problèmes de passeport. En fin le Parti Socialiste italien qui n'appartenait à aucune Internationale était également présent à Berlin.

Étaient ainsi réunis autour d'une même table les représentants de partis qui se situaient de part et d'autre de la tranchée sociale: le SPD avait écrasé les mouvements révolutionnaires en Allemagne, les Mencheviks s'étaient opposés à la révolution en Russie, le PS, participant aux gouvernements d'«Union sacrée», avait entraîné les prolétaires français dans la boucherie de la guerre mondiale, etc.

La déclaration liminaire de la délégation de l'IC, par la voix de Clara Zetkin, vieille militante du mouvement socialiste allemand, rappela donc que *«certains éléments du prolétariat se sont trouvés avoir une communauté temporaire d'intérêts avec les Etats impérialistes; de là l'attitude contre-révolutionnaire de beaucoup de partis et d'organisations ouvrières. (...) nous déclarons qu'une unité organique des groupements internationaux du prolétariat, orientés différemment dans leurs principes, serait tout à fait utopique et nuisible»*; mais *«il faut cependant reconnaître que toute la situation mondiale exige impérieusement que la classe ouvrière, malgré toutes les profondes contradictions qui la séparent, s'unisse pour le combat dé-*

finitif contre l'offensive du capital mondial» (2).

Concrètement, la délégation de l'IC demandait que soient invités au prochain Congrès les partis et groupes en dehors des Internationales - organisations anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires - ainsi que les organisations syndicales; une Conférence des Trois Internationales devrait se tenir le 20 avril, à la même date que la Conférence de Gênes, décidée par les grands Etats capitalistes pour régler entre eux les problèmes internationaux, afin de *«faire entendre la voix de la classe ouvrière internationale et (...) demander des comptes aux délégués du capitalisme mondial»*.

Le futur Congrès devrait avoir à l'ordre du jour la préparation de la lutte contre le traité de Versailles et la politique des Réparations (3), contre le pillage des colonies, contre l'offensive capitaliste, contre la réaction, contre les préparatifs de guerre et pour le soutien à l'oeuvre de reconstruction de la République des Soviets.

Vandervelde, dirigeant de la IIe Internationale, manifesta la plus vive résistance à ces propositions et il posa ses conditions en préalable à toute action commune. Radek répondit dans un discours incisif qu'il refusait les conditions posées (4), mais finalement c'est la délégation de l'IC qui fit d'importantes concessions aux réformistes: engagement que lors du procès des socialistes-révolutionnaires qui avaient lutté les armes à la main contre le pouvoir bolchevique il n'y aurait pas de condamnations à mort, sans que de l'autre côté il y ait eu le moindre engagement sur les militants communistes et anti-coloniaux arrêtés, acceptation de fournir tout le matériel demandé sur la Georgie (où

le gouvernement bourgeois-social démocrate avait été renversé par l'Armée Rouge), abandon de certaines revendications comme la lutte contre le traité de Versailles, etc.

Boukharine eut beau protester dans une réunion interne de la délégation de l'IC contre ces concessions acceptées par Radek, il ne s'y opposa pas, la délégation étant prisonnière de sa politique de front unique. Sur ce plan, elle pouvait se féliciter de la décision d'organiser des manifestations ou des réunions communes le 20 avril et/ou le premier mai «pour la journée de 8 heures, pour la lutte contre le chômage, pour l'unité d'action contre l'offensive capitaliste, pour la révolution russe et la reprise des relations diplomatiques et économiques de tous les Etats avec la Russie des Soviets, pour la reconstitution du front unique du prolétariat, dans chaque pays et dans l'Internationale» (résolution finale), et de mettre sur pied un organe permanent (le «comité des neuf», soit 3 délégués par Internationale) pour décider des futures actions communes et de l'organisation du Congrès mondial.

Amadeo Bordiga, qui, comme nous l'avons dit, n'avait pu être présent que le dernier jour, tout en se comportant «de façon disciplinée dans les séances plénières» tint à faire noter dans le procès-verbal de la délégation communiste son opposition à la constitution de cet organe et à la politique du front unique politique (5); il s'abstint lors du vote au sein de la délégation sur la résolution finale, suivi par Cachin, représentant du parti français, parce que l'alternative était la motion présentée par l'UPS (6).

Dès qu'il eut connaissance des résultats de la Conférence, Lénine publia sur la *Pravda* un article intitulé «Nous avons payé trop cher» (7). Il y écrivait: «Ce qui est une question, c'est (...) le fait que l'Internationale communiste a fait une concession à la bourgeoisie internationale sous la pression des délégués des Internationales II et II et demi, et qu'en échange nous n'avons obtenu aucune concession».

Mais selon lui, ce n'était pas une raison pour rompre l'accord: «il vaut mieux payer cher (...) que renoncer à la possibilité d'exposer nos idées aux ouvriers qui, jusqu'à présent, étaient le "patrimoine exclusif", si je puis dire, des réformistes, c'est-à-dire des

amis les plus fidèles de la bourgeoisie. (...)

Il se peut que les communistes italiens et une partie des communistes et des syndicalistes français qui étaient opposés à la tactique du front unique, tirent des considérations ci-dessus la conclusion que la tactique du front unique est erronée. Cette conclusion serait évidemment fautive. (...) Du moins nous avons ouvert une brèche dans ce local fermé. Du moins le camarade Radek a réussi à dénoncer, ne serait-ce que devant une partie des ouvriers, la IIe Internationale qui a refusé de faire figurer parmi les mots d'ordre de la manifestation l'annulation du traité de Versailles.

La plus grande méprise des communistes italiens et d'une partie des communistes et des syndicalistes français, c'est qu'ils se contentent de leur savoir acquis. (...) Mais les militants et les ouvriers qui savent [que les sociaux-démocrates sont les plus habiles porte-paroles de la bourgeoisie et les promoteurs de son influence] vraiment bien, et qui en comprennent vraiment la signification, sont à coup sûr une minorité à la fois en Italie, en Angleterre, en Amérique et en France. Les communistes ne doivent pas cuire dans leur propre jus, mais apprendre à agir, sans s'arrêter devant certains sacrifices et sans craindre les erreurs inévitables (...) de façon à pénétrer dans le local fermé où les représentants de la bourgeoisie exercent leur influence sur les ouvriers. Les communistes qui ne voudront pas le comprendre et qui ne voudront pas apprendre cela ne peuvent pas espérer conquérir la majorité parmi les ouvriers ou, en tout cas, ils rendent plus difficile et ralentissent la conquête de cette majorité. Or c'est là une chose tout à fait impardonnable pour des communistes et pour tous les partisans véritables de la révolution ouvrière. (...)

C'est pour aider ces masses à lutter contre le capital, pour les aider à comprendre le "mécanisme ingénieux" des deux fronts dans toute l'économie internationale, et dans toute la politique internationale, c'est pour cela que nous avons accepté la tactique du front unique et que nous l'appliquerons jusqu'au bout».

Mais ce n'était pas par refus des sacrifices, par crainte des erreurs ou par volonté de rester entre soi, que les «communistes italiens» s'oppo-

saient à la tactique du front unique politique, mais parce que c'était cette tactique qui gênait l'accroissement de l'influence communiste parmi les masses, facilitant au contraire la persistance de l'influence réformiste; l'épisode de la Conférence des trois Internationales en donna une preuve vivante, au-delà des concessions faites lors de la Conférence. En effet si le 20 avril il y eut en Allemagne de grandes manifestations à l'appel du KPD et de l'USPD, les partis de la IIe Internationale boycottèrent ces manifestations (9), refusèrent d'organiser des manifestations unitaires le premier mai, et au lieu de lutter pour le rétablissement des relations diplomatiques et économiques avec la Russie soviétique, ils s'opposèrent au traité de Rapallo signé entre ce pays et l'Allemagne! Quant au Comité des neuf il était réduit à l'impuissance par le blocage des sociaux-démocrates, au point que les délégués de l'IC soient contraints de s'en retirer fin mai - au risque d'être dénoncés comme des diviseurs par la propagande social-démocrate.

L'historien trotskyste Broué qui est évidemment partisan indéfectible du front unique ne trouve pour défendre l'initiative que le fait qu'elle ait «aidé au rapprochement des Internationales de Vienne et de Londres qui fusionneront en 1923» et qu'en Allemagne «elle aura puissamment contribué et, dans l'immédiat, à familiariser les travailleurs avec la pratique du front unique» (8). De fait la Conférence des Trois Internationales ouvrit la voie à la réintégration en Allemagne de l'USPD dans le SPD (en septembre) et de la réunification de l'Internationale deux et demi et la Deuxième Internationale, c'est-à-dire à un **renforcement** des adversaires de l'Internationale Communiste et de la révolution!

Le 24 mai le Comité Exécutif de l'IC (CEIC) publia un communiqué après la dissolution du Comité des neuf:

«Ce que l'Internationale Communiste craignait est arrivé. Les chefs de la Deuxième Internationale ont empêché la tenue du Congrès ouvrier mondial (...). Selon eux, un tel Congrès ne pourrait être convoqué que si les partis communistes s'abstenaient de critiquer la politique des chefs sociaux-démocrates et de la bureaucratie syndicale et si en même temps le Gouvernement des Soviets laissait aux mencheviks et aux SR la

Le Front Unique

possibilité d'organiser en toute impunité des révoltes (...).

En réponse aux assertions démagogiques des représentants de la Deuxième Internationale selon lesquelles l'Internationale Communiste appelait à un Congrès mondial uniquement pour accrocher le prolétariat mondial au wagon de la politique extérieure de la Russie soviétique, l'International Communiste a déclaré, à la demande du Parti Communiste Russe, qu'elle était prête à accepter que la question de la défense de la Russie soviétique ne soit pas à l'ordre du jour du Congrès ouvrier mondial (...)

Mais «La Deuxième Internationale ne voulait à aucun prix du Congrès ouvrier mondial (...). La résistance des chefs de la Deuxième Internationale a fait échouer la tentative d'organiser le front uni prolétarien par en haut. Cela nous fait un devoir de rassembler toutes les forces pour organiser le prolétariat pour la lutte commune en opposition aux chefs de la Deuxième Internationale (...)

Ouvriers communistes, c'est votre devoir de diffuser la leçon de cette première tentative de constituer le front unique parmi les larges masses des classes ouvrières.

Ouvriers des partis de la Deuxième Internationale et de l'Internationale Deux et demi! C'est votre devoir de tout faire, de ne rien omettre pour montrer aux chefs de vos partis

qui ont oublié leur devoir, que vous ne tolérerez plus longtemps le sabotage du front unique, que vous voulez vous unir aux ouvriers communistes dans la lutte contre l'offensive capitaliste. (...)

Le mot d'ordre du Congrès ouvrier mondial sera le mot d'ordre de la lutte future, mais l'expérience de cette première tentative a montré que pour qu'il devienne possible il est nécessaire de briser la résistance des chefs sociaux-démocrates, particulièrement ceux d'Allemagne et d'Angleterre; que dans ces pays il est nécessaire d'organiser les masses ouvrières dans leurs luttes pratiques quotidiennes, indépendamment de leur appartenance de parti, dans un front uni qui s'étendra ensuite dans tous les pays. (...)

A bas le front unique des sociaux-démocrates et de la bourgeoisie! Lutte contre les chefs de la Deuxième Internationale, qui divisent la classe ouvrière! **Construisez le front unique par en bas!**» (10).

Le PC d'I ne disait pas autre chose; toutes les concessions aux réformistes ne servent à rien, comme le dit Bordiga au Congrès de Rome du PC d'I, il est absurde de leur demander ce qu'ils ne savent, ne peuvent ni ne veulent faire, le pire étant que cette manoeuvre n'aboutit qu'à égarer les travailleurs qui nous suivent. Malheureusement cette leçon des faits fut très vite oubliée comme nous allons voir.

L'ASSASSINAT DU MINISTRE RATHENAU ET LA «DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE» EN ALLEMAGNE

Le 24 juin un commando d'extrême droite assassinait le ministre allemand des Affaires Etrangères, qui venait de signer un mois auparavant un traité diplomatique avec la Russie (traité de Rapallo du 16/4/1922). Rathenau, ex-président du trust AEG et représentant de certains intérêts industriels intéressés par des négociations avec les impérialistes vainqueurs de l'Allemagne et la reprise des relations économiques avec la Russie, était un dirigeant du Parti Démocratique Allemand (DDP). Sa politique d'accommodement avec les impérialismes rivaux, comme aussi les (timides) concessions sociales du gouvernement dont il faisait partie, rencontrait l'opposition des industriels regroupés autour du magnat de l'industrie lourde Hugo Stinnes qui prônaient au contraire la dénoncia-

tion du traité de Versailles, un renforcement de l'exploitation des prolétaires, de sévères limitations du droit de grève et des avantages sociaux; Rathenau était aussi dénoncé avec virulence par l'extrême droite nationaliste comme Juif et révolutionnaire (!). Son assassinat venait après de nombreux autres meurtres et attentats (quelques jours ou quelques semaines auparavant le dirigeant social-démocrate Scheidemann puis le dirigeant communiste Thälmann avaient été l'objet de tentatives d'assassinat) perpétrés par l'extrême droite pour déstabiliser le régime dans le but de permettre l'installation d'un régime autoritaire.

Les partis de la coalition au pouvoir (11) redoutant un putsch du genre de celui de Kapp deux ans auparavant - et la formidable mobilisation prolétarienne qui avait entraîné son

échec (12), le gouvernement décréta des mesures d'urgence «pour défendre la République». La Confédération syndicale qui était en Congrès appela à des manifestations et à une grève générale d'une demi-journée en défense de la République le 27 juin. Au bout de quelques heures à peine le KPD s'était adressé au SPD et à l'USPD pour leur demander une réunion afin de décider d'actions communes: plus question de construire le front unique par en bas et de combattre les chefs sociaux-démocrates!

La réunion se tint le soir du 24 juin et elle décida d'appeler à des manifestations pour le lendemain. Ce jour-là une délégation du KPD, du SPD, de l'USPD et des représentants syndicaux fut reçue par le chancelier; celui-ci refusa de modifier la loi d'urgence (préparée par le ministre SPD de la justice!) qui allait être présentée au parlement; mais il promit de la compléter conformément aux revendications qui lui étaient présentées. D'autres réunions eurent lieu entre ces partis dans les jours qui suivirent pour arrêter les revendications à mettre en avant et à présenter au parlement, notamment à propos de la future loi contre l'extrême droite monarchiste; les propositions du KPD d'une grève générale illimitée et de l'armement des prolétaires furent vite écartées et celle d'une amnistie des travailleurs arrêtés à la suite de la grève des cheminots (13) et la *Marzaktion* repoussée à plus tard.

Si le KPD refusa de signer un engagement écrit de n'attaquer la république «*ni en actes, ni par la parole, ni par écrit*» et de ne pas critiquer les autres partis, comme le demandait le SPD, il accepta de ne pas avancer des revendications différentes de celles décidées en commun et il signa le 28 juin l'«accord de Berlin» qui scellait l'accord entre les différents partis et organisations syndicales (14).

Après l'important succès de la grève et des manifestations du 27 juin, devant les lenteurs du gouvernement à adopter des mesures contre l'extrême droite, ces partis et organisations décidèrent d'une nouvelle manifestation pour le 4 juillet afin d'accentuer la pression sur le gouvernement.

La participation aux manifestations du 4 sera encore plus massive et elle sera marquée par des affrontements violents avec la police dans plusieurs villes.

Mais le 8 juillet le KPD était exclu de «l'unité d'action» par les

autres organisations qui lui reprochaient de ne pas respecter son engagement à ne pas présenter d'autres revendications.

Il aura beau appeler à la constitution de comités à la base pour l'application des accords de Berlin (le KPD n'entendait pas rompre le pacte avec les sociaux-démocrates), puis lancer la revendication de «gouvernement ouvrier» (entendu comme la formation parlementaire, après de nouvelles élections, d'une coalition des partis dits ouvriers et socialistes), il se retrouvait en définitive plus isolé à l'issue de cette nouvelle tentative de «front unique» qui, en théorie, aurait dû lui permettre d'arracher les masses qui suivaient le SPD et l'USPD à l'influence de ceux-ci. En fait ces partis sortirent renforcés de cette opération dont les communistes firent les frais: en effet le SPD et l'USPD, intéressés en outre surtout par les tractations parlementaires, profitèrent de l'épisode pour faire les premiers pas vers leur unification, tandis que les dirigeants syndicaux qui redoutaient d'être entraînés par le KPD vers des luttes qu'ils auraient du mal à contrôler, pouvaient rompre sans dommage l'unité d'action en faisant retomber cette rupture sur le KPD

Il n'y aura donc plus de nouvelle manifestation et, lorsque la loi contre l'extrême-droite (qui était l'une des revendications des dits accords de Berlin), appelée significativement «loi de défense de la république» parce qu'elle était dirigée aussi (et surtout!) contre les prolétaires révolutionnaires, finira, après de nombreuses discussions et modifications, par être présentée le 18 juillet au parlement, le KPD se retrouvera à voter contre, en compagnie de l'extrême-droite...

Après ces événements, le Comité Exécutif de l'IC envoya à la centrale du KPD une «lettre confidentielle» où il était fait les critiques suivantes à la politique du KPD:

*«Autant que nous ayons ou en juger à travers **Die Rote Fahne**, votre tactique au cours des premiers jours nous a semblé à tous plutôt médiocre. On n'aurait pas dû crier "République! République!" dans une situation telle que celle qui existait alors. On aurait dû bien plutôt, dès la première minute, mettre sous les yeux des masses le fait que l'Allemagne actuelle est une République sans républicains. Dans ce moment d'excitation il fallait montrer aux larges masses ouvrières - qui ne sont pas*

tant concernée par la République que par leurs intérêts économiques - que la République bourgeoise non seulement n'offre aucune garantie aux intérêts de la classe prolétarienne, mais que, surtout, dans de telles circonstances, elle offre au contraire la forme la meilleure pour l'oppression des masses ouvrières. Il ne fallait pas emboucher la même trompette que les sociaux-démocrates ou l'USPD. Le front unique ne doit jamais, jamais, porter atteinte à l'indépendance de notre agitation. C'est pour nous une condition sine qua non.

Nous sommes prêts à entrer en pourparlers avec les gens de l'USPD et du SPD, mais pas en parents pauvres, en tant que force autonome conservant toujours sa physionomie propre et exprimant toujours devant les masses et de A à Z l'opinion du parti» (15).

La direction de l'IC jugeait que la conduite fautive du KPD ne remettait pas en cause la justesse de la tactique du front unique; mais il est clair que cette tactique, au lieu d'en

prémunir les partis, laissait grande ouverte la porte à toute une série d'erreurs de ce genre: l'alliance même limitée et temporaire avec d'autres partis, en outre plus puissants, entraîne inévitablement non seulement une limitation de l'autonomie propre des partis communistes; mais une forte incitation à se porter sur le terrain du réformisme; c'est là moins une «erreur» d'analyse ou de conduite politique que la conséquence du rapport des forces qui risque d'entraîner le plus faible à la remorque du plus fort.

Pour reprendre l'image de Lénine, non seulement le KPD avait payé très cher, non seulement il n'avait pu ouvrir une brèche significative dans le local fermé où les «représentants de la bourgeoisie» tenaient les masses sous leur influence, mais il avait contribué à **renforcer** non seulement ces représentants, mais même la République bourgeoise présentée aux yeux des prolétaires comme un bien à défendre y compris en commun avec un gouvernement et des autorités bourgeoises!

LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE SYNDICAL ET L'«ALLIANCE DU TRAVAIL» EN ITALIE

Les critiques du PC d'I dirigé par la Gauche voyaient et voient dans sa critique du Front unique politique, dans son opposition à des accords avec les partis réformistes et opportunistes, un refus d'oeuvrer à la «conquête» des larges masses prolétariennes; ce refus serait causé par un souci «puriste» de préserver les positions théoriques et programmatiques justes, par une réticence «élitiste» à de se salir les mains en travaillant au contact des masses politiquement encore inconscientes.

Rien de plus faux!

A ceux qui reprochaient au parti d'être trop soucieux de théorie, de ne pas comprendre que le front unique politique n'excluait pas la lutte contre les réformistes, et que si ces derniers refusaient le Front unique, leur refus était une arme très efficace pour les communistes, Amadeo Bordiga répliqua, lors des discussions du Congrès de Rome du PC d'I (mars 1922):

«Ce n'est pas le théoricien qui parle en nous (...). Ceux qui parlent ici ce sont les organisateurs, ceux qui sont en contact quotidien avec les masses, qui en connaissent ainsi les besoins comme la psychologie. Ils nous disent franchement et claire-

ment que ces subtiles distinctions ne peuvent avoir de prise sur l'état d'esprit des travailleurs qui, lorsqu'ils prennent connaissance de notre position, ne se précipitent pas pour lire les commentaires et les explications que nous en donnons dans nos congrès, dans nos revues, dans nos journaux, etc. Les travailleurs, nous l'avons déjà dit, nous jugent à ce que nous faisons. Et nous avons dit aussi que se faire promoteur du front unique politique signifierait démoraliser les masses, qui ne pourraient voir dans notre geste qu'un appel au secours désespéré» (16).

L'insistance sur la constitution d'un front uni sur le plan syndical «qui était l'objectif fondamental du PC d'I depuis août 1921» (17) ne correspondait pas à une lubie théorique, mais à la nécessité, pour résister à l'offensive capitaliste, d'aller vers l'union la plus large dans la lutte des prolétaires, quelles que soient par ailleurs leur appartenance politique ou leurs croyances, religieuses ou autres. Cette union, dans la saine conception défendue par le PC d'I, ne pouvait être obtenue par des accords conclus au sommet entre partis politiques aux programmes distincts et op-

Le Front Unique

posés; les compromis passés entre réformistes et révolutionnaires ne pouvaient pas ne pas avoir comme conséquence d'altérer la physionomie du parti de classe ou au moins de brouiller aux yeux des prolétaires ce qui le distingue radicalement des partis sujets aux influences de la classe ennemie - pour ne pas dire **vendus** à cette classe. L'histoire a montré en tout cas qu'ils rendaient objectivement plus difficile la lutte politique contre les faux partis ouvriers, que la tactique du front unique entendait précisément démasquer.

Tout différent est le terrain syndical, celui des luttes immédiates auxquelles sont poussés à participer tous les prolétaires soucieux de se défendre. L'union des prolétaires ne peut se réaliser et se développer qu'à la base et dans les luttes; à la différence des partis, organisations **fermées** définies par leur programme politique particulier, les organisations de type syndical, par principe **ouvertes** à tous les travailleurs sans préalable, sont les outils naturels de cette union sans préalable des travailleurs sur le terrain de la lutte. Bien entendu les syndicats ne sont pas des organisations «neutres», imperméables aux influences politiques et aux la pressions bourgeoises.

La classe dominante cherche en permanence à les domestiquer, à les contrôler, à les détourner des luttes pour les amener sur le terrain de la collaboration entre les classes; si elle n'y arrive pas, elles les réprime ou les interdit, elle crée des syndicats patronaux, des syndicats jaunes - quand ce n'est pas, sous les régimes autoritaires et de type fasciste, des syndicats d'Etat à adhésion obligatoire qui ont pour fonction d'enrégimenter les prolétaires.

Le Front unique syndical préconisé par le PC d'I n'était envisageable que parce que, à la différence de la situation actuelle, on était en présence d'authentiques syndicats de classe, même si l'influence bourgeoise et collaborationniste s'y exprimait par l'intermédiaire des dirigeants acquis aux thèses réformistes. Il était dans ces conditions non seulement légitime mais indispensable de se donner comme objectif d'en conquérir la direction, ce qui serait impossible aujourd'hui où ces organisations sont indissolublement liées aux structures et institutions de la collaboration entre les classes; de même les syndicats jaunes ou chrétiens existant alors,

dont la fonction était d'empêcher les luttes, était à l'évidence exclues des appels au front unique syndical.

Les faits montrèrent que si la propagande incessante du parti pour un front unique sur cette base rencontrait l'indifférence ou l'hostilité des dirigeants de la CGL, elle reposait cependant sur un besoin ressenti par de nombreux travailleurs; ne pouvant faire ici une histoire détaillée de la naissance et de l'histoire de l'Alliance du Travail, nous nous contenterons de rappeler certains faits qui éclairent notre sujet, en renvoyant le lecteur à une autre étude parue sur cette revue (18).

Une série de grèves, laissées isolées entre elles par les directions syndicales, comme par exemple la grève générale des métallos en Vénétie, malgré les appels du PC d'I à la généralisation des luttes, avait marqué l'automne 1921. Elle avait été suivie d'un reflux en même temps que la crise économique s'aggravait dans le pays jusqu'à atteindre son maximum au début de 1922.

À la suite de fermetures d'entreprises et de la baisse de la production, le chômage augmenta rapidement. Le nombre de chômeurs officiellement recensés, qui ne représentait qu'une fraction du chiffre réel, était d'un peu plus de cent mille à la fin de 1920; il atteignait un peu plus de 500 000 à la fin de 1921 (soit une augmentation de près de 500% en un an!) et 607 000 en janvier 1922 (19).

Les attaques patronales se concentraient sur les baisses de salaire, sur l'augmentation du temps de travail des ouvriers occupés, sur l'intensification du travail et le renforcement de la discipline (ce que le marxisme appelle le *despotisme d'entreprise*); cela avait comme corollaire la remise en cause des contrats collectifs de branche signés au niveau national pour les remplacer par des «pactes du travail» variables suivant les régions ou même les entreprises. Cette offensive patronale, soutenue par l'Etat bourgeois était aussi appuyée par les exactions des bandes fascistes.

Début février, le SFI (Syndicat des cheminots), organisation syndicale autonome à direction anarcho-syndicaliste mais où existait une forte minorité (estimée à 30%) de travailleurs suivant les orientations communistes, et dont de nombreux membres avaient victimes de la répression après les grèves de novembre,

s'adressa aux autres centrales syndicales pour constituer une «Alliance du Travail» contre les attaques capitalistes. Il convoqua à une réunion préparatoire différents partis considérés comme «ouvriers»: le PSI, le PC d'I, le Parti Républicain et l'Union Anarchiste. Le PC d'I ne participa pas à cette réunion - ce qui lui fut reproché par l'IC - tout en envoyant une lettre assurant qu'il était prêt à engager toutes ses forces sur le terrain, pour la réalisation d'un véritable front unique syndical; il demandait en outre qu'à la réunion constitutive puissant participer des représentants des différents courants existant dans les syndicats (ce qui fut bien sûr refusé) (20).

C'est donc seulement une réunion des instances dirigeantes du SFI, de l'UIL (21) et de la CGL qui décida le 20 février la constitution de l'Alliance. À la suite de sa constitution, le PC d'I engagea une vaste campagne pour que «à l'accord des chefs» suive «l'accord des masses», pour la constitution d'un réseau de comités locaux de l'Alliance «dans tous les centres où la classe ouvrière et paysanne lutte pour son existence et pour la liberté»; ces comités locaux élus par les travailleurs auraient dû ensuite se réunir en congrès national pour définir le contenu réel de l'Alliance: le «Congrès de l'alliance prolétarienne».

En même temps le PC d'I faisait campagne pour la préparation d'une grève nationale de toutes les catégories; à la suite de cette vigoureuse campagne de nombreuses Bourses du Travail (Turin, Naples, Bologne, Imola, Vérone, Savone, Novare, etc.), des syndicats provinciaux et des Ligues (syndicats d'ouvriers agricoles) se prononcèrent en ce sens dans les semaines et mois qui suivirent, alors que l'Alliance du Travail restait passive.

En réalité les dirigeants réformistes de la CGL - de loin la principale centrale syndicale - n'avaient accepté sa constitution que comme un moyen de pression, dans les manœuvres parlementaires en cours, en faveur de la constitution d'un gouvernement de gauche ou un moins d'un gouvernement de coalition avec une participation socialiste. Ils n'avaient aucune intention d'aller plus loin.

On pourrait citer de nombreux exemples; limitons-nous aux incidents du premier mai 1922; les manifestations furent interdites ou attaquées en de multiples endroits par les

forces de police ou les fascistes, faisant plusieurs morts. Le Comité syndical communiste fit parvenir immédiatement un appel aux dirigeants de la CGL pour les inciter à appeler à une grève générale en riposte: il n'y eut aucune réponse (22).

Mais les 20 et 21 mai le Comité directeur de l'AdT, devant la montée de la répression et des attaques fascistes et face au mécontentement croissant parmi les prolétaires face sa léthargie, convoqua à une réunion à Rome les divers partis (PSI, PC d'I, Républicains, Anarchistes). Le porte-parole de l'AdT leur déclara que celle-ci était tombée unanimement d'accord sur le fait qu'il était impossible d'apporter une «solution à la situation d'esclavage du prolétariat et aux diverses luttes» sans résoudre d'abord le problème d'un changement de régime; et l'AdT demandait donc aux partis présents s'ils étaient prêts à soutenir un «mouvement de caractère insurrectionnel» dirigé par elle!

Les anarchistes furent évidemment d'accord, de même que les Républicains (pour qui un changement de régime n'était rien d'autre que l'instauration de la République). Les délégués du PS répondirent de façon contradictoire mais à un moment le secrétaire du parti qui faisait partie de la délégation, déclara finalement qu'il était prêt «à risquer le tout pour le tout»...

Ce sont les représentants du PC d'I qui défendirent la seule position réaliste en expliquant qu'on ne pouvait jouer à l'insurrection; et ils proposèrent un mouvement de lutte d'ensemble pouvant aller jusqu'à la grève générale. Sachant qu'un tel mouvement d'ensemble ne pouvait pas ne pas comporter «le risque de heurts entre le prolétariat et les forces ennemies», le PC se déclarait prêt à accepter la formation d'un comité «technique» commun de militants de confiance à la disposition de l'Alliance sous deux conditions: «que cesse immédiatement de la part de tous les groupes impliqués toute forme de propagande contre les deux critères suivants: a) la nécessité de la guérilla armée et d'un équipement adapté; b) la nécessité que la victoire prolétarienne se consolide dans un encadrement de forces armées». Pour qu'un mouvement d'insurrection ait un minimum de chance de succès il fallait au préalable une préparation adéquate; ils demandèrent si les partis présents étaient d'accord pour la

constitution d'un «comité directeur» chargé de préparer cela et auquel ils devraient se discipliner?

Les anarchistes répondirent qu'ils ne pouvaient se lier à aucune discipline et les Socialistes d'une part qu'ils ne pouvaient pas engager leurs militants «qui ne peuvent pas être gouvernés par la discipline», et d'autre part qu'ils se réservaient le droit de se contenter d'un résultat qui pourrait ne pas être le changement de régime. En fin de compte il fut décidé seulement de mettre sur pied un comité technique composé des représentants des divers partis pour étudier à fond la situation en vue d'interventions qui seront définies le moment voulu. Ainsi finit la fantaisie du déclenchement d'un «mouvement insurrectionnel» avec l'appui de ceux qui désarmaient les prolétaires ou voulaient les entraîner dans des impasses (23)...

Quelques jours plus tard, le 24 mai, date anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, les fascistes voulurent organiser une démonstration de force à Rome et parader dans les quartiers ouvriers. L'Alliance du Travail décréta la grève générale - dans la ville! - qui fut largement suivie; les prolétaires organisés en groupes de combat, soutenus par les habitants, chassaient de la ville les fascistes (qui, aidés par les Carabiniers, ne s'attendaient pas à un tel accueil.) au bout de deux journées d'affrontements, surtout dans le quartier populaire San Lorenzo.

Mais l'Alliance du Travail, qui cinq jours auparavant parlait de se mettre à la tête d'un mouvement insurrectionnel, appelait, à la demande du gouvernement, à cesser la grève, à cause de la présence et de l'action de «provocateurs»!

Le quotidien central du PC d'I

consacra sa première page aux événements de Rome sous le titre: «Le prolétariat de Rome défend par les armes sa vie et sa liberté». On pouvait y lire:

«(...) Malheur au travailleur qui croit nécessaire une "provocation" pour justifier sa colère et sa vengeance. Nous sommes tous provoqués. Nous sommes tous en état de légitime défense. Nous sommes tous des combattants et nous ne croyons pas qu'il faille retenir ses coups. Il est bon que cela ait été rappelé à tout le prolétariat italien, au moment où se répand parmi lui l'espoir de la rescousse. Il est bon que des travailleurs aient eu le courage froid et résolu de la lutte, il est bon qu'ils se soient souvenus que désormais on ne peut se défendre qu'en passant à l'attaque. Il est bon que tous les travailleurs d'une ville comme Rome aient avec un tel élan apporté leur solidarité aux combattants. Face à l'ennemi livide de rage pour avoir trouvé face à lui une volonté ferme de résistance et de lutte, mais face aussi au faux ami hypocrite et veule qui au moment de la bataille s'efforce d'en freiner l'ardeur (...), face au fasciste et au traître et devant les masses prolétariennes qui se préparent pour la lutte, le Parti Communiste est fier de lancer encore une fois son cri de rassemblement et de combat, et il est en même temps fier de constater que ses militants ont su tenir leur rang avec honneur.

Vive le prolétariat révolutionnaire de Rome!

Vive la lutte armée des ouvriers et des paysans pour leur liberté!

Vive la victoire complète des travailleurs sur les ennemis et les traîtres à leur classe!» (24).

(A suivre)

(1) Au congrès de Halle en octobre 1920, la majorité de l'USPD avait voté pour l'adhésion à la Ille Internationale et la fusion avec le Parti Communiste Allemand (KPD): le nouveau parti s'appela VKPD (Parti Communiste Unifié d'Allemagne) avant de reprendre un son nom original en août 1921. Mais une forte minorité avait refusé les 21 conditions d'adhésion à l'IC et décidé de maintenir l'USPD. Début 1922 l'USPD affirmait avoir encore plus de 300 000 adhérents, ce qui représentait cependant

moins de la moitié qu'avant la scission. Aux élections de février 1921, l'USPD avait obtenu 6,6% des votes contre 7,4% au VKPD et 26,3% au SPD («socialistes majoritaires»).

(2) Cette citation comme celles qui suivent sont tirées de la brochure «Conférence des trois Internationales», Bruxelles 1922 (*Feltrinelli reprint*, 1967).

(3) Indemnités de guerre imposées aux Etats vaincus dont la bourgeoisie faisait retomber tout le poids sur le prolétariat.

Le Front Unique

(4) En réponse au discours de Vandervelde qui demandait un minimum de confiance réciproque, en relevant que après avoir déclaré que les dirigeants sociaux-démocrates «servent l'intérêt de la bourgeoisie, il est au moins étrange, que l'on propose à ces mêmes hommes de concourir à la défense des intérêts prolétariens», Radek, après avoir rappelé les crimes de la social-démocratie, continuait:

«Vous êtes venus à cette conférence parce que vous y avez été forcés; vous avez été l'instrument de la réaction mondiale et vous êtes obligés, que vous le vouliez ou non, de devenir un instrument de la lutte pour les intérêts du prolétariat. (...) Si vous luttez en liaison avec nous, en liaison avec le prolétariat de tous les pays - si vous luttez, non pas pour la "dictature" [du prolétariat - NdlR], cela nous ne le croyons pas de vous, mais si vous luttez pour le morceau de pain, contre l'aggravation de la ruine du monde, alors le prolétariat se rapprochera dans cette lutte et alors nous vous jugerons, non pas en raison de ce passé terrible, mais en raison des faits nouveaux.

Tant que ceux-ci n'existent pas, c'est froids jusqu'au cœur que nous venons à ces pourparlers et nous allons à l'action commune avec une profonde défiance, pensant que dans cette lutte, vous ferez défaut dix fois!».

C'était bien dit, mais la logique n'était pas du côté de Radek: il ne faudra pas attendre longtemps pour que les sociaux-démocrates démontrent une fois de plus leur refus de la lutte en dépit des illusions que la tactique du Front unique avait contribué à entretenir sur ce point parmi les prolétaires - et parmi les communistes eux-mêmes!

(5) Dans son ouvrage «Moscou sous Lénine», Alfred Rosmer qui était à Berlin en tant que représentant de l'Internationale Syndicale Rouge, écrit de Bordiga que «son obstination [dans ses réserves envers la tactique du front unique - NdlR], décidément irréductible, devenait de la manie». Cette remarque est sans doute caractéristique de l'état d'esprit des dirigeants de l'IC, alors même que Rosmer écrit quelques lignes plus bas que «les dirigeants de la 2e Internationale avaient fait leur choix: c'est avec la bourgeoisie qu'ils voulaient travailler». Cf. <https://www.marxists.org/francais/rosmer/works/msl/msl2203.htm>

Quel sens y avait-il alors à chercher continuellement à travailler avec eux?

(6) Cf. l'interview de Bordiga publiée sur *Il Comunista*, 15/4/22, in «Storia della Sinistra Comunista», tome IV, p. 306. Ed. Il Programma Comunista 1997.

(7) *Pravda*, 11/4/1922. Cf. Lénine, Oeuvres, tome 33, p.336.

(8) Cf. Broué, «Révolution en Allemagne (1917-1923)», Ed de Minuit 1971, p. 372.

(9) Le PS italien s'opposa lui aussi dans les faits à l'organisation de manifestations contre la Conférence de Gênes et sabota les tentatives de constitution du front unique contre la bourgeoisie que sa délégation avait approuvée à Berlin, comme l'indique une lettre de Bordiga à la centrale du KPD le 27/4/1922, dans laquelle il écrit que «la politique du centrisme italien est beaucoup plus dangereuse pour l'Internationale Communiste et le front unique international, que la politique de la IIe Internationale». Cf. «Storia...», op. cit. p. 310-312. Etaient définis «centristes» les courants qui, tout en se prétendant communistes et révolutionnaires, s'alignaient sur les réformistes déclarés. C'était le cas du courant «maximaliste» qui dirigeait le PSI.

(10) Cf. Jane Degas, «The Communist International, 1919-1943. Documents», Oxford University Press 1956, Vol. 1, p. 343-351. Souligné par nous.

(11) La coalition gouvernementale comprenait le SPD et les «partis bourgeois» DDP, Indépendants et Parti du Centre (Zentrum), le parti catholique traditionnel. Après l'assassinat de Rathenau, le chancelier (premier ministre) Wirth (membre du Zentrum) prononça un retentissant discours au parlement où il s'écria, en désignant les partis nationalistes: «l'ennemi est à droite!».

(12) Le putsch de Kapp contre le gouvernement social-démocrate eut lieu le 13 mars 1920; le 17, alors que la grève générale paralysait le pays et que dans plusieurs endroits, surtout dans la Ruhr mais aussi à Berlin et ailleurs, les ouvriers passaient à la lutte armée, Kapp et les troupes putschistes prenaient la fuite. Dans un premier temps le KPD avait appelé les prolétaires à ne pas prendre part à la lutte.

(13) Sur cette grève, voir le chapitre précédent de cette étude, sur PC n°103.

(14) Cf. Broué, «Révolution en Allemagne. 1917-1923», Ed de Minuit 1971, pp 590-592.

(15) Zinoviev donna lecture d'extraits de cette lettre lors des discussions du IVe Congrès en novembre 1922. Cf. Broué, op. cit., p. 593.

(16) Cf. «Storia...», op. cit., pp. 447, 448.

(17) Cf. Claudio Natoli, «La Terza Internazionale e il fascismo», (Rome 1982), cité dans C. Basile, A. Leni, «Amadeo Bordiga politico», Ed. Colibri 2014, p. 462. Cette appréciation a d'autant plus de valeur que l'auteur est un critique virulent de Bordiga et de la Gauche communiste.

(18) Cf. «Le PC d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924), 3e partie», in *Programme Communiste* n°47 (janvier-mars 1970), consultable sur notre site.

(19) Ce chiffre peut sembler faible; en fait il ne s'agit pas du nombre absolu des chômeurs, mais seulement de ceux inscrits aux syndicats ou répertoriés par eux.

(20) Le PC d'I expliquait son attitude dans un éditorial de l'organe central du parti après l'annonce par un communiqué de la réunion des divers partis: «Le Syndicat des Cheminots a été conduit de par sa situation dans les conflits en cours (...) à prendre l'initiative de proposer une action unique du prolétariat et une réunion de toutes les organisations syndicales "qui se trouvent sur le terrain de la lutte de classe" pour la constitution d'un Comité unique d'agitation. Pour faciliter la préparation de celui-ci les dirigeants du Syndicat des Cheminots ont jugé opportun de convoquer à Rome une réunion des partis politiques "d'avant-garde" pour une entente préalable afin d'influer ensemble sur les organisations syndicales où ils sont représentés. (...) Le Parti Communiste n'a pas trouvé opportun d'intervenir à cette réunion de partis politiques et il ne croit pas que la voie choisie par le Syndicat des Cheminots pour la préparation du front unique syndical soit la meilleure. (...) Le front unique deviendrait une chose sans aucune valeur sans la plate-forme précise que proposent les communistes: généralisation des luttes partielles - défense intégrale du niveau de vie du prolétariat - engagement dans l'action syndicale directe jusqu'à la grève générale. Il n'y a rien de cela dans la réunion des partis dont nous parle le communiqué.

A quoi donc se sont engagés les socialistes, les républicains et les anarchistes?».

Les «réunions entre partis, précisément parce qu'elles conduiraient à un compromis entre divers programmes politiques qui sont inconciliables, restent stériles dans leurs résultats»; à la place d'une telle réunion, il aurait mieux valu que chaque parti lance un mot d'ordre clair à ses adhérents dans les syndicats, comme le fait le Parti Communiste sans rien demander aux autres qui se prétendent partisans du front unique.

Et après avoir écrit que le parti Républicain «ne peut pas, et peut-être même ne veut pas être considéré comme un parti prolétarien», l'article indiquait que la politique des dirigeants de la CGL ne se plaçait pas sur le terrain de la lutte de classe. Il demandait en outre qu'au lieu de convoquer les partis politiques, ce qui serait une «mesure défavorable à la réussite de l'initiative», soient invités à la réunion constitutive du front des représentants des différents courants existants dans les syndicats, ce qui serait le meilleur moyen pour que soient représentés «tous les courants présents dans la camp prolétarien». Cf. «L'Alliance du Travail», *Il Comunista*, 10/2/1922.

(20) L'UIL (Union Italienne du Travail) était une petite centrale syndicale assez combative; elle était dirigée principalement par des éléments se réclamant du «syndicalisme révolutionnaire» dont un certain nombre

rejoignit ensuite le fascisme.

(22) «Des informations venues de nombreux centres d'Italie, que ce soit directement ou par la presse, nous informent que la journée du premier mai a rencontré presque partout l'opposition violente des forces armées de l'Etat et des garde-blancs. Des travailleurs pacifiques ont été agressés, battus et tués. Dans de nombreuses villes comme Milan, Turin, Trieste, Bologne, Rome, etc., les manifestations populaires ont été interdites, ailleurs même les réunions ont été interdites, ailleurs encore (comme à Melegnano) des municipalités ont été dissoutes, au mépris de toutes les procédures légales normales, parce qu'à l'occasion de la «journée du travail» elles avaient arboré le drapeau rouge.

Nous voyons dans ces faits une violation caractérisée de ce que sont, dans la lettre et dans l'esprit, les postulats pour la défense desquels a été constituée l'Alliance du Travail. Nous croyons donc opportun de vous inviter à soumettre d'urgence au comité central de l'Alliance du Travail la proposition de la proclamation immédiate et sans limitation d'une grève générale nationale de toutes les catégories de travailleurs y compris les employés des services publics, comme riposte adéquate aux violences subies et comme seul moyen pour imposer à la classe dominante la reconnaissance et le respect des conquêtes et des droits des travailleurs». Publié sur *Il Comunista*, 3/5/1922.

(23) Cf. «Storia della Sinistra

Comunista», op. cit., pp 328-329. On voit que tout en restant inflexible sur son opposition à des accords politiques au sommet avec les faux partis ouvriers, le PC d'I n'était pas hostile par principe à des discussions et des accords précis sur des bases bien définies et des objectifs précis. Le PSI, après qu'il ait proposé au début des discussions «un pacte d'alliance sérieuse et effective de tous les partis qui luttent sur le terrain de la lutte de classe [sic!]», fit la preuve une fois de plus que dans les faits il était opposé à l'organisation de toute action sérieuse et effective de lutte. L'historiographie de gauche courante reproche au PC d'I d'avoir seulement cherché à «démasquer» les réformistes, alors que la proposition du PSI «d'un accord inter-parti aurait été en ligne avec les indications du CEIC et à laquelle, le PC d'I se serait opposé parce qu'il ne les partageait pas» («Amadeo Bordiga Politico», op. cit., p. 455).

Rappelons que pour l'IC ces accords inter-partis n'étaient pas un but en soi, mais un moyen pour faciliter la lutte et mettre les masses en mouvement, tout en démasquant justement les réformistes; au cours de cet épisode le PC d'I put démontrer que la proposition du PSI tout comme les discours de ses représentants n'étaient que de la **poudre aux yeux** - nouvelle preuve que l'opposition au front unique politique reposait sur les besoins réels de la lutte ouvrière et non sur des a priori politiques abstraits.

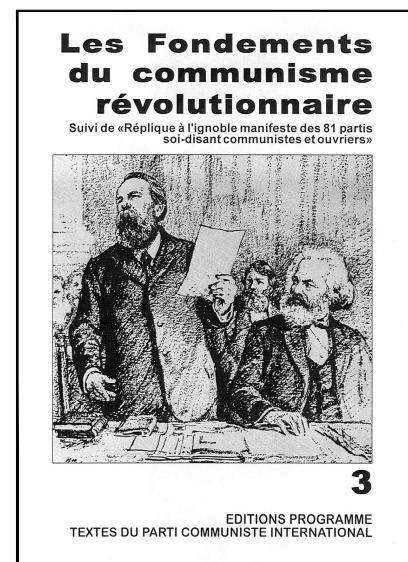
(24) *Il Comunista*, 27/5/1922.

«Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale»

(Brochure A5, Août 2004; 88 pages, Prix: 3 €, 6 FS)

Au sommaire:

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe, formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- Annexe: Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers



Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique

Le rapport que nous publions ci-dessous fut rédigé en vue de l'Exécutif Elargi (EE) de l'Internationale Communiste qui se tint à Moscou du 7 au 11 juin 1922. Cet EE fut essentiellement consacré au bilan de la réunion des trois Internationales, au procès des Socialistes-Révolutionnaires en Russie et à la question française. Il n'existe pas de compte-rendu de ses travaux, mais le quotidien central du PC d'I, *Il Comunista*, publia le 22 juin le rapport de Zinoviev à sa première session: «Quels sont les enseignements de la tactique du Front Unique»; d'autres documents sur la «question italienne» discutée lors de l'EE furent publiés en 1924 sur la revue *Stato Operaio* par la nouvelle direction gramsciste du Parti. Ces discussions eurent lieu en commission entre la délégation italienne et Zinoviev et d'autres responsables du Comité Exécutif de l'Internationale et deux résolutions furent adoptées: l'une pour la presse du parti et une autre «confidentielle». Nous la publierons sur le prochain numéro.

HISTOIRE DE LA TACTIQUE SUIVIE JUSQU'À AUJOURD'HUI PAR LE PARTI

Le PC d'I, né à un moment très difficile, a dû au début consacrer la plus grande partie de son attention au travail d'organisation interne, et dans cette période, tout en travaillant et faisant de la propagande dans tous les domaines, il a appliqué une tactique d'action indépendante pour conquérir, contre tous les autres partis, des positions au parti.

Mais dès le début les conceptions tactiques du parti n'ont rien eu de commun avec la légende des tendances volontaristes et putschistes qui lui ont parfois été attribuées. Conscient d'être un parti minoritaire, le PC d'I n'a jamais cru qu'il pouvait préparer le coup de main pour la conquête révolutionnaire du pouvoir avec les forces qu'il encadrait. Ce n'est pas à cause d'une telle illusion, mais en raison de la nécessité même de son existence et de sa pénétration parmi les masses que le PC d'I a constitué un encadrement militaire et qu'il a conduit et conduit toujours des actions de guérilla contre les forces bourgeoises.

La tactique du PC d'I a été complètement marxiste, et son déroulement est parfaitement en ligne avec les résolutions du IIIe Congrès, qui ne sont pas une rectification de la tactique de l'IC, mais représentent la véritable expérience des luttes prolétariennes que possède le mouvement marxiste en

Italie comme ailleurs, se distinguant clairement du révolutionnarisme romantique de certains groupes extrémistes. Preuve en est le contraste entre notre parti et les syndicalistes [révolutionnaires - NdIR] et anarchistes italiens.

Notre parti a donc tout de suite compris qu'une condition pour la réalisation de son programme révolutionnaire était la «conquête des grandes masses». En constituant à Livourne le «vrai» parti communiste, et en l'organisant sur des bases solides, on n'avait réalisé que l'une des conditions révolutionnaires: il fallait réaliser l'autre, à savoir l'encadrement autour du parti de la grande masse du prolétariat, dans ses couches les plus combattives.

Entre parenthèses: si nous repoussons la formule selon laquelle il faut conquérir la «majorité» du prolétariat, et si nous insistons qu'il ne faut pas dévaluer la fonction de catalyseur des minorités organisées d'avant-garde, nous croyons que par cette précision nous ne nions pas l'esprit de la tactique décidée au IIIe Congrès, mais que nous ne faisons qu'en préciser la portée.

La preuve de cette bonne orientation réside dans le fait que dès les premiers moments un très intense travail syndical a été entrepris, dans lequel l'intervention constante dans

toutes les luttes y compris contingentes qui intéressent les travailleurs s'accompagne de la claire orientation révolutionnaire qui inspire tout le travail. Tout le parti, loin d'avoir des tendances à la KAPD (1) en faveur de la scission syndicales, a fait sien le mot d'ordre de l'unification syndicale du prolétariat italien.

Mais le problème de toucher par notre propagande les masses contrôlées par les socialistes et les anarchistes s'est présenté immédiatement à nous, et il faut résoudre en pratique avant même d'avoir les résultats du IIIe Congrès et Congrès des Syndicats Rouges. L'étude de la situation italienne nous a dicté notre plan tactique: mais loin de le suivre inconsciemment comme le suppose à tort le camarade Zinoviev dans son écrit, c'est nous qui l'avons élaboré et lancé parmi les masses, naturellement en tenant compte de leurs dispositions et de leurs tendances. La proposition du Comité Syndical Communiste aux grandes organisations syndicales, pour une action générale contre l'offensive patronale, conçue comme une grève nationale de toutes les catégories dirigée par une coalition de tous les syndicats, date d'août 1921.

L'histoire de l'accueil réservé à notre proposition tient en quelques mots: obstruction obstinée chez les chefs syndicaux, sympathie toujours croissante chez les masses.

Avec cette proposition nous sommes devenus les initiateurs du front unique prolétarien et dans le même temps nous n'avons pas cessé, mais nous avons au contraire intensifié notre travail pour arracher des positions aux socialistes et aux anarchistes.

Un autre aspect général de la campagne a été le suivant: nous sommes parfois battus dans les votes aux réunions et aux Congrès syndicaux où les délégués sont les permanents eux-mêmes, sans qu'il y ait consultation des masses. Mais notre propagande est presque toujours victorieuse

quand il s'agit de grandes réunions où les masses sont présentes et surtout dans les rassemblements qui sont convoqués durant les agitations partielles.

L'esprit de la proposition communiste a été pleinement compris parmi les masses; celles-ci sont désormais convaincues que l'action partielle de secteurs n'a aucune chance de succès contre l'offensive bourgeoise, et qu'il faut relier tous les conflits partiels que suscite l'offensive bourgeoise dans ses multiples aspects, en une lutte unique de tous les secteurs dans l'intérêt de tous, parce personne ne sera épargné si les défaites prolétariennes continuent. Cependant cette conviction se construit précisément à travers les luttes partielles: les communistes ont toujours participé à celles-ci pour prendre une part directe à la lutte et en même temps pour conduire les masses à pousser leurs chefs vers l'action générale. Donc même là où les luttes partielles n'ont pas été couronnées de succès, comme cela a presque toujours été le cas, notre influence a augmenté. D'autre part ces luttes partielles, qui depuis 6 à 7 mois sont devenues fréquentes, du seul fait qu'il y ait un mouvement de classe, améliorent le moral du prolétariat. Les ouvriers répondent à l'appel dans les grèves et même dans la lutte ou la guérilla contre les forces bourgeoises, et comprennent bien que si on ne peut utiliser ces moyens, c'est en raison de la tactique des chefs défaitistes.

Comme exemples de cette situation générale, nous avons eu des grèves générales de ville ou de régions (Trieste, Gênes, Turin, Naples, etc.) et des grèves nationales de catégorie (typographes, travailleurs portuaires, etc.). Les grandes masses en mouvement ont repris à leur compte notre mot d'ordre pour l'action générale.

Le développement de cette campagne a conduit à la formation de l'Alliance du Travail qui comprend les grands syndicats nationaux. L'initiative en fut prise en février par le Syndicat Ferroviaire, qui avant de convoquer les syndicats avait voulu convoquer les partis dans le seul but de les informer sur la proposition d'alliance des syndicats. Nous avons refusé de participer à cette réunion. La raison est simple et concrète: notre intervention aurait conduit à un contraste de positions incurable sans de très grosses concessions de principe de notre part et l'Alliance du Travail n'aurait pas été créée, faisant ainsi disparaître

la plate-forme que nous cherchons pour avoir le meilleur contact avec les masses. En effet nous n'aurions pas pu souscrire au communiqué équivoque et pacifiste qui est sorti de la réunion des partis. Nous nous sommes contentés d'envoyer aux cheminots une lettre disant que nous étions les initiateurs de l'Alliance syndicale, et que celle-ci pouvait compter sur la discipline des communistes. L'initiative des cheminots coïncidait avec la crise ministérielle entre le cabinet Bonomi et le cabinet Facta. Il était évident que les socialistes voulaient alors former un bloc prolétarien pour s'en servir afin de faire pression en faveur d'un ministère «de gauche».

La position indépendante du parti en tant que telle avait comme objectif de nous permettre de lutter contre ce plan, attaquant y compris l'Alliance du Travail là où elle se serait détournée de ses objectifs, sans pour autant provoquer de scission ni en rompre la discipline comme coalition d'organisations de masse. Le plan du «gouvernement meilleur» en Italie se traduit par une propagande défaitiste parmi les masses, parce que cet objectif est présenté comme un moyen pour éliminer le fascisme et la réaction, invitant le prolétariat à renoncer à toute résistance active. Donc même si nous considérons utile que cette éventualité se réalise effectivement, surtout pour enlever au prolétariat cette ultime illusion et liquider l'influence des sociaux-démocrates, la tactique qui s'impose est celle de notre indépendance et de notre constante opposition par rapport à un tel plan.

D'autre part, la constitution de l'Alliance du Travail était une concession faite à l'aspiration à l'unité d'action qui avait gagné les grandes masses, concession que les éléments de droite avaient faite justement pour diminuer la pression de celle-ci et repousser le moment où l'action se serait imposée. Nous devons lutter contre le danger que l'Alliance du Travail endorme les masses. Il fallait donc dans le front unique non pas une position de compromis réciproque liant notre action à une formule commune, mais une liberté absolue d'action et de propagande pour ne pas avoir à craindre d'être tous les jours menacés d'un chantage à la rupture. Les socialistes et les anarchistes ayant été conduits à faire le pas décisif de l'Alliance syndicale, qui se traduit en convocations de comités et de rassemblements de masse, nous avons émis des directives pour

une propagande systématique tendant à agiter le contenu effectif de l'action qui, selon les communistes, doit être donné à l'Alliance. Nous en avons résumé les points principaux dans un Manifeste publié en mars. Pour ce qui est des objectifs, nous avons mis en avant une série de revendications concrètes contre les manifestations tant économiques que politiques de l'attaque, parmi lesquelles se trouve en première ligne ce que les socialistes n'acceptent pas: le refus des baisses de salaire; pour ce qui est des moyens, nous avançons la grève générale nationale; pour l'organisation de l'Alliance nous demandons que celle-ci s'élargisse sur la base de la représentation directe des masses, avec de larges comités locaux où soient représentés tous les syndicats, et avec la convocation d'un Congrès national de l'Alliance du Travail.

Nous avons également demandé, y compris directement, au moyen du Comité syndical communiste, que les délégations de chaque organisme syndical au Comité national ne soient pas composées de seuls permanents, mais qu'elles soient composées proportionnellement aux fractions dans lesquelles chaque syndicat est divisé. Si la proposition était acceptée, entreraient au comité des communistes appartenant à la minorité confédérale, des communistes du Syndicat ferroviaire, les syndicalistes favorables à Moscou dans l'Union Syndicale: la conséquence serait qu'il pourrait y avoir une majorité contre les socialistes dans l'Alliance du Travail, composée de communistes, de syndicalistes révolutionnaires et d'anarchistes. Le refus de notre proposition nous a permis de mener campagne contre le sectarisme des autres et leur oeuvre de torpillage de l'unité. Une position comme celle que nous demandons laisserait entière sa liberté d'action à la centrale politique du parti, tout en lui permettant de diriger de près et avec une sûreté absolue d'exécution le travail du petit groupe communiste dans le Comité de l'Alliance. Nous arrivons à ce résultat dans les comités locaux, qui ont été acceptés, et nous y arriverons toujours plus à mesure que la base de l'Alliance s'étendra aux grandes masses.

Les sociaux-démocrates ont été contraints de reconnaître l'impuissance des simples actions isolées de syndicats individuels. Mais puisque les masses demandent irrésistiblement une solution, ils répondent que la so-

Rapport Comité Exécutif

lution est dans l'action politique: ils disent ouvertement que par action politique, il faut entendre la collaboration parlementaire du prolétariat avec la bourgeoisie; ce n'est pas une parole en l'air, mais une solution concrète qui ne se comprend que comme un gouvernement soutenu au parlement par les socialistes, les populaires et les démocrates bourgeois de gauche (Nitti, De Nicola) (2). Utiliser la force du prolétariat dans une crise ministérielle, voilà l'objectif des réformistes. Un obstacle est constitué par la discipline envers la majorité du parti socialiste qui est serrattienne (3); mais celle-ci est mal partie, car elle ne peut opposer à la perspective des réformistes une perspective qui lui soit propre, opposée comme elle l'est à la lutte directe des masses contre la réaction, et capable uniquement d'une stérile et négative intransigeance.

Les réformistes présentent la solution collaborationniste surtout parce qu'ils perdraient leur popularité auprès des masses s'ils ne proposaient pas une issue, et ils refusent désespérément l'issue constituée par une action prolétarienne générale.

Ils ne veulent pas perdre le contact avec les masses, et ils suivraient celles-ci y compris sur le terrain de la grève générale, pour en préparer comme toujours la défaite et ramener le prolétariat battu à la méthode de la collaboration. Dans ce jeu qui a de tragiques précédents en Italie, les réformistes utilisent la complicité du révolutionnarisme démagogique des maximalistes, des anarchistes et autres subversifs de toute espèce de la politique italienne.

La formule des réformistes est donc: passage à l'action politique (4). Une coalition de forces prolétariennes leur serait utile, si elle se constituait sans avoir bien fixé au préalable ses limites et ses objectifs. Il en sortirait un mouvement d'ensemble des masses italiennes qui serait dirigée vers deux débouchés: ou la solution ministérielle que nous avons décrite, ou le torpillage quand l'action des masses deviendrait irrésistible, avec la rupture de la coalition prolétarienne et un rejet habile de la responsabilité de la rupture sur les éléments extrémistes. Ce jeu s'est manifesté récemment dans la proposition par l'Alliance du Travail d'une rencontre (secrète) des partis, après que les représentants ultra-réformistes de la CGL dans l'Alliance soient tombés d'accord avec les autres sur l'inévitabilité de la grève générale;

mais ils déclarèrent que cette grève «ne peut être qu'insurrectionnelle et tendre à une crise politique de régime». D'où l'interpellation des partis politiques.

Il pouvait sortir de cela: ou bien une alliance contrôlée par les réformistes, ou bien l'échec de l'accord par le refus des communistes, auquel cas on aurait eu beau jeu à déconsidérer notre campagne pour l'action générale en disant que nous l'avions rendue impossible.

Les documents que nous vous joignons retracent la façon dont nous nous sommes comportés. Nous sommes intervenus à la réunion. Nous avons déclaré qu'il était possible d'arriver à une coalition politique, mais à des conditions précises.

Ces conditions étaient telles que leur acceptation par les socialistes et les confédérés signifierait l'échec de leur plan pour diviser le mouvement, tandis que leur refus permet de démontrer aux masses la justesse des conditions que nous avons posées, et qui ont pour but de protéger le prolétariat des trahisons et des terribles désillusions dont la mémoire est encore vive.

L'attitude que nous avons eue a été purement tactique: en réalité nous sommes pour la grève générale syndicale, base sur laquelle la lutte politique se développe, qui en est même un épisode, mais avec un processus beaucoup plus long et dans lequel, pour qu'il soit possible, doit s'insérer notre travail pour que notre influence remplace celle des socialistes et des anarchistes.

Nous sommes opposés à toute alliance entre partis pour diriger l'action insurrectionnelle et le mouvement révolutionnaire des masses dont les autres parlent avec mauvaise foi et inconscience, et de façon générale avec une épouvantable impréparation. Cependant notre tactique les a mis dans une position plutôt embarrassante: ils n'ont pour l'instant ni accep-

té ni refusé nos propositions; ils ne peuvent les accepter et ils craignent de se discréditer en les repoussant, du moment qu'ils utilisent contre la poussée vers la lutte, l'argument démagogique que cette lutte ne peut être que la «révolution» (5).

Etant donné la situation, il est impossible de songer à une solution intermédiaire entre la collaboration ouverte que préparent les réformistes, et notre proposition d'action directe des masses. Le fait même que les éléments équivoques du mouvement ouvrier parlent de renversement du régime, démontre qu'il n'y a pas d'autre mot d'ordre à lancer.

Reconnaissant qu'il est encore absurde d'envisager de lancer le mot d'ordre: à la conquête de la dictature avec le PC à la tête des masses, il n'y a pas d'autre plate-forme d'agitation et d'action que notre proposition d'action générale dirigée par les syndicats. Les droitiers n'ont aucun argument à y opposer devant les masses, et l'acceptation de cette proposition signifierait une étape sûre sur la voie de la conquête des masses par le parti communiste.

Il faut tenir compte que dans cette campagne nous sommes continuellement soutenus par d'autres forces: les syndicalistes de l'USI partisans de Moscou (fraction Vecchi) et les socialistes de la fraction Lazzari, Maffi et Riboldi (6). N'ayant passé avec eux aucun compromis politique comme parti, la collaboration avec eux est utile parce que c'est nous qui les contrôlons en permanence. Avec les autres éléments les dangers seraient évidents: nous leur permettrions de se présenter comme des amis de l'unité et de la lutte prolétarienne et puis ils la torpilleraient et la responsabilité de la défaite serait rejetée sur les communistes, en prétendant que nous aurions donné un contenu trop poussé à l'utilisation des forces coalisées.

Voilà où en est la situation à l'heure actuelle.

DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES DE LA TACTIQUE DU PC D'I

Ce n'est pas ici le lieu pour développer les arguments que le PC d'I a fait valoir pour critiquer la tactique du front unique dans le sens où elle a été votée lors de l'Exécutif élargi de l'Internationale, et pour traiter la question générale et internationale. Nous nous limiterons à quelques considérations pour expliquer et défendre l'action menée

par le PC en Italie en répondant aux objections pratiques qui lui ont été faites.

Le sens de la tactique du front unique est la conquête des masses en utilisant les circonstances produites par l'offensive bourgeoise, et en nous mettant en contact avec la partie du prolétariat qui suit les autres partis

politiques. Il s'agit de créer une plate-forme d'agitation qui ait une extension plus grande que celle qui peut être donnée par la simple propagande de notre programme et de nos principes politiques. Il s'agit aussi, sans aucun doute, de peser sur l'évolution réelle de la situation y compris dans les phases qui devront précéder celle de la lutte finale pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, sans renoncer aucunement à la préparation des conditions du succès de cette lutte finale, où le PC devra être le protagoniste. La base essentielle pour la conquête des grandes masses est la compréhension que la propagande et la préparation révolutionnaire ne peuvent se faire que sur le terrain des luttes du prolétariat pour ses intérêts immédiats, dont il tire l'expérience nécessaire pour sa tâche ultérieure.

Que cela soit parfaitement compris par notre parti, c'est ce que démontre son intense activité dans les syndicats et dans les luttes économiques du prolétariat italien.

Qu'il pose de façon concrète la question du passage des luttes économiques isolées à leur synthèse dans une action commune de toute la masse prolétarienne sans distinction de catégorie ou de localité, que le processus marxiste à travers lequel toute lutte économique révèle son contenu politique, c'est ce que démontre la campagne pour la proposition d'action générale prolétarienne, basée sur les intérêts immédiats des masses et utilisée pour la diffusion et l'extension du rayon d'influence de notre parti.

Cette campagne nous a précisément permis d'entrer en contact avec la partie du prolétariat contrôlée par d'autres partis politiques, et de leur arracher une série de positions, en démontrant qu'ils sont les ennemis non seulement de la révolution communiste, mais aussi de la lutte de masse pour la défense de leurs intérêts concrets et évidents aux yeux du dernier des prolétaires.

Pour atteindre ce résultat, qui aujourd'hui a pris la forme de l'Alliance du Travail, organisme qui a la tâche de rassembler les grandes masses et de les mettre en mouvement, comme l'ont démontré beaucoup d'actions locales et la manifestation du Premier Mai, notre parti n'a renoncé à rien; il n'a pas dû atténuer sa critique et sa polémique envers les autres, il n'a pas pris d'engagement de cette sorte, ni signé des déclarations communes sur une ligne ambiguë et intermédiaire

entre nos principes et ceux des autres partis. Dans les réunions de l'Alliance nous défendons nos propres conclusions; elles ne contiennent pas les thèses théoriques de la doctrine communiste ou le programme politique du parti, mais nous les avons préparées sans aucune considération qui puisse les atténuer; de très nombreuses fois, ces résolutions, acceptées par les grandes masses, surtout pendant leurs agitations, sont reproduites telles quelles dans la presse d'autres partis, parce qu'elles étaient devenues des positions officielles de l'Alliance. En même temps non seulement nous n'avons pas renoncé à notre travail de conquête des syndicats, mais nous l'appuyons au contraire jour après jour sur notre campagne pour le front unique prolétarien, les socialistes étant obligés d'abandonner leurs positions syndicales quand devant les masses leur opposition à nos propositions d'action commune reste minoritaire. Ainsi s'étend notre réseau de noyautage et d'encadrement syndical sur lequel s'appuie l'influence de notre parti, et qui s'étend toujours plus à toutes les branches du mouvement syndical et d'autres formes d'organisation ouvrière (coopératives, etc.). Le jour où la centrale de l'Alliance syndicale au cours d'un mouvement se mettrait à trahir la cause du prolétariat, et que le parti juge possible de pousser à fond la lutte, il pourrait en assumer la direction en faisant un coup de main sur les centrales syndicales grâce à son organisation syndicale strictement disciplinée au parti. Il serait impossible d'accuser le parti de rupture de l'unité ou d'un pacte d'alliance, tandis que si à l'inverse l'action décisive dirigée par le seul parti communiste n'est pas possible et que le mouvement soit arrêté par ses dirigeants alors qu'il pourrait encore se développer, le PC peut en rejeter sur eux toute la responsabilité, et faire de cela un point d'appui pour l'extension de son influence et de la préparation des luttes futures.

L'expérience des luttes conduites sur une base unitaire au cours desquelles le prolétariat italien a été trahi et ses mouvements sabotés, démontre combien il est nécessaire que les vrais révolutionnaires apparaissent en permanence aux masses dans une position indépendante de la politique opportuniste. Jusqu'ici en effet comme les communistes étaient unis au parti socialiste et les anarcho-syndicalistes trop enclins à accepter la res-

ponsabilité de mouvements communs avec le PSI et la Confédération réformatrice, l'oeuvre des éléments de droite a conduit le mouvement à échouer à cause de compromis avec la bourgeoisie; et à la fin du mouvement la grande masse, démoralisée, s'est éloignée des éléments de gauche en les croyant responsables de la défaite.

Ce que nous disons des anarchistes sert à démontrer que pour éviter un tel piège, l'indépendance organisationnelle du parti ne suffit pas, il faut aussi qu'il n'ait aucun partage de responsabilité avec les autres partis dans la conduite de la lutte. Par ailleurs il faut participer à celle-ci et être en première ligne, être ceux qui la suscitent et qui sont les promoteurs de l'union de toutes les forces prolétariennes; ce problème nous semble résolu de la meilleure façon par notre tactique étant donné la situation italienne. D'autre part le parti ne dira pas froidement devant les masses qu'il ne peut pas partager la responsabilité ou diriger une action avec les socialistes, précisément parce que cet argument n'est pas compréhensible par les masses qui suivent les socialistes; mais il posera à l'action commune des conditions que la masse ouvrière elle-même jugera justes, en se tournant contre les sociaux-démocrates qui n'ont pas une plate-forme politique et une organisation capables de les accepter, c'est-à-dire de se placer sur le terrain d'une lutte de défense de la classe ouvrière.

En ce qui concerne la situation concrète et le développement des rapports sociaux et du régime politique en Italie, nous avons déjà expliqué que deux propositions sont aujourd'hui présentées aux masses: celle des réformistes qui proposent la collaboration avec la bourgeoisie de gauche comme moyen pour atténuer l'offensive et réactionnaire, et celle communiste qui propose l'action générale pour la lutte directe, comprise comme une plate-forme pour stopper la domination bourgeoise et intensifier l'ultérieure préparation révolutionnaire vers des luttes où le PC aura un rôle plus prééminent.

Les communistes italiens sont nettement de l'avis qu'il est utile que la politique collaborationniste des socialistes aille à son terme. Le prolétariat pourra ainsi constater que cette solution est illusoire, et il abandonnera les illusions social-démocrate et social-réformiste de façon plus rapide que ce que peut donner la simple pro-

pagande. Mais pour atteindre ce résultat et pousser les réformistes à prendre leurs responsabilités, est-il souhaitable d'avancer un mot d'ordre relatif à la forme de gouvernement qui soit intermédiaire entre celle de la collaboration avec la bourgeoisie et celle du pouvoir prolétarien sur la base de la dictature? Nous ne faisons ici aucune considération de principe. Nous remarquons seulement que le jeu de trahison réformiste est possible en Italie grâce à la complicité du pseudo-révolutionnarisme maximaliste des serratiens et de l'ingénuité du révolutionnarisme petit-bourgeois des anarchistes et de beaucoup d'autres mouvements ambigus, chacun d'eux ayant une formule toute prête pour le changement de régime politique. En spéculant sur tout ça, les réformistes laissent se développer l'hypnotisation des masses par toute cette phraséologie révolutionnaire, derrière laquelle ils tissent leur trame de pur et simple soutien au gouvernement bourgeois. Il ne faut pas oublier que les réformistes eux-mêmes ont proposé, proposent et proposeront des mots d'ordre pour un changement de régime politique (en 1919, l'assemblée constituante et la république de Modigliani, aujourd'hui les avances à D'Annunzio et la proposition dont nous avons parlé d'une grève insurrectionnelle votée par l'Alliance du travail, etc.) (7). Dans cette situation, la tâche du PC est de travailler à l'union de toutes les forces ouvrières, mais dans le même temps à la destruction du confusionnisme politique. Si nous proposons une formule de gouvernement ouvrier, à part le fait qu'il est difficile de comprendre ce que cela signifie, les socialistes de gauche et les anarchistes nous enseveliraient sous leur propagande démagogique pour la révolution sans adjectif et l'Ultra-révolution.

Pour réagir au défaitisme de cette démagogie il n'y a que la formulation de programmes de lutte qui apparaissent aux masses parfaitement concrets et réalisables dans la situation actuelle effective. Comme les maximalistes serratiens, intransigeants en paroles et pacifistes et adversaires de la lutte dans les faits, n'ont ni peuvent avoir de perspective positive, il faut [illisible] le dilemme dont nous avons parlé pour faire disparaître toutes les équivoques et polariser l'attention du prolétariat sur les termes clairs de la question.

Il y a ensuite le problème de la lutte

contre le fascisme. La proposition des réformistes de collaboration [avec les bourgeois démocrates - NdlR] se base sur la propagande parmi les masses contre le principe de résistance directe et armée, pour leur donner l'illusion qu'il existe des moyens pacifiques et légaux pour combattre le fascisme (8). Les socialistes de gauche ne sont pas partisans de la collaboration, mais ils collaborent à cette campagne, dans la mesure où ils font eux aussi de la propagande pour la passivité, la non-résistance et la pacification des esprits. Ce n'est qu'en soutenant la nécessité de l'action armée du prolétariat contre le fascisme et la réaction qu'il est possible de s'opposer à la campagne collaborationniste.

Ce mot d'ordre est très populaire, car l'indignation prolétarienne contre les fascistes croît chaque jour: il s'agit de l'organiser. Un mot d'ordre qui risquerait de faire croire aux masses qu'il soit possible de conquérir le pouvoir autrement que par les armes, ne ferait que favoriser le jeu commun des réformistes et des maximalistes, et en un certain sens l'oeuvre négative des anarchistes qui font de la propagande contre l'organisation de forces armées prolétariennes tendant à constituer un pouvoir politique de classe, au nom de l'opposition au «militarisme rouge».

Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est donc exclu de la situation pour une série de raisons concrètes qui démontrent que non seulement il ne servirait pas à polariser autour de nous de plus larges masses, mais qu'il compromettrait les résultats obtenus jusqu'ici et la position conquise par le PC, qui apparaît comme le premier partisan de cette action directe commune qui est profondément désirée par les masses, alors qu'elle est rendue difficile par l'influence des opportunistes de toute espèce.

Nous voudrions maintenant dire quelques mots contre les nombreuses objections soulevées, pas toujours en connaissance de cause, contre notre parti et sa tactique. Mais ce que nous avons exposé est une réponse suffisante, et fait tomber deux critiques étrangement contradictoires: la première est que notre parti se consacrerait à la spéculation théorique et non à l'action pratique; la seconde est qu'il s'occuperait du travail syndical et pas du travail politique. La lutte et les problèmes syndicaux en Italie sont tout à fait politiques; et quand nous proposons des formules d'organisa-

tion et d'entente sur le terrain syndical ce n'est pas pour mettre de côté nos buts politiques, mais pour aller vers eux précisément avec l'esprit du front unique, c'est-à-dire en faisant notre politique contre celle des autres après les avoir conduit à mettre leurs forces sur un terrain commun aux nôtres. Contre cette série de raisons concrètes, qui sont en cohérence avec le développement théorique de nos thèses tactiques, qu'il n'est pas ici le lieu de discuter, c'est en réalité raisonner avec un a priori que de voir une contradiction formelle entre la pratique du «front unique syndical» et celle du «front unique politique». Est-ce que par hasard ce serait une contradiction pour le parti italien comme pour tous les autres que de ne pas avoir fait la scission syndicale après avoir fait la scission politique, d'être pour l'unité organisationnelle syndicale et contre l'unité organisationnelle politique? Quelques lignes suffiraient pour éliminer ces questions de la discussion.

Nous croyons que les communistes font un travail politique non pas en mettant au premier plan «les partis», mais en mettant au premier plan leur parti, qui est né précisément parce que ses directives sont les seules à pouvoir donner la base d'une politique de classe. Déplacer les forces des autres partis et chercher à avoir une influence sur leur action est une tâche tactique du PC et de sa politique, mais personne ne peut en conclure que passer par exemple un compromis avec les socialistes soit une action politique, tandis que ce serait une action apolitique de les attaquer quotidiennement et faire une proposition d'action commune sur la base des syndicats dans le but d'accroître notre influence sur ces derniers et diminuer la leur.

Après ce que nous venons de dire, on peut peut-être comprendre que nous ne nous basons pas en réalité sur des scrupules sentimentaux qui nous empêcheraient de nous approcher des socialistes ou d'autres chefs politiques et de nous asseoir à la même table - ce que nous avons déjà fait et que nous referons à l'occasion, et pas seulement quand ils représentent les syndicats, mais même parfois quand ils représentaient leur parti. Dans sa difficile action le PC a traversé et traverse des situations bien difficiles et nos camarades travaillent même dans les organisations catholiques et fascistes. Nous pensons que les objections mises en circulation à propos de notre

tactique dépendent seulement du manque d'informations sur la question, ce dont nous n'accusons pas les camarades des autres pays, mais dont nous sommes nous-mêmes dans une certaine mesure les responsables. La

discussion et les échanges directs d'idées ne pourront que clarifier les choses et rectifier le jugement sur les orientations de notre parti, le tout en accord avec l'esprit qui anime notre commune doctrine et organisation.

(1) Le KAPD (Parti Communiste Ouvrier Allemand), scission du KPD, préconisait la sortie des syndicats traditionnels pour créer à leur place des organisations regroupant les seuls prolétaires qui acceptaient le programme révolutionnaire. Le résultat aurait été de laisser la grande majorité des travailleurs adhérant aux syndicats sous la coupe des directions réformistes.

(2) Les «populaires» étaient les membres du Parti Populaire Italien, l'ancêtre de la Démocratie Chrétienne; De Nicola, président de la Chambre des députés et Nitti ancien premier ministre, étaient des hommes politiques hostiles au fascisme.

(3) Le courant dite «maximaliste» dont Serrati était le dirigeant était majoritaire dans le PSI, les «réformistes» ne représentant qu'une petite minorité - à la différence de la CGL où ils étaient majoritaires sous l'appellation des «confédérés»; mais c'était cette minorité réformiste qui donnait la de la politique socialiste.

(4) C'est là une attitude typique du réformisme; en France, pour enterrer la grève générale en mai 68, le PCF fit admettre que la solution était de passer sur le terrain politique, à savoir participer aux élections législatives organisées par le pouvoir gaulliste (après l'échec de sa tentative de référendum). Il s'agissait de faire abandonner par les travailleurs le terrain de l'affrontement de classe pour les amener sur le terrain politique **bourgeois** - évidemment pas sur le terrain politique révolutionnaire!

(5) Nous avons retracé cet épisode dans l'article précédent. La politique du PC d'I était tout-à-fait différente de celle du parti allemand dont nous avons donné un exemple contemporain lors du meurtre de Rathenau.

(6) Il s'agit de la petite fraction dite des «*Terzinternazionalisti*» (partisans de la IIIe Internationale) dans le PSI qui était artificiellement maintenue sur pied par l'IC (contre l'avis du PC d'I) pour tenter de ga-

agner des militants.

(7) Le poète Gabriele D'Annunzio avait avec ses «légionnaires» et soutenu par Mussolini, occupé pendant quelque temps en 1919 la ville de Fiume (Yougoslavie) que revendiquaient les nationalistes (une partie de la population y était d'origine italienne). Pendant un moment il fit figure de rival de Mussolini et c'est à ce titre que les dirigeants de la CGL lui firent des ouvertures.

(8) Les espoirs dans une collaboration avec certains éléments bourgeois existaient aussi chez certains communistes, si nous en croyons Angelo Tasca; celui-ci raconte, sans donner plus de détails, que des contacts avaient été pris par «*les communistes de Turin*» avec des éléments du Parti Populaire et les bourgeois libéraux regroupés autour de la *Stampa* (quotidien de la ville) pour faire bloc contre les Fascistes. Venus à Rome avec un représentant de la Bourse du Travail pour demander que la direction du parti prenne autorise ce «*front commun*» - interclassiste - ou en prenne l'initiative, ces communistes, écrit-il, «*reçoivent une bordée d'injures*» du secrétariat. Cf. Angelo Tasca, «*Naissance du Fascisme*», NRF 1967, p. 231. Dans cet ouvrage (publié pour la première fois en 1938), il accusait le PC d'I d'avoir fait le jeu du fascisme et défendait l'orientation collaborationniste de la droite réformiste du PSI.

La *Stampa*, n'était pas seulement le principal quotidien bourgeois de Turin, il était aussi considéré comme un organe traditionnel des partisans de l'ancien premier ministre Giliotti. Ce dernier, d'abord opposant déclaré aux Fascistes qui le dénonçaient violemment, les avait en fait utilisés comme troupes extra-légales contre les prolétaires, avant de les intégrer dans son alliance électorale lors des élections de mai 1921. Après que Mussolini ait accédé au poste de premier ministre, la *Stampa*, tout en critiquant sa politique «*dictatoriale*», affirma dans un édito publié le 21/12/1922, qu'elle allait sui-

vre une politique de «*neutralité*» envers les Fascistes pour ne pas causer de problème au nouveau gouvernement. On imagine quelle lutte contre le Fascisme une alliance avec ce milieu aurait pu donner! Quant aux communistes décrits par Tasca (sans dire s'il en faisait partie), ils anticipaient en quelque sorte la funeste politique de l'alliance avec les bourgeois démocrates qui fut suivie ensuite, sous le nom d'«*antifascisme démocratique*», par la nouvelle direction gramsciste du parti avant d'être généralisée par le mouvement stalinien.

Tasca (qu'une polémique célèbre sur la question du culturalisme avait opposé avant-guerre à Bordiga dans les Jeunesses Socialistes) avait été, en même temps que le secrétaire de la Bourse du Travail, l'un des dirigeants du groupe ordinoviste fondé en 1919 à Turin par Gramsci. Dans le jeune PC d'I il occupa des postes de responsabilité dans le travail syndical. Il fut le premier des anciens ordinovistes à rejoindre en 1922 la position de l'IC sur la question du front unique, alors que les Gramsci, Terracini, Togliatti, etc., restaient encore sur la ligne du parti. C'est pourquoi, sous pression de l'Internationale qui voyait en lui le plus solide partisan de sa tactique, il fut intégré à la direction du parti; par la suite il représenta un courant de droite dans le parti. Réfugié en France en 1927 pour échapper à la répression fasciste, il fut expulsé en 1929 du PCI stalinisé en tant que partisan de Boukharine. Il revint au PS Italien en 1935, avant de devenir membre du PS Français (SFIO) après sa naturalisation. Après la défaite française face aux Allemands, il joua un rôle important pour convaincre les députés SFIO de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Il fut un partisan enthousiaste de la «*révolution nationale*» pétainiste dont il voulut être un des théoriciens, et de la collaboration avec l'Allemagne nazie: l'ancien rédacteur en chef de l'*Ordine Nuovo*, l'ancien partisan de l'antifascisme démocratique, avait fini par trouver dans le fascisme français un ordre nouveau à sa convenance... Après la guerre il devint consultant de l'OTAN sur le communisme et collabora entre autres à la revue d'extrême-droite «*Est-Ouest*». Cf. Emanuel Rota, «*A pact with Wicky*. Angelo Tasca from Italian Socialism to French Collaboration», New York 2013.

Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)

Nous publions ici la fin de cette étude, dont les parties précédentes sont parues dans «Programme Communiste» n° 97, 98 et 100. Rappelons qu'il s'agit essentiellement de la retranscription d'un rapport oral tenu à une Réunion Générale du Parti et non d'un texte réélaboré. C'est ce qui explique son style relâché.

Dans la précédente partie de cet exposé, nous avons retracé les positions de la Fraction par rapport aux événements d'Allemagne et d'Espagne et son opposition aux orientations de Trotsky à ce sujet ainsi que, corrélativement, les polémiques avec ce dernier sur la question de la démocratie et des mots d'ordre démocratiques. Nous en arrivons maintenant à la rupture définitive entre la Fraction et les partisans de Trotsky.

Août 1933 est une date importante pour le trotskysme, car c'est la date de la formation d'un regroupement qui a été le prélude à la fondation de la IVE Internationale; celle-ci n'est pas alors encore constituée, mais ses bases sont jetées, et malheureusement de la pire façon: les seuls adhérents à ce Congrès de pré-fondation de la IVE Internationale sont des courants de gauche du Parti Socialiste Hollandais, du Parti Socialiste belge d'autres organisations social-démocrates «de gauche».

La réponse à cette initiative est très nette et très dure de la part de la Fraction qui considère désormais impossible tout rapport avec le mouvement trotskyste. Elle réplique à l'illusion qu'il soit possible de créer une organisation communiste de gauche avec les débris de la gauche social-démocrate, en avertissant que ces groupes ont une fonction nettement contre-révolutionnaire: ils sont les continuateurs du «centrisme», ce courant qui, lorsque se fondaient les partis communistes, adoptait un langage révolutionnaire et prenait des poses radicales dans le but tout à fait conscient d'égarer les prolétaires et de les empêcher de rejoindre les nouveaux partis révolutionnaires. Ayant hérité la fonction du centrisme dans la ligne duquel ils se situent parfaitement, ces organisations représentent objectivement une impasse, un piège, pour les prolétaires révolutionnaires, et absolument pas un moyen ou un outil pour aller vers la constitution d'une organisation communiste, vers la reconstitution du parti de classe international.

La dernière tentative de contact avec les trotskystes est un peu anté-

rieure, elle remonte à mai 1933. La position de la Fraction est très claire; elle affirme: «Il faut refuser toute possibilité de travail commun avec des formations soi-disant de gauche des partis socialistes, sans la scission préalable avec les vieux partis et l'adhésion aux principes de l'insurrection prolétarienne et de la nécessité du parti pour cette insurrection et pour l'organisation de la dictature du prolétariat. Les partis socialistes indépendants doivent être considérés comme des ponts que la social-démocratie tend à jeter entre elle et les ouvriers d'avant-garde, et non comme des organismes qui peuvent conduire au communisme».

C'était une position non pas abs-traitée ou issue de préjugés puristes ou

«théoricistes», mais qui découlait de l'expérience tout à fait concrète des tentatives répétées mais toujours infructueuses de l'Internationale en Italie pour amener le courant centriste dit «maximaliste» qui dirigeait le PS, à rejoindre les Communistes. En réalité, comme l'écrivit Bordiga, la politique du centrisme est beaucoup plus dangereuse que celle des réformistes déclarés, précisément parce qu'en se présentant faussement comme révolutionnaire, elle induit plus facilement les prolétaires en erreur et fait plus facilement échouer leurs luttes. Les manoeuvres de l'Internationale pour convaincre le courant «maximaliste» du Parti Socialiste, voire le PS tout entier, de fusionner avec le Parti Communiste qui venait à peine de se constituer, ne furent pas seulement une perte de temps et d'énergie; elles affaiblirent objectivement le PC d'I en tendant à relativiser parmi les masses prolétariennes ce qui le distinguait radicalement du vieux parti réformiste et légaliste, et en affaiblissant l'unité de ses dirigeants.

LA QUESTION DE LA CONSTITUTION DU PARTI

Les arguments de la Fraction sont repris dans un article paru sur le premier n° de la nouvelle revue publiée en français, *Bilan (Bulletin théorique mensuel de la Fraction de Gauche du PCI)*, intitulé «Vers l'Internationale 2 et trois-quart...?» (1). L'article s'élève contre le vice fondamental du trotskysme qui consiste à vouloir constituer des organisations dites «de masse» au moyen de l'expédient parfaitement opportuniste du rapprochement avec des organisations à la politique incertaine et au programme condamnable, découlant des vieux partis socialistes.

Malheureusement, ces arguments sont ternis par les théorisations fausses développées dans le texte sur les conditions fondamentales pour la transformation de la Fraction en Parti.

Qu'il soit bien clair que nous ne reprochons pas aux camarades de ne pas avoir fondé le Parti en 1933 ou en 1939. Nous sommes au contraire parfaitement convaincus que les conditions pour constituer le Parti faisaient alors défaut. Le Parti est **né quand il devait naître**, quand il **pouvait naître**, c'est-à-dire en dernière analyse quand a existé la possibilité **objective**, et non pas imaginée ou sentimentale, mais **réelle** de tirer le bilan de ce qui a été le **cycle du mouvement communiste mondial**, et surtout, dans les faits, européen. Le problème n'est donc pas de penser que si les camarades l'avaient voulu alors, nous aurions eu le Parti 15 ans plus tôt; nous ne sommes pas des «constructeurs de parti» à l'image des trotskystes qui s'imaginent que les partis peuvent se

constituer à n'importe quel moment et dans n'importe quelle situation, par la seule **volonté** des militants ou l'habileté manoeuvrière des dirigeants.

Mais ce qui est par contre grave, c'est que soit théorisé une conception particulière et absurde de la naissance du Parti, selon laquelle celui-ci ne peut naître que dans des situations préluant immédiatement à la prise du pouvoir. Il s'agit d'un retour en arrière par rapport aux positions de la Gauche communiste d'Italie dans le sens que cette conception est d'une part **abstraite**, et d'autre part **mécaniste**. Elle fait tout dépendre de conditions qui sont **le moins favorables** à la constitution du Parti. En soutenant pratiquement que celui-ci ne doit se former qu'**à la veille de la révolution**, la conception soutenue par la Fraction condamne le Parti à se constituer **trop tard** et donc à être inévitablement à la remorque des événements. La démonstration en a été donnée par l'expérience allemande, la plus grave de toutes: constitué dans la période prérévolutionnaire cruciale, le Parti allemand fut plongé dans la tempête révolutionnaire sans avoir eu le temps de se solidifier, de clarifier ses positions, de se discipliner, de surmonter ses péchés de jeunesse, et il fut emporté par les événements. Le Parti ne peut pas naître à tous les moments possibles avant la révolution, mais il doit certainement naître **avant** que la situation ne devienne révolutionnaire.

D'autre part le Parti ne naît pas mécaniquement du simple fait que la situation évolue dans un certain sens; sa constitution est la résultante d'une situation objective et d'un processus de maturation des conditions subjectives qui permette de faire ce fameux **bilan**; c'est-à-dire de tirer les enseignements politiques et théoriques des affrontements de classe qui ont eu lieu, et à plus forte raison lorsque le prolétariat a subi une aussi terrible défaite, enseignements qui doivent devenir partie intégrante du bagage programmatique du Parti pour lui permettre de s'orienter et de définir son action. Pour cela il faut du temps, il faut un certain éloignement des événements pour qu'il soit possible d'en tirer au moins les leçons décisives; le bilan n'aurait pas été possible avant, il a été possible après. Dans un article qui n'est certes pas un texte fondamental du parti, mais où l'on s'est efforcé de faire le point sur cette question, «Vers le parti compact et puis-

sant de demain» (2), nous avons situé la naissance du parti dans une période où l'opportunisme n'est certainement pas mort, mais où il est entré dans une phase de déclin, même si ce déclin est encore long, et où la lutte de classe commence à peine à renaître. C'est dans cette période un peu d'accalmie entre deux tempêtes que le parti peut renaître, parce que la domination énorme de l'opportunisme commence à s'alléger alors que d'autre part il n'y a pas encore l'engagement direct dans de forts combats de classe qui submergeaient un faible embryon de parti par de tâches bien supérieures à ses possibilités réelles.

Dans cette période, qui a été en Italie l'année 1952 – il est bien entendu possible de se demander s'il aurait pu naître en 1950 plutôt qu'en 1952, mais cela n'a en réalité aucune importance – la reconstitution du parti a été possible, parce qu'alors et seulement alors il a été possible de faire ce bilan. Amadeo lui-même n'aurait pu accomplir ce travail dix ans avant. Nous avons pu montrer que dans la pensée d'Amadeo certaines choses n'étaient pas encore claires en 1945, qui le seront devenues en 1952. A l'évidence il y a eu un mélange de facteurs à la fois subjectifs et objectifs qui ont conduit à un résultat *unique*, la reconstitution **au moins des bases** du parti.

A l'inverse la Fraction a eu cette conception erronée qui est liée à une autre sur laquelle il nous faudra revenir et qui se rattache peut-être à une erreur de fond y compris de l'Internationale Communiste (que par ailleurs la Fraction elle-même a critiqué dans certains articles): la conception mécaniste des crises, selon laquelle quand éclate la crise on va vers la révolution, comme si c'était une conséquence automatique et naturelle. Il manque là tous les anneaux intermédiaires et tout particulièrement celui de la lutte de classe qui, seule, lorsqu'elle est présente, permet d'aller vers la révolution, vers l'insurrection et la prise du pouvoir.

L'histoire nous a donné l'exemple de la crise terrible des années trente qui n'a pas débouché sur la révolution, mais sur la réaction la plus terrible et la guerre parce que la lutte prolétarienne **de classe** faisait complètement défaut en raison de la défaite de la vague révolutionnaire du début des années vingt. Les réactions ouvrières quand elles ont eu lieu se sont

limitées à des luttes économiques, parfois grandioses, mais qui n'ont pas échappé au contrôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme réformiste; parfois le prolétariat a même été assommé par l'intensité et la soudaineté de la crise qui l'a trouvé complètement désarmé.

La Fraction n'envisage pas la possibilité d'une période où le prolétariat lentement retrouve ses possibilités d'action et au travers des affrontements entre les classes, peut constituer ou reconstituer des organismes de lutte immédiate (syndicats ou autres) tandis qu'en même temps se renforce peu à peu le parti. Non, selon cette thèse, on se trouve ou dans la période de la contre-révolution, ou dans la période révolutionnaire et alors c'est pratiquement l'heure du saut vers la révolution.

Evidemment ceci ne cadre pas avec notre analyse de la période d'après-guerre et de la période de reconstruction du parti et de ses perspectives de développement et d'action. Nous avons prévu une longue période de lente maturation de la reprise de classe qui à son tour est la condition de la reprise révolutionnaire, mais la reprise révolutionnaire ne coïncide pas immédiatement avec la lutte de classe. Le retour de la classe ouvrière à une **défense intégrale, intransigeante et décidée** de ses conditions de vie est une chose, et la reprise de la lutte révolutionnaire en est une autre. Nous trouvons dans divers articles de *Bilan* de la dernière période cette conception abstraite selon laquelle **ou** la situation est totalement contre-révolutionnaire, **ou** au contraire elle est directement et quasi immédiatement révolutionnaire.

Et selon la thèse de la Fraction, c'est dans cette période où l'on se dirige vers la révolution sous la seule force des déterminations matérielles, que le parti se reconstitue. Nous avons souvent expliqué au contraire que justement le parti **ne peut pas** se constituer dans cette phase; dans nos études sur la révolution allemande nous avons montré que le parti qui attend pour se constituer l'ouverture de la période révolutionnaire (comme le théorisa du reste Lévi), se **suicide**. Et c'est Lévi lui-même qui, un jour, finira par le reconnaître – avant qu'il ne passe de l'autre côté de la barricade...

* * *

Faisons maintenant un saut jus-

Histoire de la Gauche communiste

qu'à l'année 1935; dans cette étude trop rapide, nous sommes contraints de survoler et de synthétiser, ce qui ne va pas sans sauts...

Nous ne nous intéresserons pas à la situation italienne, si ce n'est pour signaler que la Fraction publie un bulletin interne consacré à ce sujet; nous pourrions l'utiliser une autre fois pour démontrer que l'affirmation selon laquelle la théorie du «social-fascisme» serait la «spécialité» de notre courant et de la Fraction en particulier est absolument **fausse**. Dans ce bulletin non seulement la théorisation du social-fascisme est repoussée, non seulement la question de l'alternance de la démocratie et du fascisme est correctement posée, non seulement aussi celle de la non identité entre les deux, c'est-à-dire de leurs fonctions différentes quoique convergentes, ce qui implique la nécessité d'utiliser des méthodes différentes pour les combattre, mais des revendications sont mises en avant: ce sont les fameuses revendications «démocratiques» qui se trouvent dans notre programme, comme les revendications de type agraire, comme les revendications de soutien total aux mouvements anticoloniaux, par exemple dans les colonies italiennes (bulletin de 1931). Malheureusement, plus tard, quand éclatera la guerre d'Abyssinie (attaque de l'Éthiopie par l'Italie), la Fraction prendra une position complètement abstraite comme nous le verrons dans un bref commentaire final à cette partie négative des positions de la Fraction de gauche, qui s'annonce déjà en 1935.

Depuis 1933, il y a eu un changement total dans la politique de l'Internationale Communiste; après deux ans d'oscillations, elle est passée de la position du social-fascisme à une position de démocratie effrénée. C'est alors que se dessinent les Fronts Populaires, qui seront suivis par les Fronts nationaux et l'enrôlement des prolétaires dans le conflit mondial. L'URSS est entrée dans la Société des Nations (prédécesseur de l'ONU actuelle); elle a signé avec la France un pacte d'assistance mutuelle à l'occasion duquel Staline fit sa célèbre déclaration selon laquelle il comprenait parfaitement les exigences de défense nationale de la France. C'était un appui à la politique d'armement de l'impérialisme français (au nom de la défense de la paix!) qui se traduit aussitôt par le ralliement du PCF à la défense nationale: l'Internationale et

ses partis jetaient aux orties tout leur verbiage précédent sur le défaitisme et l'internationalisme prolétarien.

La Fraction estime que cette déclaration pose une **pierre tombale** sur l'Internationale, sur la dictature du prolétariat en Russie, exigeant que les révolutionnaires prennent une position nette: il n'est plus possible de garder la vieille appellation de Fraction des partis communistes. La nouvelle appellation sera: Fraction Italienne de la Gauche communiste. Ce titre qui renvoie à un mouvement communiste potentiel ou réel, en tout cas à une tradition du mouvement communiste signifie que la Fraction ne se rattache plus à une forme historique existante, que ce soit l'Internationale ou le Parti Communiste d'Italie. Elle se rattache, pourrions-nous dire au **parti historique**. Entendons-nous bien: nous ne faisons pas de la métaphysique à ce sujet; mais la Fraction veut se rattacher à quelque chose qui n'est pas organisé: le **fil** de la continuité du mouvement ouvrier et plus précisément du mouvement communiste.

De ce point de vue il existe des divergences dans la Fraction et il y a la première manifestation de concepts qu'il nous faut critiquer parce que ce sont des positions récurrentes dans l'histoire du mouvement ouvrier; nous devons avoir conscience qu'il nous faut les combattre aujourd'hui et qu'il nous faudra combattre également à l'avenir. Sur la question de la guerre, sur la question de la crise mondiale du capitalisme, sur la question coloniale, sur tous ces thèmes, la Fraction à partir de 1935 commence à aller vers des positions qui, il nous déplaît de le dire, sont celles professées aujourd'hui par le Courant Communiste International.

Nous ne pouvons nous étendre longuement, mais il est important de fixer quelques points, non pour des raisons historiographiques qui nous intéressent peu, mais parce qu'à partir de ce moment la Fraction va suivre une trajectoire descendante – tout comme est descendante la trajectoire du mouvement prolétarien international qui subit les pires défaites. Il y a les procès de Moscou qui marquent la liquidation de la vieille garde bolchevique, le massacre de la guerre d'Espagne avant le massacre encore plus gigantesque de la guerre mondiale et après la venue au pouvoir des Nazis en Allemagne. C'est la débâcle totale du mouvement prolétarien, et

on peut comprendre que les militants luttant à contre-courant dans cette formidable tempête arrivent à perdre plus d'une fois l'orientation correcte, arrivent à penser que le problème est que quelque chose n'était pas prévu dans le programme marxiste, dans l'Octobre bolchevik. Sous la pression d'une situation terriblement défavorable ils en viennent à chercher des expédients, des garanties constitutionnelles qui pourraient éviter que se répète la tragédie d'une dictature du prolétariat se transformant en dictature du capitalisme et en l'un des piliers de la domination bourgeoise mondiale sur le prolétariat.

C'est alors que pointent et s'accroissent quelques-unes des faiblesses théoriques typiques non seulement de la Fraction, mais de l'Internationale Communiste elle-même, comme nous l'avons répété de nombreuses fois dans nos textes. C'est pour cette raison que nous insistons sur certains points, en rappelant que certaines choses se répètent dans l'histoire; non pour de mystérieuses raisons ou des manœuvres de certains individus particuliers, mais parce que ce sont des phénomènes dépendant de causes matérielles. Nous nous sommes heurtés au cours des dernières décennies à beaucoup de positions erronées qui sont apparues dans la Fraction, en particulier entre 1935 et 1940. Le Courant Communiste International, à qui il arrive parfois, on ne sait pour quelle raison, de se réclamer de notre courant, **répète** exactement les mêmes positions et, naturellement spéculer sur certaines thèses que malheureusement la Fraction a adoptées, mettant ensuite sur la croix Ottorino Perrone sous l'accusation d'avoir trahi ses propres convictions en adhérant lâchement au Parti Communiste International et à ses analyses qui **détruisent** toutes ce que la Fraction a élaboré sur le plan théorique de 1936 à 1945.

Nous devons en effet dire ouvertement, sans avoir la moindre intention d'intenter un procès aux camarades – comme cela fait d'ailleurs faire partie de notre tradition – que le Parti qui naît en 1952 **ne se rattache pas au patrimoine théorique de la Fraction**; il se rattache à 1926, à la rupture qui a eu lieu à ce moment, à tout ce que nous avons affirmé alors et ce à quoi la Fraction elle-même a cherché à être fidèle jusqu'en 1935, en dépit de quelques désorientations.

Mais nous nous rattachons à la Fraction pour cet inestimable patrimoine constitué par le fait d'avoir maintenu une continuité physique pendant tout ce laps de temps et

d'avoir su maintenir alors que tous les autres se laissaient submerger par les idéologies démocratique ou anti-parti au moins ces piliers fondamentaux de notre doctrine.

l'**influence** du parti, mais elles ne sont pas à l'origine du parti; elles peuvent seulement, dans certaines limites, empêcher sa naissance, s'il manque certaines conditions subjectives.

LE CONGRÈS DE LA FRACTION (MARS 1935)

Plusieurs points sont à l'ordre du jour du Congrès avec des rapports correspondants que nous allons résumer brièvement; des motions sont adoptées sur ces divers sujets. Les points sont au nombre de trois:

La question de la Fraction. Qu'est-ce que la Fraction et quand doit-elle se transformer en parti? C'est une question permanente parmi les camarades, mais qui suscite des réponses diverses; il y a en effet trois motions sur ce point et celle qui est adoptée n'a qu'une étroite majorité d'une seule voix.

Ensuite **la situation internationale**, en particulier la question de la guerre. En effet dès la période précédente, un mérite de la Fraction est d'avoir compris que le capitalisme se dirigeait à nouveau vers la guerre. Il allait **d'autant plus** vers la guerre qu'il parlait **plus** de paix. D'autant plus faisait-il des conférences pour la paix, d'autant plus s'affirmait-il démocratique, et d'autant plus il s'armait – démonstration supplémentaire que **démocratie égale militarisme**.

Le dernier point est l'**organisation**.

En outre il y a aussi quelques motions sur la question de la presse que nous laisserons de côté en raison de leur caractère interne et purement contingent.

Le premier rapport officiel, prononcé par Jacobs, expose le concept de Fraction en ces termes: «*La Fraction a dans le mouvement ouvrier une histoire désormais séculaire, elle suit toujours un cycle déterminé. La Fraction est celle qui défend les principes fondamentaux y compris dans une période contre-révolutionnaire et qui se transforme en parti uniquement dans une période de temps déterminée*» Elle est strictement liée aux facteurs objectifs. La conclusion, pour ce qui regarde la situation de 1935, est la suivante:

«*La Fraction continuera à être Fraction*».

Pour quelle raison? Parce que les conditions objectives font défaut. Et quand changeront ces conditions objectives? Quand il y aura la guerre. La guerre est ainsi considérée d'un côté,

bien sûr, comme une catastrophe, mais d'un autre côté comme un facteur favorable, parce qu'on pense que la révolution naîtra mécaniquement et inévitablement de la guerre; La guerre ne fera que reproduire, on ne peut évidemment savoir quand, la situation qui a suivi la première guerre mondiale: éclatement d'insurrections prolétariennes dans différents pays et en particulier victoire de la révolution en Russie. Le rapport n'envisage pas une seconde que le prochain après-guerre puisse être différent du précédent. Alors que, dans le rapport, toute l'analyse de la **victoire totale** du stalinisme, de la démocratie, est juste, il n'en conclue pas que cette victoire pourrait avoir des conséquences sur le maintien de l'ordre établi après la guerre et pourrait mettre en question la reprise du mouvement prolétarien.

En réalité les prolétaires étaient à tel point sous le double contrôle des forces opportunistes – réformisme de tradition social-démocrate et stalinisme – qu'ils sortirent de la guerre les mains doublement liées, et la chute du fascisme n'ouvrit pas la voie à la dictature du prolétariat comme le trompaient le PC et L'Internationale à l'époque de la «troisième période» (3), mais à un renouveau du mouvement et des forces démocratiques qui sont peut-être moins efficaces pour la bourgeoisie à certains tournants de l'histoire, mais qui ont une vitalité et une solidité sans pareille et une résistance beaucoup plus forte aux assauts prolétariens.

L'hypothèse qui est faite ici par la Fraction – à la vérité c'est moins une hypothèse qu'un véritable **point de principe** – est la suivante: nous suivons la **courbe des conditions objectives**, et ce n'est que lorsque ces conditions objectives conduiront vers la révolution, ce qui sera **inévitablement** le cas à la fin de la guerre, que sera arrivé le moment de constituer le parti.

Il est hors de doute que nous ne devons pas faire abstraction des conditions objectives; mais ce que ces conditions objectives permettent ou non, c'est le **développement** du parti,

Nous devons toujours être très attentifs à ne pas exagérer les possibilités de développement du parti, à ne pas espérer de façon irréaliste des succès significatifs, qui pour encore une longue période ne pourront être obtenus; mais en même temps nous savons qu'en un certain sens le parti est né de façon **indépendante** des dites conditions objectives favorables. Nous sommes au contraire nés dans une période non favorable; un de nos textes rappelle que nous n'avons pas dernière nous la base favorable qu'avait Lénine pour la constitution de l'Internationale Communiste. Sans l'ombre d'un doute les conditions n'étaient pas favorables pour notre développement et donc aussi pour le maintien d'un nombre important de militants qui devaient vivre surtout de la théorie et très peu de l'activité pratique que ne permettaient pas les conditions objectives. Et un parti ou une organisation qui vit surtout de la théorie est comme un homme qui vit **sur la tête**, avec toutes les inévitables conséquences néfastes.

Nous étions donc bien conscients qu'une vie **difficile** nous attendait; mais cela ne signifiait pas pour nous qu'il fallait renoncer à avoir une vie de parti. C'était à l'inverse une erreur selon la vision de la Fraction, pour qui il aurait fallu attendre l'approche de la révolution. Nous avons déjà dit que ces thèses revenaient à priver le prolétariat de son organe dirigeant au moment où il en a un besoin vital parce que le parti ne peut pas naître du jour au lendemain; il a besoin d'une gestation qui n'est pas facile et dure inévitablement un certain temps – alors que justement dans la période révolutionnaire, il n'y a pas de temps à perdre.

Sur ce point, Vercesi (Ottorino Perrone) présente une motion particulière qui est un peu différente du texte de Jacobs. En effet il met davantage l'accent sur les facteurs subjectifs que sur les facteurs objectifs; selon cette motion le parti ne pourra naître que lorsque le bilan aura pu être tiré de tous les événements qui se sont écoulés depuis 1920; ce n'est que sur la base des enseignements de cette période que pourra être constituée une organisation solide de parti.

Ce critère est en lui-même inconcevable; mais le malheur est qu'il cherche à tirer ce bilan dans une espèce de théorisation de ce que devrait être à l'avenir la dictature du prolétariat pour éviter les graves dangers dans lesquels sont tombés les bolcheviks. Disons rapidement – parce que nous devons y revenir – que cette théorisation arrive à des conclusions, nous nous excusons du terme, véritablement aberrantes. Le raisonnement est le suivant: puisque le socialisme est l'anti-violence, puisque le communisme est la fraternité universelle et la paix, il y a une contradiction avec le fait que nous devons utiliser la violence pour y arriver; il faut donc établir que la violence ne sera utilisée par le prolétariat que dans les moments éruptifs; de même le socialisme représente la liberté, non d'un point de vue simplement individuel, mais d'un point de vue collectif, alors que la dictature du prolétariat est la suppression de la liberté; il faut donc appliquer des correctifs à cette dictature: elle doit être exercée d'une certaine façon, elle ne doit pas peser sur le prolétariat, il ne faut pas utiliser les armes contre des forces prolétariennes qui s'opposeraient à la dictature de classe.

Nous sommes en pleine **absurdité**. La guerre civile est faite par des prolétaires contre d'autres au service des bourgeois: ce ne sont jamais les seuls bourgeois qui combattent, ils ont toujours besoin d'enrôler d'une façon ou d'une autre des prolétaires. Que devaient faire les bolcheviks contre les armées blanches, dont les troupes étaient composées de prolétaires et de paysans? Evidemment, ils devaient tirer s'ils ne voulaient pas laisser écraser la révolution – tout en essayant par ailleurs de désintégrer de l'intérieur ces armées contre-révolutionnaires. Et les choses ne changent pas lorsqu'un beau jour la guerre civile est terminée: les classes plus ou moins possédantes continuent leur opposition sourde ou ouverte au régime prolétarien, avec l'appui de la bourgeoisie mondiale qui fomenté ou soutient des insurrections, etc. On arrive là à la question de Kronstadt: puisque c'était des prolétaires qui s'insurgeaient, il ne fallait pas réprimer l'insurrection.

Le même raisonnement s'applique à la question de l'Etat. L'Etat est un instrument désagréable à utiliser pour nous; il faut donc l'utiliser avec certaines précautions. Par exemple, ne

passons pas d'accords commerciaux avec des Etats bourgeois, **ne signons pas de traités** comme celui de Rapallo. Ce traité aurait été le début de la dégénérescence du pouvoir prolétarien. On ne comprend pas ici que ce traité a été une conséquence en un certain sens inévitable de la situation dans laquelle se trouvait le pouvoir prolétarien: il était obligé de manoeuvrer entre Etats bourgeois en attendant que la ressource viennoise du prolétariat européen avec le renversement de ces Etats bourgeois. Amadeo a précisément écrit plusieurs articles sur ce sujet pour défendre Rapallo. Il est hors de doute que traiter avec des Etats bourgeois comporte d'énormes périls pour un Etat prolétarien, mais il est faux d'affirmer comme un principe qu'il ne doit jamais passer de tels accords. Il se défend de la même façon – la Fraction elle-même le dit avant de l'oublier – que se défendent les syndicats à l'intérieur de la société bourgeoise en signant des accords avec des Etats que la révolution n'a pu encore renverser, de même que les prolétaires signent des accords avec les patrons tant qu'ils n'ont pas la force de faire la révolution.

Nous ne nous attardons pas davantage parce que toutes ces théorisations n'apparaissent pas encore de façon complète comme elles vont le faire dans cette seconde phase de la vie de la Fraction. Mais on voit comment ces positions ont été par la suite reprises par de multiples courants, par tous les anti-parti, par tous les anti-dictature, par tous ceux qui prétendent dénoncer le danger que le parti se substitue à la classe, etc. Ce sont des courants contre lesquels nous devons lutter, qui ne disparaîtront pas parce que nous les aurons théoriquement battus un certain jour, qui réapparaîtront inévitablement parce qu'ils sont la régurgitation continuelle de l'idéologie démocratique tellement enracinée par plus de deux siècles de domination bourgeoise, que les prolétaires tombent régulièrement sous son influence.

La motion qui passe n'est pas une motion activiste dans le sens où elle proposerait la constitution du parti à froid. Elle dit plutôt: nous devons travailler sérieusement en fonction du parti, en cherchant à développer notre activité de la meilleure façon et comme on nous l'a toujours appris, c'est-à-dire avec un lien étroit entre activité théorique et activité pratique. La motion ne pose pas un point d'ar-

rivée défini en disant nous arriverons au parti seulement sous telles et telles conditions objectives; mais elle pose comme condition essentielle qu'on **commence** à travailler en fonction d'un objectif que l'on atteindra quand il sera possible de l'atteindre. Il n'existe pas de rendez-vous dans l'histoire, les choses ne se passent pas de cette façon, mais seulement en fonction de la maturation réelle des conditions objectives et subjectives.

Ensuite il y a le **rapport sur la question internationale**, qui soulève quelques points théoriques qui, **eux aussi**, reviennent régulièrement en notre sein. C'est arrivé par le passé, cela arrivera à l'avenir et il faut donc les avoir présents à l'esprit.

Regardons d'abord la motion de Jacobs, puis celle de Vercesi et enfin la victorieuse (4).

La première motion affirme que: «*La substance et la forme de l'organisation du prolétariat en classe ne dépendent pas des proclamations et des décisions abstraites des militants révolutionnaires, mais du cours historique des situations, des rapports de force entre les classes, fécondées par ce cours. La Fraction et le Parti sont l'expression des deux périodes de la vie du prolétariat, du flux et du reflux de la révolution, de la capacité ou de l'incapacité du prolétariat révolutionnaire à se poser le problème du pouvoir*». Notons que pour la motion, il y a a et b, le flux et le reflux, le flux étant la révolution. Il n'y a pas place dans cette conception d'une période où la révolution se prépare, à travers des conditions objectives, à travers des conditions subjectives, c'est cela qui provoque le déphasage dans la vision de la naissance du parti. Le passage de a à b, du changement d'un cours à un autre, dépend de la rupture du rapport entre les classes qui a permis la victoire de l'opportunisme et déterminé par conséquent la nécessité des Fractions; c'est une rupture brutale qui ouvre la voie à la lutte révolutionnaire et la conquête du pouvoir.

«*Le triomphe de l'opportunisme signe l'heure des Fractions de gauche, déplace la vie du prolétariat dans la Fraction qui se développe, élabore les notions politiques nécessaires au prolétariat avec le développement du cours des situations. Fraction de gauche du PC ne signifie pas exclusivement action de la Fraction sur le parti, mais élaboration des solutions nécessaires au pro-*

létariat pour sa lutte immédiate et historique, élaboration qui se place sur le terrain même où l'opportunisme a vaincu, et que la Fraction fait sienne l'expérience historique sur laquelle s'est fondé le Parti. La déclaration de Staline du 14 juillet [il s'agit de la déclaration dont nous avons parlé plus haut] après la mort de l'Internationale en 1933 [victoire du Nazisme en Allemagne], signifie le passage ouvert des partis centristes dans le capitalisme, leur transformation en forces au service du gouvernement pour incorporer le prolétariat dans la préparation de la guerre»

«De ce point de vue on peut établir une analogie certaine avec le passage armes et bagages en 1914 de la social-démocratie dans le camp adverse. La Fraction de Gauche du Parti Communiste Italien affirme la nécessité de sortir des partis communistes en réponse à la trahison de ces partis, mais ceci ne signifie pas qu'existe la possibilité d'affluence dans notre Fraction, parce que se vérifie en ce moment la plus grande dissolution de la classe prolétarienne, et de cette dissolution la déclaration de Staline n'est d'autre part que la consécration. Cela justifie le changement de nom...».

Il faut dire que le rapport officiel proposait de conserver l'appellation de Fraction du PC d'Italie – ce qui sera repoussé ensuite – avec l'argument suivant:

«Cette période ouvre une nouvelle phase du travail de la Fraction, adéquate à l'étape supérieure qui conduit à la guerre. La Fraction exprime ses positions, sortir des partis, à travers le travail de formation des cadres en tenant compte que seule la guerre pourra opposer à la trahison du centrisme, les prémisses de classe qui permettront à la Fraction de se transformer en parti. Supprimer PC [de l'appellation de la Fraction] signifie prendre une position qui suppose l'existence de ces prémisses, ce qui peut permettre que se développent des équivoques qui déforment la nature de l'affiliation historique que représente la Fraction. C'est au cours de la guerre, dans une situation comportant des perspectives de mouvements révolutionnaires, que la Fraction pourra prendre des positions s'orientant directement vers sa transformation en parti».

Il nous semble qu'il est nécessaire de souligner combien difficile était

alors la situation de la classe ouvrière. Aujourd'hui cette période nous pouvons la considérer de façon détachée et il est facile d'arriver à des jugements tranchés. Mais la situation était effectivement dramatique; face à la déclaration de Staline la Fraction réagit avec un Manifeste aux prolétaires: «Sortez des partis centristes!» (rappelons que ce terme était encore utilisé pour désigner le courant stalinien), ce qui est juste de façon historique générale. Mais sortir pour aller où? Il n'y a pas d'organisation, pas de parti. La position du rapporteur officiel est la suivante: certes, nous devons dire aux ouvriers, Sortez du parti!, mais nous devons leur proposer, pour ainsi dire, une maison, un point de référence comme on pourrait dire aujourd'hui, et si ce n'est pas le parti, si ce n'est pas la Fraction alors qu'est-ce que c'est? Si nous disons nous sommes la Fraction, mais on ne sait pas de quoi, les prolétaires seront désorientés et ils ne viendront jamais à nous.

Effectivement c'est plutôt étrange de lancer un mot d'ordre qui est de nature plus historique que concrète, tactique, qui correspond à un processus, et qu'on ne peut donner aux prolétaires une indication précise, l'endroit où ils pourront trouver leur place sinon dans une petite minorité.

Motion Vercesi:

«Le Congrès de la Fraction considère que le processus de sa transformation en Parti est le processus même de la transformation de la situation actuelle réactionnaire en une situation nouvelle, révolutionnaire. Cette dernière résultera de l'explosion de la contradiction insoluble entre le prolétariat et la bourgeoisie. Contradictions qui ont pu provisoirement être étouffées par la victoire remportée par les fascistes, les centristes et les socialistes qui ont obtenu comme résultat inévitable de leur travail la soumission du prolétariat au capitalisme en fonction de la guerre. Les conflits de classe actuels, du fait qu'ils ne peuvent se vérifier que dans la situation indiquée, ne peuvent acquérir la valeur d'actes de la révolution communiste et ne peuvent donc offrir le terrain pour la transformation en Parti, ni en déterminer les prémisses indispensables. Pour éviter de soulever des problèmes d'interprétation sur la signification des conflits de classe actuels, le Congrès réaffirme que jamais et sous aucun prétexte, la Fraction

s'éloignera des critères fondamentaux suivants:»

On voit que l'idée est en substance la même que dans la motion précédente, mais avec une certaine prudence, avec une attitude plus circonspecte. Il s'agit de bien préciser certains points qui doivent guider l'action de la Fraction afin d'empêcher toute équivoque. Continuons:

«Primo: une opposition irréductible vis-à-vis de toutes les formations démocratiques, socialistes, centristes et de quelque tendance que ce soit et opposition à toutes les notions politiques qui sont liées à ces courants.

Secondo: affirmation sur la seule base syndicale de tous les mouvements et refus de participer à tous ces mouvements y compris de masse, qui ne se placent pas sur cette base». Ce n'est pas exprimé de façon très claire, mais ici Vercesi évoque ici le Front unique, qui, selon lui, ne doit pas être une alliance entre partis, mais un front entre ouvriers sur le terrain de la lutte pour les revendications immédiates.

«Tertio: développement de notre travail dans les différentes situations dans la seule direction de l'expulsion des rangs prolétariens tant des socialistes que des centristes de quelque tendance qu'ils soient, indépendamment du fait que leur composition soit prolétarienne ou non, en fonction du triomphe de la Fraction de gauche, transformée en Parti. Tout moment de la situation actuelle est un moment vers notre inévitable transformation en Parti. La déclaration de Staline et la manifestation du 14 juillet (5) ont la même signification que la victoire fasciste en Italie ou en Allemagne.

Les partis communistes ont abandonné le terrain sur lequel était encore possible l'équivoque sur laquelle ils développaient une activité contre-révolutionnaire après l'expulsion de la gauche marxiste, et ils ont assumé la fonction d'instrument direct au service du capitalisme. C'est pourquoi le Congrès de la Fraction décide de changer son nom de Fraction de Gauche du Parti Communiste Italien, en Fraction Italienne Communiste de Gauche. Ce changement de nom n'est que la consécration d'une modification qui s'est vérifiée dans la situation qui a conduit les partis communistes à occuper la position indiquée au service du capitalisme».

Histoire de la Gauche communiste

Et maintenant la motion qui a été majoritaire, la motion Gambiani, Gatto, Piero.

«*La Fraction en tant que filiation théorique et politique du Parti Communiste Italien, a tenté avec toutes ses forces dans le cours de dégénérescence du centrisme, de rétablir dans les organismes officiels les prémisses idéologiques qui ont assuré l'Octobre bolchevique en Russie. Le cours de la dégénérescence a achevé sa trajectoire avec la trahison ouverte qui s'exprime dans l'incorporation de l'Etat russe dans une des constellations impérialistes qui aboutiront au nouveau massacre mondial. Devant cette trahison qui place les partis communistes sur la nouvelle plate-forme de la défense nationale et de la collaboration avec l'ennemi de classe, la Fraction a lancé un cri d'alarme à la base des militants, en les invitant à quitter les organismes au service du capital mondial. En conséquence de cette position qui répond pleinement à la nouvelle phase historique du moment, la Fraction, sans se placer pour autant sur le terrain de sa transformation immédiate en Parti, entend développer son activité dans le but de polariser les énergies saines du prolétariat qui, avec la précipitation des situations vers la guerre, se manifestent à travers des mouvements de réaction de la classe ouvrière contre le capitalisme et les forces qui agissent au sein du prolétariat dans l'intérêt de la bourgeoisie.*

Fondamentalement, selon la motion, la Fraction a en fait une tâche qui est déjà substantiellement une tâche de parti: l'intervention dans les luttes qui seront inévitablement provoquées par l'approche de la guerre y compris sur le terrain immédiat de la défense des conditions de vie et de travail.

«*Seule cette orientation représente pour nous la condition indispensable pour la formation des cadres de ce parti qui devra être présent, et non à reconstruire, lors de l'inévitable reprise demain de la lutte de classe. Sur la base de ces considérations, le Congrès estime de ne plus pouvoir s'appeler Fraction d'un Parti passé définitivement dans les rangs de l'ennemi et décide d'adopter le nom de Fraction Italienne Communiste de Gauche.*

La phrase importante est évidemment celle du dit que le parti devra déjà être **présent** lorsque apparaîtront

les situations révolutionnaires, et non à construire.

Vercesi décide de retirer sa motion et de voter pour celle-ci, avec quelques ajouts (dont nous ne savons pas s'ils sont présents dans le texte cité), disons de garantie idéologique. Il faut souligner qu'en se plaçant sur cette base, il n'y a pas de déviation de quelques principes fondamentaux, la motion se maintient solidement, fermement, sur nos positions de base, sur les positions qui ont toujours été celles de la Gauche.

Suit ensuite une partie des conclusions du rapport sur l'organisation. Ce rapport ne fait rien d'autre dans sa partie introductive que rappeler que la fameuse **bolchévisation** (6) a été une déviation réelle du point de vue non tant organisationnel que du point de vue politique; il défend donc l'organisation du parti non par cellules, mais par sections territoriales.

Conclusion:

«*La Fraction de Gauche du Parti Communiste Italien, constituée à la Conférence de Pantin d'avril 1928, sur la base du matériel historique du prolétariat mondial, le Manifeste Communiste, les Thèses du IIe Congrès de la Troisième International et en tant que contribution du prolétariat italien, la plate-forme présentée par la Gauche Communiste Italienne au Congrès de Lille du Parti Communiste Français, proclama une lutte sans merci à l'opportunisme qui avait déjà conquis la direction de l'Internationale et de tous les Partis, sans rejeter alors l'éventualité d'une possible régénérescence par la victoire de la Fraction, de l'Internationale Communiste fondée sur la base de la victoire de la révolution d'Octobre. Elle affirme aujourd'hui: a) qu'en 1933 s'est clos définitivement avec la mort de l'Internationale Communiste la phase où se posait l'éventualité du redressement de l'Internationale Communiste au moyen de la victoire de la révolution prolétarienne dans un secteur du capitalisme. Victoire qui aurait comporté comme condition préjudicielle la conquête de la direction de la lutte par la Gauche. b) que les partis centristes encore organiquement liés au cadavre de la IIIe Internationale, opèrent déjà dans le concert de la contre-révolution, présentant aujourd'hui leur candidature pour assumer la fonction d'organes dirigés par l'impérialisme pour*

plonger le prolétariat dans le précipice de la guerre impérialiste. c) La Fraction considère close la phase annoncée en 1928 quant à un possible redressement des partis et de l'Internationale Communiste, et estime que la Fraction de gauche assume la tâche de reconstruire indépendamment et exclusivement autour d'elle le parti communiste de demain, à travers un travail de formation de cadres.

II) *Pourront seuls adhérer à la Fraction de Gauche ceux qui acceptent les matériaux établis par la Conférence de Pantin et reconnaissent comme tâche essentielle celle de passer au crible de la critique toutes les expériences de la Troisième Internationale et de l'Etat prolétarien dégénéré, dans le but d'élaborer dans une direction historique plus élevée le matériel pour le Parti mondial de demain.*

III) *Tous ceux qui rejettent sans réserve toute illusion sur la possibilité de coexistence avec les courants provenant des partis qui ont trahi en 1914, et qui dans des situations nouvelles, sans abandonner leur fonction, se présenteraient avec une démagogie révolutionnaire; avec des courants provenant des partis centristes, traîtres d'aujourd'hui, qui pendant la guerre pourraient se présenter avec des positions plus avancées que celles des socialistes sans pour cela se dépouiller de tout le bagage opportuniste du centrisme qui a provoqué la mort de la Troisième Internationale et de ses partis.*

I) *Tous ceux qui reconnaissent que le parti communiste de demain ne pourra se fonder que sur des positions plus avancées que celles qui donnèrent vie à la Troisième Internationale et aux Partis Communistes. Puisque d'ailleurs l'expérience historique démontre que la Première Internationale ne put se fonder que sur les enseignements de 1848, la conduisant ainsi à exclure les forces de la bourgeoisie progressiste comme éléments d'appui à la lutte du prolétariat; la Seconde Internationale sur les enseignements de la Commune qui montra au prolétariat sa tâche indépendante pour la conquête du pouvoir politique; la Troisième Internationale sur l'exclusion des forces social-démocrates et des courants centristes, Adler, Longuet, Kautsky, Serrati, de la conquête du pouvoir.*

On voit que les camarades de la

Fraction estiment qu'une des conditions de la reprise sera le dépassement des positions adoptées lors de la fondation de l'Internationale Communiste en 1919-1920. Pour nous les choses sont quelque peu différentes; il ne s'agit pas du **dépassement** mais d'un **retour** à une tradition qui, tout au plus aurait pu être plus claire, plus explicite, dont les concepts auraient pu être rendus encore plus nets par l'expérience historique elle-même, mais non pas dépassés ou modifiés. Il est également erroné d'affirmer que la succession des divers Internationales survient à travers un processus de reniement des positions antérieures. Il n'est pas vrai que la Première Internationale naît sur le reniement ou le dépassement de ce qu'avait dit le Manifeste, parce qu'entre-temps il y aurait eu l'expérience des luttes de 48. Celles-ci ont pu rendre plus nettes certaines positions; par exemple dans le Manifeste il n'y a pas le mot d'ordre de dictature du prolétariat qui n'apparaît que tout de suite après 48 ou pendant 48, mais non parce qu'il y aurait eu une contradiction, parce que l'expérience des événements aurait rendu caduc ce qu'exprimait le Manifeste, mais parce qu'elle a rendu explicite ce qui était en réalité déjà exprimé, mais de manière implicite.

Concluons par un résumé des points qui sont les points délicats du rapport sur la situation internationale, surtout à propos de la guerre.

Qu'est-ce qui nous intéresse surtout dans ce texte? La première partie porte sur ce que devrait faire un Etat ouvrier; il devra entrer en guerre et sa guerre devra être un anneau de la guerre civile mondiale contre le capitalisme; mais les notions deviennent ensuite confuses; la guerre de l'Etat prolétarien peut se transformer en quelque chose d'autre à cause de la nature intrinsèque de l'Etat et le texte dérape dans l'absurdité. L'Etat aurait par nature la particularité de favoriser l'accumulation capitaliste et il faudrait alors faire très attention de ne pas laisser se développer cette tendance qui est contraire aux buts de la société communiste qui sont de diminuer l'accumulation.

En réalité il n'y a pas de nature de l'Etat en soi, l'Etat n'est pas quelque chose de métaphysique, ou de philosophique, mais un fait historique et de classe: L'Etat prolétarien est différent de l'Etat capitaliste, ce n'est pas le même appareil, la même structure repeinte en rouge, mais une

structure toute différente qui est l'institution de la domination de la classe prolétarienne; pour bien marquer cette différence de nature, En-

gels proposait de parler de «demi-Etat» ou d'utiliser «le vieux mot allemand *Gemeinwesen*», qu'on pourrait traduire par Etat-commune.

LES LUTTES ANTICOLONIALES

En fait ce qui nous semble intéressant c'est l'attitude par rapport aux guerres coloniales qu'on y trouve. En effet l'attitude par rapport aux mouvements anti-coloniaux, la revendication de la **valeur historique** de ces mouvements a été un des points caractéristiques de la reconstruction de notre mouvement. Cela ne signifiait pas s'aligner sur ces mouvements ni prétendre donner des leçons à des prolétaires avec qui nous n'étions pas en contact; cela signifiait **rétablir les termes exacts** de la vision correcte des mouvements anti-coloniaux, avec la perspective qu'à un certain moment nous aurions pu, non pas influencer sur ces mouvements, mais **influencer** sur les **éléments prolétariens** qui y avaient plus ou moins participé, c'est-à-dire corriger la vision historique prise dans les filets de l'idéologie démocratique, indépendantiste et nationaliste de ces éléments. Notre revendication n'était pas une revendication abstraite, mais passionnée, des luttes anticoloniales. Il ne faut pas oublier que sur les colonnes de notre presse se trouvent non seulement des articles, mais une pléiade de comptes-rendus de réunions où est élevé un éloge immense à ces mouvements, un éloge des «peuples de couleur» qui se sont dressés contre l'impérialisme et le colonialisme à un moment où personne d'autre ne bougeait; leur terrain n'était pas le nôtre, nous en comprenions parfaitement l'insuffisance et les limites, limites que nous aurions voulu aider à dépasser si cela avait été possible, mais quoi qu'il en soit ils se révoltaient contre l'ordre établi capitaliste mondial.

Nous n'avons donc jamais considéré avec suffisance ces mouvements; nous les avons regardés comme une prémisse nécessaire de la reprise de la lutte de classe de demain. Aujourd'hui où la

de ces mouvements est close, **nous tournons encore notre attention vers ces régions** parce que nous savons que c'est d'elles que viendra la secousse pour nous mettre en mouvement, nous qui sommes pleins d'inertie parce que nous vivons depuis si longtemps sous l'anesthésiant

système démocratique. Nos regards sont tournés vers là-bas plus que vers la vieille Europe, même si nous savons que la **résolution** finale des problèmes ne pourra avoir lieu que dans les pays capitalistes les plus développés; notre oeil de militant révolutionnaire regarde en dehors de l'Europe, il n'est pas **euro-centriste**, il est extra-européen.

Or la position de la Fraction n'est pas celle-là; c'est exactement celle de *Battaglia Comunista* ou du Courant Communiste International: pour elle non seulement ces mouvements n'ont aucune valeur, mais ils n'existent même pas!

Il y a là deux conceptions qui s'entrecroisent; naissant de prémisses justes, elles aboutissent à des conceptions complètement fausses. Nous allons nous attarder un peu sur la question parce qu'elle est sans aucun doute importante – et qu'elle nous rappelle aussi à faire attention à ne pas dire des bêtises.

La première conception part de l'idée parfaitement correcte selon laquelle le capitalisme est un système mondial, qu'il est **un** (on retrouve cela dans mille textes de Marx), pour en tirer la conclusion que la seule véritable opposition qui existe est celle entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le capital et le travail. Tout ce qui est dehors de cet antagonisme fondamental n'est que le résultat d'une manœuvre de l'une ou l'autre de ces deux forces. Cela pourrait encore être juste du point de vue historique très général dans la mesure où en fin de compte c'est le prolétariat ou la bourgeoisie qui vaincra, les forces intermédiaires étant destinées à se ranger d'un côté ou de l'autre dans la lutte finale.

Mais la conclusion qui en est tirée est bien différente; puisqu'il n'y a rien d'autre en dehors de cet antagonisme à l'échelle mondiale, les mouvements qui sont malgré tout en dehors de ce cadre ne peuvent être que des marionnettes dont l'impérialisme tire les ficelles dans un sens ou dans un autre. En continuant sur sa lancée, l'analyse arrive à considérer qu'il n'y a plus d'impérialismes rivaux et hostiles entre eux: si le capitalisme est un

alors il n'y a plus d'antagonismes possibles entre diverses forces impérialistes, entre divers impérialismes. Quand la guerre éclate, c'est seulement parce que le capitalisme a décidé qu'il lui faut détruire le capital constant et le capital variable en excès.

Certes la nécessité de détruire du capital en excès est la cause profonde des grandes crises guerrières; mais cela ne signifie aucunement que les divers grands responsables impérialistes se réunissent un beau jour entre eux et décident de déclencher une guerre parce qu'il y a trop de capital constant et trop de capital variable (travailleurs salariés): lorsqu'ils entrent en guerre c'est pour défendre leurs intérêts propres, sauver leur capital et détruire le capital de leur adversaire, prendre ses marchés, etc.

Nous avons donc d'une part une conception manichéenne selon laquelle il n'existe plus dans l'histoire moderne que l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie et par conséquent il n'y a pas à se poser le problème de l'attitude et des tâches à avoir vis-à-vis de forces intermédiaires – comme par exemple les paysans –, alors qu'en réalité le problème, non pas de s'aligner sur ces forces, mais de les *neutraliser* ou, pour les couches les plus proches du prolétariat, de les conquérir, est un problème **vital** pour le succès de la révolution.

D'autre part il existe une autre vision erronée, peut-être liée à une conception imparfaite, celle de la crise capitaliste, l'Internationale n'ayant en effet pas eu le temps d'approfondir la question. Il faut être les professeurs de l'Institut Gramsci qui, découvrant que l'Internationale n'a pas résolu le problème des crises capitalistes, ont trouvé que les crises peuvent être surmontées par les méthodes de Keynes, voire le programme de Bad Godesberg de la social-démocratie allemande... Sur cette question le raisonnement de la Fraction est le suivant: nous sommes arrivés à une limite dans la production capitaliste et il n'est plus possible de produire davantage. Non pas dans le sens que les forces productives se heurtent aux rapports sociaux capitalistes en provoquant une surproduction, non dans l'absolu ou par rapport aux besoins de la population, mais par rapport aux exigences de valorisation du capital, de l'obtention d'un taux de profit suffisant. Pour la Fraction, c'est différent: les forces productives à un certain moment arrêtent de croître, le capita-

lisme ne peut plus les développer, il n'y a plus rien à conquérir dans le monde.

Dans les pays coloniaux le capitalisme cherche, sinon à empêcher (ce qu'il ne peut pas faire), mais à freiner le développement de l'industrie locale; cela est incontestable, mais la conclusion qui en est tirée est que désormais toute industrialisation de ces pays est devenue impossible de par les lois immanentes du capitalisme. C'est évidemment absurde: l'impérialisme cherche sans aucun doute à freiner le développement économique autonome des pays dominés, mais en même temps il y introduit les rapports sociaux capitalistes, il pousse au développement capitaliste dans ces pays – de manière évidemment contradictoire, imparfaite, «déformée»; c'est tout un processus matériel qui fait naître des bourgeoisies locales qui entrent en conflit avec la domination coloniale et impérialiste. Dans la conception de la Fraction au contraire, les bourgeoisies nationales ne peuvent plus naître, les forces productives ne peuvent plus se développer, le capitalisme a atteint sa limite absolue. Par conséquent **l'industrialisation des pays arriérés sera l'oeuvre du prolétariat international victorieux, ou ne sera pas**. Corollairement, il ne peut plus y avoir de révolutions nationales dans ces pays, dans les colonies; s'il existe des mouvements, ils ne peuvent être que des manoeuvres de l'impérialisme, il n'y a donc rien à en attendre et rien à soutenir.

Tout ce qui s'est passé depuis la fin de la dernière guerre montre la fausseté de cette conception: le prolétariat n'a été victorieux nulle part et pourtant l'industrialisation a eu lieu. Des révolutions nationales ont éclaté et ont été victorieuses, en Chine, au Vietnam, en Algérie, etc., etc. C'étaient des révolutions intégralement bourgeoises, mais elles ont bel et bien eu lieu, elles ont entraîné le développement du capitalisme, le développement des forces productives dans ces pays et en particulier de la principale des forces productives, le prolétariat. Cela a été un progrès historique gigantesque parce que cela a énormément élargi l'arène de la révolution communiste mondiale de demain en lui créant des centaines de millions de futurs combattants.

La conception erronée de la Fraction a un reflet particulièrement malheureux par rapport à l'entrée en guer-

re de l'Italie contre l'Abyssinie. La position de la Fraction a été **extrêmement énergique** contre l'intervention de l'impérialisme italien. C'est quelque chose que nous devons rappeler, y compris par rapport à certains qui, parmi nous, se sont étonnés que, bien que nous n'ayons aucune influence sur la classe ouvrière, nous ayons attaqué l'impérialisme français lors de ses interventions en Afrique; ils ont avancé l'argument: nous ne savons pas ce qui se passe vraiment et donc nous ne pouvons pas prendre position. Mais la position contre l'impérialisme, nous devons la prendre **dans tous les cas**, même si nous ne savons pas si ce sont des couches rétrogrades ou des forces progressistes, des chefs de tribu ou des jeunes bourgeois qui sont à la tête des masses en révolte. L'impérialisme intervient dans ces pays, nous luttons contre l'impérialisme: c'est une position qui **ne peut admettre des doutes**, qui ne peut dépendre de l'analyse de ce qui se passe sur le terrain. Les massacres que commet l'impérialisme, nous devons les condamner sans hésiter, même si ce sont peut-être des pourris qui sont massacrés; car pour massacrer des pourris, il massacrera aussi et d'abord des prolétaires et parce que chaque victoire qu'il remporte, le renforce contre nous.

La position de la Fraction est extrêmement énergique contre l'intervention impérialiste italienne; mais elle ne peut rien dire d'autre aux opprimés d'Abyssinie que ceci: attendez que nous vous libérons. Parce que dans votre pays, vous ne pouvez même pas vous défendre (voir le raisonnement expliqué plus haut sur l'impossibilité des luttes anticoloniales). C'est une position très belle par rapport à l'impérialisme et qui n'a rien à voir avec toute la mobilisation démocratique sur le recours à la Société des Nations, sur les sanctions économiques contre l'Italie, etc.; mais elle est complètement insuffisante par rapport aux prolétaires et semi-prolétaires d'Abyssinie à laquelle elle dit seulement: liez-vous à la lutte du prolétariat italien – alors que le prolétariat italien écrasé par le Fascisme, ne lutte pas! Ce qu'il fallait leur dire c'est: vous avez parfaitement raison de lutter contre l'impérialisme italien, même si vous ne devez avoir aucune confiance envers le *Négus* qui est allié à Grande-Bretagne, et que vous devrez vous battre aussi à la fin contre lui.

Nous voyons que toutes ces

questions se retrouvent encore aujourd'hui; nous avons continuellement face à nous des éléments qui nous reprochent d'avoir exalté les luttes anticoloniales alors qu'elles n'étaient selon eux que des luttes inter-impérialistes qui devaient être dénoncées. Mais nous ne les avons jamais prises pour ce qu'elles n'étaient pas; nous savions et nous disions que c'étaient des mouvements bourgeois, nous avons dénoncé ceux qui les faisaient passer pour des mouvements socialistes. Sans jamais appeler les prolétaires à se fondre en eux mais en les appelant à garder ou plutôt à conquérir leur indépendance de classe, nous les avons salués en tant que mouvements bourgeois; nous avons «demandé» à la bourgeoisie d'être vraiment bourgeoise, d'aller jusqu'au

LE MANIFESTE DE LA FRACTION

Il faut rappeler que nous nous trouvons en 1935 dans la période peut-être la plus répugnante de la démagogie démocratique, pacifiste, humanitaire, etc. Dans le «Manifeste» publié à l'issue du Congrès, la Fraction qui **anticipe le Parti** ou, selon ses propres termes «*chaque moment de notre action est une anticipation, non de la société communiste, mais du Parti qui lutte pour la révolution communiste*», prend position de façon extrêmement puissante et nette, même si sous beaucoup d'autres aspects il y a des formulations peu convaincantes, **contre ce pacifisme** ambiant. Ironiquement elle écrit que Mussolini est allé **pacifiquement** en Abyssinie, que la France a **pacifiquement** accompli tous ses forfaits depuis la fin de la guerre, que, **pacifiquement**, l'Angleterre a conquis ses colonies, que, **pacifiquement**, tous ont été d'accord pour massacrer les prolétaires dans les pays coloniaux et non coloniaux, que tout arrive **pacifiquement** dans la société bourgeoise, que le prolétariat y est soumis à une pression et une répression constantes. Et c'est **pacifiquement** que le prolétariat va être plongé dans une nouvelle boucherie mondiale.

Il suffirait de ce Manifeste pour sauver la Fraction et sauver le souvenir que nous avons d'elle.

Avoir proclamé que la voie du renoncement aux batailles de classe, l'acceptation du pacifisme, du

bout de sa révolution, c'est-à-dire de créer ses propres fossoyeurs, à savoir un prolétariat national.

Mais comme la bourgeoisie redoute le danger causé par le prolétariat, elle cherche toujours à passer des compromis avec les vieilles classes, avec l'impérialisme, à ne pas aller jusqu'au bout, à freiner en quelque sorte sa propre révolution.

Cependant le processus de transformation économique et sociale va malgré tout de l'avant, à notre plus grand bonheur et à celui de l'humanité, même s'il le fait de façon heurtée et incomplète et s'il emprunte des voies qui peuvent apparaître contradictoires à celui qui les juge avec la seule logique formelle, mais qui apparaissent claires à qui s'appuie, comme nous efforçons de le faire, sur la dialectique marxiste.

démocratie, de l'humanitarisme, du nationalisme et ainsi de suite, que l'acceptation des manoeuvres du capitalisme à l'échelle mondiale et dont la Russie était un élément essentiel, avoir proclamé que tout cela conduisait **inévitablement** au conflit mondial et que c'est seulement par la lutte intransigeante durant la guerre pour la reprise du mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, que le prolétariat pouvait avoir la possibilité de se relever après le massacre, doit être inscrit au mérite de nos camarades de la Fraction.

La revendication du défaitisme révolutionnaire est faite de façon extrêmement correcte, alors que ce mot d'ordre sera abandonné par tous. Il pourrait sans doute être utile de revenir sur ce thème pour démontrer que pour nous la question du défaitisme révolutionnaire n'est pas une question d'organisation – bien entendu une position politique déterminée entraîne qu'ensuite soient prises des mesures organisationnelles – mais que c'est avant tout une position politique, une position qui constitue une opposition tranchée entre le capitalisme et le prolétariat: elle remplace la fausse antithèse paix-guerre, l'antithèse prolétariat-bourgeoisie, conservation du régime capitaliste-révolution prolétarienne.

Telle était la position défendue par la Fraction!

Notes:

(1) Cf. *Bilan* n°1, novembre 1933. Le titre fait allusion à «L'Internationale deux et demi», sobriquet donné à l'«Union des Partis Socialistes», regroupement international formé après la guerre par les partis socialistes qui voulaient se distinguer du réformisme affiché de la Deuxième Internationale, tout en étant opposés à la politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste. L'UPS après avoir rempli son rôle de désorientation des prolétaires dans la période critique de l'après-guerre, reviendra rapidement dans le giron de la Deuxième Internationale lorsque la menace révolutionnaire se sera éloignée.

(2) Cf. *Programme Communiste* n°76 (mars 1978).

(3) La «Troisième période» est celle d'un «tournant à gauche» de l'Internationale qui proclame que la révolution est à l'ordre du jour. Ce tournant purement bureaucratique ne correspondant pas à la situation réelle, achèvera d'égarer les masses ouvrières qui suivaient les PC.

(4) Les textes des diverses motions ainsi que celui du Manifeste cité plus loin, se trouvent sur *Prometeo* (le mensuel de la Fraction en italien publié à Bruxelles) n°123 (13/10/1935).

(5) Le 14 juillet 1935 avait eu lieu une imposante manifestation unitaire du PCF, du parti Socialiste (SFIO) et du Parti Radical derrière le drapeau tricolore. Comme l'écrivait *Bilan*: «*Les ouvriers ont donc toléré le drapeau tricolore de leur impérialisme, chanté "La Marseillaise", et même applaudi les Daladier, Cot et autres ministres capitalistes qui, avec Blum, Cachin [dirigeants, respectivement, du PS et du PCF] ont solennellement juré de "donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et la paix au monde", ou en d'autres termes, du plomb, des casernes, et la guerre impérialiste pour tous*» cf. *Bilan* n°21.

(6) Ladite «bolchévisation» des partis communistes a été leur réorganisation interne sur la base de cellules d'entreprise, dans le but de les «prolétarianiser». En fait cela revenait à étouffer la vie politique interne en calquant l'organisation du parti sur l'organisation capitaliste par entreprises; en enfermant les adhérents dans ce cadre étroit, cela rendait plus difficile la lutte contre les tendances corporatistes tout en facilitant la prééminence d'un appareil de permanents sur ces cellules.

Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste

(Nous publions ci-dessous des extraits du
Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935) (1)

PROLÉTAIRES!

La fraction italienne de la gauche communiste s'adresse à vous avec la pleine conscience de la gravité énorme de la situation actuelle et des responsabilités qui pèsent sur elle : conscience et responsabilité qui ne sont pas des affirmations vides et abstraites, présomption ou prétention, mais les produits d'un long passé d'activité politique.

Par la solide cohérence et le développement de ses positions politiques, que les événements ont confirmées, notre fraction peut représenter aujourd'hui, dans l'ouragan social où tout périclité et se précipite, l'ancre à laquelle peut s'attacher le prolétariat, l'extrême tranchée de la révolution où se construisent et se trempent les bataillons de la victoire communiste. L'appel de notre fraction tend à mobiliser vos énergies afin qu'au naufrage de vos institutions de classe et de vos vies dans la guerre, soit opposée la seule réplique que l'histoire et la lutte des classes admettent: le naufrage et la destruction du régime capitaliste au travers de votre victoire insurrectionnelle. Dans ce but, seule la compréhension du passé peut projeter la lumière sur l'avenir et nous faire apercevoir le chemin de la victoire.

Fascistes, démocrates, socialistes et centristes sont arrivés au terme de leur œuvre: après avoir, par des voies différentes, intimement collaboré à l'œuvre de démantèlement et d'étranglement du prolétariat mondial, ils se rejoignent et fraternisent pour donner à cette œuvre la seule conclusion que permet un régime basé sur la division en classes: la guerre. Oh! tous, de Staline à Vandervelde, de Mussolini et Hitler à Laval et Baldwin, tous voudraient éviter de tomber dans le précipice, après l'avoir, pendant des années et des années, creusé avec les os des prolétaires massacrés. Ainsi qu'en 1914, de même aujourd'hui, ceux qui - au travers de la guerre civile que le régime capitaliste porte en ses entrailles - ont étranglé, en le prolétariat, la seule force historique capable de construire une société sans classe qui opposera à la société bourgeoise de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la guerre, l'harmonieuse convivance de l'humanité, non plus assujettie, mais s'assujettissant le processus de la production et de son développement; ceux qui, aujourd'hui, comme en 1914, ont vaincu dans la guerre civile, au nom et pour le compte du capitalisme, consacrent cette victoire dans le déchaînement de la guerre : après la « paix » entre les brigands pour massacrer le prolétariat, la « guerre » entre les brigands pour l'hécatombe de millions d'ouvriers.

Au nom de la « paix », on prépare fiévreusement la guerre. Mussolini voudrait « pacifiquement » conquérir l'Éthiopie et, suivant le chemin que les démocrates

d'aujourd'hui, français et anglais, ont battu dans le passé, il veut amasser des monceaux de cadavres en Abyssinie afin de « civiliser » ces territoires, lui qui personnifie le régime d'esclavage et de terreur qui a brisé provisoirement la seule force de la civilisation en Italie : le prolétariat; lui, le bourreau qui, clouant une croix de mort à chaque foyer ouvrier, ne pouvait toutefois empêcher que les morts, les emprisonnés, les déportés deviennent les piliers du parti de la victoire révolutionnaire, de ce parti qui manqua en 1919-20 pour donner à l'éruption révolutionnaire des masses, conscience et substance, pour en faire le torrent qui portera l'humanité de la phase préhistorique des régimes de classes à la phase supérieure où l'histoire peut commencer: la société communiste.

« Pacifiquement », le Négus voudrait conserver sa domination sur les populations abyssines soumises à un régime d'exploitation infâme; ses déclamations sur l'indépendance et l'intégrité de la « nation », dans la phase actuelle où la seule force de progrès est le prolétariat mondial, ses déclamations se révèlent pour ce qu'elles sont: des instruments de tromperie des masses et Haïlé Sélassié acceptera tous les concours en cette œuvre d'exploitation des travailleurs abyssins: celui de financiers « étrangers » qui acquerront des concessions pour sucer le sang des populations indigènes, celui des gendarmes « étrangers » qui briseront l'échine de ces travailleurs qui oseraient se dresser en un effort de défense et de rébellion.

« Pacifiquement », les impérialismes français et anglais voudraient conserver les positions conquises à Versailles.

« Pacifiquement », l'impérialisme allemand voudrait obtenir une révision des frontières établies en 1919.

« Pacifiquement », les socialistes voudraient garder les places qu'ils ont pu conquérir dans les organismes que le prolétariat a fondés au prix de la vie des ouvriers et en des batailles où il dut affronter la férocité capitaliste, dans des organismes qu'ils ont pliés au service de l'ennemi; « pacifiquement », ils voudraient continuer l'orgie dans l'attente tranquille des appointements mensuels et des honneurs dans les ministères, les parlements et les autres institutions capitalistes.

« Pacifiquement », les centristes voudraient continuer à maintenir le prolétariat russe en une sujétion économique et politique qui leur permette de pénétrer dans l'aisance, la tranquillité, la débauche où se remuent les exploités capitalistes.

Mais les bases de la société capitaliste ne permettent pas de rester indéfiniment sur les rails d'un cours d'événements, sur la ligne d'une uniformité constante qui, domptant et étranglant le prolétariat (la personnification sociale de la seule force capable de se mettre à la tête du développement incessant des forces de production), domp-

te et étrangle la seule force qui puisse éviter la guerre. Le régime actuel, même après avoir égorgé le prolétariat, n'aura pas de paix, parce que chaque instant de sa vie et de son évolution n'est possible qu'en créant un contraste dans la personne du capitaliste concurrent, de l'État adverse, du monopole ou de la constellation d'États qui surgit en opposition.

Il n'aura pas de paix parce qu'il veut tourner aux fins de l'appropriation privée les forces de la production qui débordent les cadres de son régime et se dirigent vers la satisfaction des besoins non des individualités, mais des collectivités, parce que les institutions de classe des ouvriers ne peuvent pas servir indéfiniment les intérêts de la classe ennemie, mais ressusciteront de la guerre comme les bastions de la révolution. Et ces lois historiques nous permettent de comprendre que socialistes, centristes, démocrates et fascistes sont tous les prisonniers de ces mêmes forces qu'ils ont engendrées; eux qui, au travers de la violence et de la corruption, ont étranglé le prolétariat, ne peuvent que tomber dans la guerre.

(...)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS!

Aujourd'hui se répète la manoeuvre de 1914 et on vous appelle à vous battre pour la démocratie contre la dictature: dans les faits on vous appelle à épouser la cause de vos impérialismes. Vous pourrez vous opposer à la guerre en lançant des mouvements de classe sur la base de vos organisations syndicales de masse. Une telle bataille ne peut se résoudre qu'en opposant la révolution à la guerre. La révolution ne pourra triompher qu'en faisant du parti de classe le guide des mouvements insurrectionnels. Si vous ne réussissez pas à déclencher ces mouvements de classe, la guerre est inévitable et sa transformation en guerre civile n'est possible que par la reprise de os mouvements de classe pour la défaite de tous les Etats qui vous auront jeté dans la boucherie mondiale.

Préparez-vous à combattre contre toutes les patries:

la fasciste, la démocratique, la soviétique. Votre lutte est la lutte pour l'Internationale, pour la révolution.

Pour la victoire révolutionnaire vous excluez de vos rangs les traîtres socialistes et centristes qui en brisant votre front révolutionnaire ont préparé les prémisses pour la guerre et qui se mettront à la tête des forces pour vous faire accepter la cause du capitalisme: la cause de la guerre.

En Italie et en Allemagne comme en Angleterre et en France, comme en Russie et en Abyssinie, dans tous les pays vous lutterez en vous dirigeant vers la transformation en guerre civile de la guerre impérialiste. C'est seulement en vous plaçant dans cette direction que vous serez en mesure de profiter des situations révolutionnaires qui seront engendrées par l'éclatement du contraste insoluble et de classe constitué par le bloc des ouvriers et de la bourgeoisie pour la guerre, bloc provisoire qui n'a été rendu possible qu'à cause de la trahison des socialistes et des centristes, bloc qui débouchera d'autant plus vite et d'autant plus sûrement sur la victoire de la révolution que plus active et déterminée sera l'effort du prolétariat pour créer les Fractions de gauche, prémisses historique et théorique indispensable pour le parti, pour l'Internationale de la révolution.

Vive la transformation en guerre civile de la guerre impérialiste!

Vive la Fraction italienne de la Gauche Communiste!

Vive l'Internationale! A bas toutes les patries!

Vive la révolution communiste mondiale!

Le Congrès de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste

(1) Manifeste publié su Bilan n°23 (septembre-octobre 1935). Cf. http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=1248

Les textes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l'effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement «la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti». Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, «mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux» qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste.

INVARIANCE DU MARXISME

(Brochure A5 - 60 pages - 2 €, 4 CHF; décembre 2009)

Au sommaire:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste. (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
- Pour mettre les points sur les i ! («Raddrizzare le gambe ai cani», 29 mai 1952)
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme. (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
- Le programme révolutionnaire immédiat. (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre 1952)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
 - Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
 - Le programme révolutionnaire immédiat

33

À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays !

(Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits) (1)

Cette journée devrait être une vérification des forces du prolétariat mondial qui, sous les drapeaux rouges de la révolution, commémore le martyr des héros de Chicago qui, dans les manifestations de tous les pays, revendique son droit à la vie et proclame sa volonté de poursuivre la lutte pour briser les chaînes du servage capitaliste et fonder la nouvelle société communiste. Cette journée du 1er mai 1935 - là où n'a pas été arrachée du calendrier ouvrier par des massacres de militants prolétaires -, dans ces pays où elle peut connaître des manifestations de masses, ne rassemble plus des foules qui font de leur rencontre dans les rues et sur les places une occasion pour retrouver conscience de leur force, mais rassemble au contraire des masses d'exploités éreintées par de cuisantes défaites qui ont tué en elles la force, la confiance dans l'avenir de leur classe et qui sont devenues incapables, non seulement de combattre contre l'ennemi, mais aussi d'arracher à celui-ci les drapeaux rouges dont il veut se servir pour parer son régime de fange et de sang, pour proclamer aux esclaves que le prix qu'ils doivent payer pour avoir perdu avec l'Internationale Communiste, l'organe de leur délivrance du joug capitaliste, consiste dans la signification de leur exploitation, dans le salut à la patrie, puisque pour sortir de l'étau de la faim, du chômage, de la crise, ce n'est plus le capitalisme de tous les pays qui devra être détruit, mais d'autres patries ennemies, ce sont les vies de millions d'autres exploités qui devront être étranglées. La condamnation à l'esclavage ne résulterait plus des bases sociales du régime capitaliste mais de la répartition injuste du monde entre les brigands, de la concurrence que se feraient les ouvriers des différents pays, de la nécessité de défendre ou de modifier l'assiette actuelle des différents États capitalistes et les rapports entre eux.

L'économie capitaliste détermine la condition élémentaire pour faire des masses de travailleurs l'armée des prolétaires qui combattent pour la révolution communiste : la nature collective et socialiste de l'instrument de la production dans les installations gigantesques des usines actuelles pousse l'ouvrier à reconnaître dans sa fonction sociale le fondement de la nouvelle économie communiste. Mais la bourgeoisie construit l'appareil de sa domination pour briser le chemin qui peut conduire les ouvriers à accoupler leurs revendications révolutionnaires avec la progression incessante de la technique de production. Dans les pays où, dans l'immédiat après-guerre, à cause du bouleversement plus violent du mécanisme économique et politique ennemi au cours de la boucherie de 1914-1918, le capitalisme n'avait d'autre issue que celle de l'institution d'un régime d'oppression

fasciste dans lequel la moindre revendication de classe des ouvriers expose à des dizaines d'années de prison et le geste d'une revendication révolutionnaire coûte la vie aux prolétaires. En d'autres pays, qui purent offrir, à cause de la victoire militaire et de la possession d'empires coloniaux, une certaine résistance au choc de la guerre mondiale, et où l'effort libérateur du prolétariat put être immédiatement corrompu par les effets de la reprise économique provisoire, dans ces pays, ceux qui s'acquittent de la même fonction que le fascisme accomplit en Italie, en Allemagne, ce sont les agents de l'ennemi au sein de la classe ouvrière : les socialistes et les centristes qui appellent les masses à manifester en ce 1er mai, non pas au nom des revendications de classe des ouvriers, mais au nom des mêmes objectifs qui serviront demain aux capitalistes respectifs pour déclencher la guerre. Mettre l'enseigne de la « paix » aux manifestations du 1er mai, c'est proclamer que l'on garantit à la bourgeoisie de maintenir « dans la paix » la suprématie conquise au travers du Traité de Versailles. Mussolini et Hitler affirment, eux aussi, leur volonté de « paix », à la condition que sans la guerre on puisse arriver à une modification de la répartition du monde. Et l'une et l'autre s'opposent inévitablement : la conception de la « paix » qui s'intitule démocratique à l'autre fasciste, et dans l'étau de ces tenailles le prolétariat se trouve déjà entraîné dans les deux girones qui le conduiront à jeter des millions de ses vies pour le sauvetage du régime capitaliste mondial.

PROLÉTAIRES !

En janvier 1933 tombait - ensemble avec le prolétariat allemand - l'I.C. et, à partir de ce moment, le centrisme ramassait les fruits d'une politique qui, rendue possible par l'expulsion de l'aile marxiste des P.C., devait conduire à la course aux succès économiques, politiques et militaires en U.R.S.S., alors que l'offensive du capitalisme de tous les pays se poursuivait ininterrompue et meurtrière. L'incorporation de l'État russe dans le système capitaliste mondial s'est confirmée par l'entrée dans la Société des Nations, dans cet organisme que l'I.C., à l'époque de sa fondation, qualifiait de « Société de Brigands ».

Cette dernière année, un nouveau pas décisif a été accompli vers la préparation à la guerre. La Conférence dite du désarmement ne pouvait plus suffire aux besoins du capitalisme mondial dont elle exprimait la volonté de maintenir la suprématie des États vainqueurs alors que les conditions politiques ne permettaient pas encore aux États vaincus en 1918 de procéder à un simple programme de réarmement. La destruction du prolétariat international

s'étant accomplie par la défaite du prolétariat allemand, les nouveaux rapports entre les États capitalistes ont progressé de la notion de convention internationale à celle des traités d'assistance mutuelle. Et aujourd'hui, celui qui revendique en premier lieu ce type de traité est justement l'État prolétarien. La vision de l'inévitabilité de la guerre conduit directement vers la recherche des meilleures alliances pour pouvoir faire face demain à la boucherie. La théorie nationaliste et réactionnaire qui, se basant sur la maxime de Bismarck, affirme comme seule garantie de la « paix » celle de la crainte imposée à l'ennemi qui voudrait faire la guerre, cette théorie politique anime les différents pays : de l'Italie, qui considère comme nulles toutes les conventions et passe déjà à la mobilisation ; de l'Allemagne, qui reconstruit l'armée pour défendre son territoire ; de la France, qui préconise les traités bilatéraux pour renforcer sa suprématie ; de la Russie soviétique, qui s'impatiente des hésitations françaises à signer un pacte contenant des engagements militaires précis.

Le prolétariat international, qui était la proie de toutes les combinaisons qui se déroulaient à la Conférence dite du désarmement, est aujourd'hui la victime de toutes les combinaisons qui se construisent entre les différents États capitalistes, avec lesquels marche l'État soviétique en une solidarité que la révolution seule pourra briser.

(...)

PROLÉTAIRES !

Les appels pour les manifestations du 1er mai vous viennent donc de forces qui agissent directement au service de l'ennemi. Pour faire de ces rassemblements un moment de la lutte pour la révolution, il faudrait arracher aux socialistes et centristes les drapeaux rouges qu'ils ont usurpés au prolétariat et qu'ils détiennent désormais

dans l'intérêt du capitalisme mondial. Il faudrait pouvoir bouleverser le rapport des forces existant entre les classes, briser le mécanisme de domination du capitalisme où figurent - comme pivots essentiels - la social-démocratie et le centrisme: les équivalents politiques du fascisme dans ces pays. Cette destruction de l'assiette politique actuelle ne peut résulter que de la reconstruction du parti de classe du prolétariat, de l'Internationale de la Révolution. Et ces organismes ne peuvent être fécondés que sur le terrain de la lutte des classes. Vous opposerez aux déformations de manifestations pour la «paix», votre volonté de vous battre : en Allemagne comme en France, en Angleterre comme en U.R.S.S., en Italie comme au Japon, dans tous les pays du monde pour vos revendications de classe, sur la base de vos institutions unitaires et de classe, au travers des instruments de classe de votre lutte. La «paix», aujourd'hui comme hier et comme demain, est la prémisse de la guerre impérialiste; seule la lutte de classe peut bouleverser les bases du régime capitaliste et conduire à la victoire de la révolution.

Vive le premier mai du prolétariat qui veut faire des martyrs de Chicago l'étendard de la lutte des classes pour la libération du prolétariat de tous les pays!

A bas Socialistes et Centristes qui veulent faire du Premier Mai une occasion de mobilisation du prolétariat pour la guerre!

A bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique!

Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays!

(1) Cf. http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=1248

LE MARXISME ET LA QUESTION PALESTINIENNE

(Brochure A4, 64 pages, Prix: 4 €, 8 FS)

AU SOMMAIRE:

- Introduction
- Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463 , Août 2002; «il Comunista», n° 79 Aprile 2002)
- Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002)
- Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° 16 février-avril 1989)
- Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989)
- Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12 , Aprile 1988)
- Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août/sept. 1987)
- Rompre l'isolement des masses pales-

tiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982)

- En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980)
- Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979)
- La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient
- Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires
- La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973)
- **Annexes:**
 - Seul le renversement d'Israël et de tous les États bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003)
 - Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O.

renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe
- Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois



«el programa comunista» Revista teórica

No 52 - Octubre de 2016

• • • El capitalismo imperialista habla de la paz, mientras prepara la guerra Siguiendo el Hilo del Tiempo. «Puntos» democráticos y programas imperiales. (Battaglia Comunista, n° 2 de 1950) • • • A cien años de la primera guerra mundial. Las posiciones fundamentales del comunismo revolucionario no han cambiado, al contrario, son todavía más intransigentes en la lucha contra la democracia burguesa, contra el nacionalismo y contra toda forma de oportunismo, mortífera intoxicación para el proletariado • • • Proletariado y guerra. «La Izquierda de Zimmerwald» • • • Informe de Amadeo Bordiga sobre el fascismo. IV congreso de la Internacional Comunista. 12ª sesión, 16 de noviembre de 1922 • • • Noticias de actualidad: Turquía: ¡no son las elecciones ni los llamados a la paz, sino la guerra de clase lo único que podrá terminar con la explotación, la opresión y la represión! / Puño de hierro en Turquía / ¡En el referéndum sobre Europa, los proletarios británicos no tienen nada que elegir!

No 51 - Abril de 2015

• • • El capitalismo mundial en la antesala de una nueva crisis • • • El partido comu-

nista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (Fin). (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1º de mayo de 1967) • • • Notas de lectura: Italia 1919-1920. Los dos años rojos, o cómo «Lutte Ouvrière» reescribe la historia • • • Notas de lectura: «Bordiga más allá del 'mito'. El valor y los límites de una experiencia revolucionaria» • • • Pequeño diccionario de clavos revisionistas. ACTIVISMO. Battaglia Comunista n° 6 (20 de marzo - 3 de abril de 1952) • • • Tesis sobre la «cuestión china» (1964) • • • Tesis y Adiciones sobre los Problemas Nacional y Colonial. Tesis suplementarias sobre la cuestión nacional y colonial. II Congreso de la Internacional Comunista (Moscú, julio de 1920)

No 50 - Septiembre de 2013

• • • Presentación • • • Bajo el mito de la Europa unida se incuban los antagonismos entre las potencias imperialistas y maduran, inexorablemente, irremediables enfrentamientos que llevan hacia la tercera guerra mundial si la revolución proletaria no lo impide • • • La «cuestión china» (II) • • • Amadeo Bordiga - Siguiendo el hilo del tiempo: La doctrina del diablo en el cuerpo • • • Las dos caras de la revolución cubana • • • El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (2) (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1º de mayo de 1967)

No 49 - Septiembre de 2011

• • • Presentación • • • Las revueltas en países árabes y el imperialismo • • • Crisis capitalista, luchas obreras y partido de clase • • • León Trotsky: Informe sobre la crisis económica mundial y las tareas de la Internacional Comunista • • • La «cuestión china» • • • Hace cuarenta años moría Amadeo Bordiga • • • El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (1) (Informe a la Reunión General del Partido, en Florencia, del 30 de abril al 1º de mayo de 1967)

Thumbnail of the magazine cover for issue No 52, October 2016. It features the title 'el programa comunista' and a table of contents listing articles like 'El capitalismo imperialista habla de la paz, mientras prepara la guerra' and 'Siguiendo el Hilo del Tiempo'.

El Proletario Órgano del partido comunista internacional

No 12 - Noviembre-diciembre de 2016 / Enero de 2017

• • • Las razones de SU abstencionismo • • • Cuba: Muerto Fidel Castro no se abre una nueva fase de una «revolución socialista» que nunca ha sido tal, sino un reposicionamiento del capitalismo cubano en el mercado mundial • • • Ni fueron, ni somos, ni serán... bordiguistas • • • Novedades disponibles en el sitio del partido - www.pcint.org • • • Verdad y mentira en la constitución cubana • • • Ni en el Parlamento, ni en el Gobierno ni en la oposición. ¡Para luchar, el proletariado sólo puede confiar en sus propias fuerzas! • • • Sobre la crisis prolongada del proletariado y sus posibilidades de remontarla (III) • • • La democracia americana se prepara para una vuelta de tuerca. Del demócrata Obama al Republicano Trump, diversos métodos para los mismos objetivos imperialistas • • • «Dirty» Duterte, el nuevo rostro sangriento de la democracia burguesa en Filipinas • • • De nuevo el proletariado inmigrante marca el camino • • • Nuevo motín en un Centro de Internamiento de Extranjeros de Barcelona. Los proletarios inmigrantes, inasequibles a la farsa parlamentaria

No 11 - Agosto - septiembre - octubre de 2016

• • • ¿Fuera de tono? • • • Esclavos del cielo • • • Venezuela: ¿Estado de Emergencia? ¡Emergencia de la lucha proletaria! • • • «La materia nunca muere» • • • Otro terremoto devastador sacude el centro de Italia: por enésima vez, prevención inexistente y terreno fértil para las especulaciones de la emergencia y de la reconstrucción • • • Sobre la carnicería de Niza. ¡No a la unión nacional! ¡No a las guerras imperialistas! ¡Lucha de clase para acabar con la mortífera sociedad del capital! • • • ¡México: Sangrienta represión burguesa y danza macabra de la «extrema» izquierda • • • Tesis para la propaganda entre las mujeres (extracto). III Congreso de la Internacional Comunista - Julio de 1921 • • • La mujer y el socialismo. August Bebel

No 10 - Abril-mayo-junio de 2016

• • • Europa: orden capitalista, presión incontentible de poblaciones inmigrantes • • • Elecciones: La saga en el cuello proletario • • • ¿Para cuándo un 1º de Mayo de los trabajadores? • • • El Primero de mayo, de jornada de lucha contra el capital, se ha convertido en una fiesta del sometimiento de los trabajadores asalariados al capital ¿Cuándo volverá a ser el Primero de mayo de los trabajadores? • • • El principio democrático • • • Valladolid: Sobreproduc-

ción capitalista y miseria obrera • • • Sobre la crisis prolongada del proletariado y la posibilidad de remontarla (III) • • • Victoria 1976: El triunfo de la deocracia en España • • • Socialismo y feminismo (De «L'Avantguardia» del 27 octubre 1912, A. Bordiga • • • Flint (Michigan, USA). El verdadero veneno es el capitalismo. El antidoto, su destrucción

Thumbnail of the magazine cover for 'El Proletario' issue No 12, November-December 2016 / January 2017. It features the title 'el proletario' and the main article 'Las razones de SU abstencionismo'.

« programme communiste » Sommaire des numéros parus depuis 2009

No 103 (Janvier 2016) : ••• Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (2) ••• Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste (Il Comunista n° 11, 13, 15, 19,25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922) ••• Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou ••• «Communisme-ouvrier» ou «démocratie petit-bourgeoise»? ••• La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)

No 102 (Février 2014) : ••• Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accumulent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1) (Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors

l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921) ••• Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint ••• Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921) ••• Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ••• En défense du marxisme. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire ••• Notes de lecture. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie ••• Notes d'actualité. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai

No 101 (Août 2011) : ••• Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles tremblent demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe ••• Propriété et capital. Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain (Fin) ••• Histoire de la Gauche communiste - L'«action de mars»

en Allemagne et la «théorie de l'offensive» - Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - IIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920) - Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (Il Soviet, IIIe année, n°11, 11 avril 1920) ••• Notes de lecture: - Robert Camoin. La doctrine économique de Sismondi et le marxisme - Oliver Le Cour Grandmaison. Coloniser Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial ••• Roger Dangeville

No 100 (décembre 2009) : ••• Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial ••• Histoire de la Gauche communiste : - La scission en Italie et le mouvement communiste international - Le VKPD devant la scission de Livourne - La réplique de la «Gauche italienne» ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3) ••• Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain ••• Notes de lecture: - Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927» - Michel Naumann: «M.N. Roy (1887-1954): Un révolutionnaire indien et la question de l'universel» - A propos de Riazanov. Précisions ••• Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

« le prolétaire »

Sommaire des derniers numéros

522 (Nov. - Déc. 2016 / Janv. 2017) : ••• 80 ans après. Le mythe usé du Front Populaire ••• Espagne. Ni dans le parlement, ni dans le gouvernement, ni dans l'opposition. Pour lutter, le prolétariat ne peut compter que sur ses propres forces! ••• La démocratie américaine se prépare à un tour de vis. Du Démocrate Obama au Républicain Trump, des méthodes différentes pour les mêmes objectifs impérialistes ••• Overdose de capitalisme ••• Cuba: Après la mort de Castro, ce qui s'annonce, ce n'est pas une nouvelle phase d'une «révolution socialiste» qui n'a jamais existé, mais le repositionnement du capitalisme cubain sur le marché mondial ••• PRC - PRCF - PCRF: Les frères ennemis du national-réformisme ••• Tout le monde déteste la police? En tous cas, pas «Lutte Ouvrière» ni «L'Étincelle»! ••• Les Spartacistes, de la défense de l'impérialisme soviétique à la défense de la drogue ••• Gilberto Brizuela. «La matière ne meurt jamais» ••• Plus de dix ans après Katrina, les prolétaires de la Nouvelle-Orléans paient toujours la facture de la catastrophe capitaliste ••• Solidarité de classe avec les prisonniers du Goulag étasunien!

521 (Septembre - Octobre 2016): ••• La mobilisation contre la Loi Travail

a été conduite dans une impasse. Les luttes futures devront se mener sur des positions de classe! ••• Alstom. Défendre les travailleurs, pas l'entreprise! ••• Espagne. Esclaves du ciel ••• Après la tuerie de Nice. Non à l'union nationale! Non aux guerres impérialistes! Lutte de classe pour en finir avec la meurtrière société du capital! ••• Aéroport de Notre-Dame-des-Landes: un «grand projet inutile», résultat normal des lois du capital ••• «Dirty» Duterte. Le nouveau visage sanglant de la démocratie bourgeoise aux Philippines ••• Quand Lutte Ouvrière fait du gringue à Monsieur le maire... ••• Où va (où va la cgt?). A toute blinde vers l'union sacrée! 520 (Juin - Juillet - Août 2016):

••• Une leçon primordiale du mouvement contre la loi Travail: Nécessité de l'orientation et de l'organisation de classe ••• Référendum sur l'Europe: Les prolétaires britanniques n'ont aucun côté à soutenir! ••• Non à l'intervention militaire française en Syrie et en Libye! ••• Espagne. Grève des travailleurs de TMB: la municipalité de Barcelone montre son véritable visage anti-ouvrier ••• Assez des sempiternelles journées d'action et de manifestations-processions! Place à la lutte de classe ouverte! ••• Le Premier Mai, journée de lutte du Travail contre le Capital, est devenu une fête de l'asservissement des travailleurs salariés au Capital! Quand redeviendra-t-il le Premier Mai des Travailleurs? ••• Mouvement

contre la loi El Khomri. «Marxistes-léninistes» et maoïstes, flancs-gardes du collaborationnisme syndical ••• Tunisie. Un nouveau rassemblement opportuniste: le Front Révolutionnaire Socialiste ••• Corée du Sud: Rattrapé par la crise, le Dragon capitaliste crache son feu contre les prolétaires ••• Incidents en série à la centrale nucléaire de Paluel. Le danger mortel est que le nucléaire soit aux mains du capitalisme

le prolétaire organe du parti communiste international N° 522 80 ANS APRÈS Le mythe usé du Front Populaire

« Il Comunista » organo del partito comunista internazionale

No 147, Febbraio 2017

- 1917. La luce di Ottobre rischiarerà la via della rivoluzione di domani
Terremoti e tragedie
Il Fronte Popolare: 80 anni di un mito logoro quanto la lotta antifascista
Sul rinnovo del contratto dei metalmeccanici siglato dalla Triplice sindacale tri-colore
Il Fronte Popolare: 80 anni di un mito logoro quanto la lotta antifascista
Overdose di capitalismo
Messico: Gasolinazo, rabbia proletaria e riformismo a un punto morto
Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito. La rivoluzione proletaria è internazionale E internazionale sarà la trasformazione socialista dell'economia (Resoconto sommario della riunione generale di Milano del 17-18 dicembre 2016). 1936-1939. la Guerra di Spagna / Una prima sintesi delle posizioni del partito sugli eventi di Spagna
Lo dicono loro...
A cent'anni dalla prima guerra mondiale. Le posizioni fondamentali del comunismo rivoluzionario non sono cambiate, semmai sono ancor più intransigenti nella lotta contro la democrazia borghese, contro il nazionalismo e contro ogni forma di op-

portunismo, vera intossicazione letale del proletariato

- La teoria marxista della moneta (6)
Da dove vengono gli argentini? Sono scesi dalle navi...

No 146, Dicembre 2016

- Revisione della Costituzione repubblicana? I proletari devono rifiutare il terreno nel quale vince sempre l'interclassismo. La loro emancipazione non sarà mai ottenuta con l'inganno democratico
Cuba. Morto Fidel Castro non si apre una nuova fase di una "rivoluzione socialista" - che non c'è mai stata -, ma un riposizionamento del capitalismo cubano nel mercato mondiale
La democrazia americana si prepara ad un giro di vite. Dal democratico Obama al repubblicano Trump, metodi diversi per gli stessi obiettivi imperialistici
"Dirty" Duterte. Il nuovo volto sanguinario della democrazia borghese nelle Filippine
Amianto e "giustizia" borghese
Nuove disponibilità nel sito di partito www.pcint.org. Prometeo. Il programma comunista.
La donna e il socialismo (A. Bebel). Premessa
Haiti. Filantropia pelosa delle Fondazioni borghesi
Corrispondenze dalla Spagna: - Né in Parlamento, né al Governo e nemmeno all'opposizione. Per lottare, il proletariato può contare soltanto sulle proprie forze!
Rivolta nel centro di "ricovero" degli

stranieri di Madrid. Di nuovo il proletariato migrante segna la via

- Nuova rivolta in un Centro di detenzione per immigrati di Barcellona. I proletari immigrati in lotta spontanea, lontani dalla farsa parlamentare
Corrispondenza dalla Francia. Incidenti alla centrale nucleare di Paluel: il pericolo nucleare è che è in mano al capitalismo
No alla chiusura dell'ospedale San Gennaro
La rivoluzione proletaria è internazionale e internazionale è la trasformazione socialista dell'economia (3). Critica del Programma di Gotha. Note in margine al programma del Partito operaio tedesco



« Proletarian »

Supplement to «le prolétaire» Contents of the last issues

Nr 13 (Autumn - Winter 2016):

- American democracy prepares to tighten the screws. From the Democrat Obama to the Republican Trump, different methods for the same imperialistic objectives
Amadeo Bordiga. The Goals of the Communists
Petty-Bourgeois Terrorism on an Islamic Matrix Strikes Brussels Twice. The Proletarian Response Must not be Solidarity with Governments and the Capitalists but the Class Struggle against all Social Manifestations of Capitalism, Petty Bourgeois Terrorism Included!
France: Nice after the Killings. No to National Unity! No to Imperialist War! Class Struggle to End the Murderous Society of Capital!
Mexico: Bloody bourgeois Repression and the «Danse Macabre» of the «Far» Left
«Dirty» Duterte. The Bloody New Face of Bourgeois Democracy in the Philippines
Iron Fist in Turkey
Referendum on Europe: British Proletarians Have no Side to Support!
«Worker-Communism»

or Petty-Bourgeois Democratism?

Nr 12 (Autumn 2015):

- Global Capitalism Heads Back Towards Crisis
The slaughter of the migrants drowned in the Mediterranean continues! Another terrible demonstration that bourgeois governments, whether democratic or authoritarian, can never address the causes of these tragedies. It is capitalism that we must drown!
The slaughter of the migrants drowned in the Mediterranean continues! Another terrible demonstration that bourgeois governments, whether democratic or authoritarian, can never address the causes of these tragedies. It is capitalism that we must drown!
Greece demonstrates once again that it is impossible to fight against capitalist attacks by the electoral and reformist path Greece. Against reformist illusions, for independent class struggle!
50 years after the wave of black revolts in the United States, the riots in Baltimore
Amadeo Bordiga. «Black» anger shakes the rotten pillars of bourgeois and democratic «civilization» (Il Programma Comunista, September 10, 1965)
«Racial» Riots in the U.S. over the past 50 years

ings of journalists in France. Down With The Union Sacrée! Down With The Bourgeois Republic! No To Religious Wars, No To Imperialist Democracy, Yes To The Class War Against Capitalism!

Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5



Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux,

allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organise militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

